

2m 11. 25/5. 9

Université de Montréal

**Les accusations de corruption comme arme politique :
relecture de *l'impeachment*
du président brésilien Fernando Collor de Mello**

par
François Barsalo

Département de Science Politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès Sciences (M. Sc.)
en Science Politique (Relations Internationales)

Août, 1996

© François Barsalo, 1996



JA

39

U54

1997

V.005

Université de Montréal
Faculté des Études Supérieures

Ce mémoire intitulé :
« Les accusations de corruption comme arme politique :
relecture de *l'impeachment*
du président brésilien Fernando Collor de Mello. »

présenté par :
François Barsalo

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Guy Bourassa
Philippe Fancher
Graciele Duca Ten Zeller

mémoire accepté le :

Sommaire

Malgré l'objectif avoué des membres du Congrès brésilien, soit celui d'assainir la politique brésilienne des pratiques corrompues du Président de la République, Fernando Collor de Mello, l'*impeachment* de celui-ci survenu le 29 décembre 1992 recelait plutôt des objectifs autres que ceux énoncés.

Bien sûr le but avoué de cet *impeachment* apparaissait comme étant moral, visant un assainissement de la classe politique. Selon ses initiateurs, l'*impeachment* n'aurait pour but que de « punir un président voleur » et, de le remplacer par « une équipe d'hommes qui assurerait le redressement du pays ».¹ Il nous semble toutefois que l'enjeu principal devenait plutôt l'occasion d'effectuer une redistribution du pouvoir politique, une distribution défavorable à une partie de l'establishment suite au résultat de l'élection présidentielle (tenue en novembre et décembre 1989) remportée par Fernando Collor.

Nous tenterons de démontrer au cours de ce mémoire, non pas l'absence de faits pouvant justifier la mise sur pied d'une procédure visant l'*impeachment* du président, mais bien l'insuffisance de ces faits en tant qu'explication de sa réussite. Nous chercherons à démontrer que les causes de l'*impeachment* doivent être recherchées davantage dans les luttes pour le contrôle du pouvoir au sein même de l'establishment brésilien, visant du même coup l'élimination d'un acteur politique important, voire « dérangeant ». Les motifs qui ont déterminé les enjeux de cet épisode font l'objet de ce mémoire.

Pour la réalisation de ce mémoire, nous croyons pertinent de refaire le bilan de la littérature publiée sur les événements de 1992. Nous

¹ Tiré des comptes-rendus de la Chambre des Députés du 18 juin au 9 juillet 1992.

avons également repris l'ensemble d'une littérature plus « théorique » démontrant que l'utilisation d'accusations de corruption portées envers un haut dirigeant politique mène habituellement à l'*impeachment* de celui-ci, s'avérant de fait une « arme politique » redoutable. Nous croyons que l'*impeachment* du Président Collor s'inscrit dans cette logique.

Nous avons cherché à démontrer cela par l'analyse des écrits publiés sur ce sujet et, par la rencontre de certains acteurs politiques, économiques ou médiatiques ayant vécu les étapes de cet *impeachment* de près, ou les ayant analysés depuis dans un contexte plus élargi et moins émotif.

Le premier chapitre de notre mémoire, chapitre intitulé « La corruption politique ou le pouvoir déformé. », nous permet de mettre en place la théorie nous permettant d'effectuer une lecture politique de la corruption et des sanctions qui s'appliquent. Ce chapitre traite également du recours aux accusations de corruption en tant que « régulateur de la morale politique » et, des difficultés de juger le représentant de l'autorité suprême d'un pays.

Le second chapitre, « Implications des pratiques politiques brésiliennes. », présente sommairement l'articulation traditionnelle entre les secteurs économique et politique quant au contrôle du pouvoir, mais aussi des schémas de corruption. Il traite également des modifications de ces structures, par le biais de diverses luttes, suite à l'arrivée en poste du Président Collor.

Le troisième chapitre, « L'isolement politique du Président Collor. », traite des facteurs politiques et économiques venus donner un cadre favorable à l'*impeachment*. Ce chapitre traite de la fragilité des alliances politiques du Président Collor parmi le flou juridique qui a marqué la procédure d'*impeachment*, là où le processus juridique d'*impeachment* passa à une politisation du processus.

Le quatrième chapitre, « La construction de l'alternative représentée par le vice-président Itamar Franco. », traite des aléas d'une solution

dictée par la Constitution et, de l'encadrement d'un acteur politique jugé imprévisible par l'establishment.

Notre conclusion au cinquième chapitre, « *L'impeachment* par le Sénat: un jugement juridique ou politique ? », traite des conséquences d'une politisation du processus d'*impeachment*. L'assainissement politique annoncé par le processus d'*impeachment* n'a pas donné les résultats escomptés, la conséquence fut plutôt la neutralisation d'un acteur politique devenu trop « dérangeant » aux yeux de l'establishment. La condamnation du président par le Congrès révèle la politisation d'un processus qui ne devait être pourtant que juridique au départ (les accusations de corruption), donnant comme résultat: l'utilisation de *l'impeachment* en tant qu' « arme politique » de la part d'une partie de l'establishment politique désireuse de préserver ses intérêts politiques et économiques.²

² D'ailleurs dans son article de 1993, « Brazil's controled purge » Theotonio dos Santos qualifie *l'impeachment* du Président Collor de Mello de « purge contrôlée ».

Table des matières

| | |
|--|------|
| Sommaire. | iii |
| Liste des sigles et abréviations | viii |
| Dédicace et remerciements | ix |
| Avant-Propos | x |

Chapitre 1.

| | |
|--|----|
| <u>Introduction: La corruption politique ou le pouvoir déformé ;</u> | 1 |
| 1.1 L'application de sanctions : pouvoir discrétionnaire ? ; | 4 |
| 1.2 Moralisation vs. impunité ; | 7 |
| 1.3 L' <i>impeachment</i> est un jugement moral, politique ou juridique ? ; | 11 |
| 1.4 Le recours à l' <i>impeachment</i> , ou l'arme politique ultime | 14 |

Chapitre 2.

| | |
|--|----|
| <u>Implications des pratiques politiques brésiliennes ;</u> | 18 |
| 2.1 Élections présidentielles de 1989 au Brésil: apparition d'une situation propice à la corruption ; | 20 |
| 2.2 Un président au comportement politique hétérodoxe ; | 27 |
| 2.3 Post-89: le trésorier P. C. Farias centralise la corruption ; | 31 |
| 2.4 Confrontation au sommet des élites. | 35 |

Chapitre 3.

| | |
|--|----|
| <u>L'isolement politique du Président Collor ;</u> | 40 |
| 3.1 Un plan de modernisation qui rencontre de la résistance ; ... | 41 |
| 3.2 Impacts des échecs répétitifs des politiques économiques ; ... | 44 |

| | | |
|-----|---|----|
| 3.3 | L'impact des accusations de corruption au sein du gouvernement Collor ; | 46 |
| 3.4 | Les dénonciations du frère du Président ou l'occasion tant souhaitée ; | 49 |
| 3.5 | Sans support et sans appui ou les alliances fragiles ; | 53 |
| 3.6 | La méthodologie floue de la CPI de Collor ; | 58 |
| 3.7 | Impact de la décision de la "Câmara": doit-on ou non se distancer du Président ? ; | 66 |
| 3.8 | Le consensus imprévu ; | 73 |

Chapitre 4.

| | | |
|-----|--|-----------|
| | <u>La construction de l'alternative représentée par le vice-président Itamar Franco ;</u> | 76 |
| 4.1 | Les aléas d'une solution constitutionnelle ou la création d'un président ; | 81 |
| 4.2 | Un système politique présidentiel ne sachant que faire d'un président ; | 84 |
| 4.3 | La nécessité de procéder rapidement à l' <i>impeachment</i> | 86 |

Chapitre 5.

| | | |
|-----|---|-----------|
| | <u>Conclusion: L'impeachment par le Sénat: un jugement juridique ou politique? ;</u> | 89 |
| 5.1 | Un retour à la politique traditionnelle ; | 95 |
| 5.2 | Le bouc émissaire d'une situation qui perdure ; | 97 |
| 5.3 | La neutralisation d'un adversaire politique ; | 99 |
| 5.4 | Le système politique brésilien: juge et jury à la fois ; | 100 |
| 5.5 | Un jugement exclusivement politique. | 102 |

| | |
|----------------------------|------------|
| Bibliographie | 106 |
|----------------------------|------------|

Liste des sigles et abréviations

| | |
|--------------|---|
| ABI | Association Brésilienne des Entreprises |
| CPI | Commission Parlementaire d'Enquête |
| CUT | Centrale Unique des Travailleurs |
| FIESP | Fédération Industrielle des Employés de l'État de São Paulo |
| IBASE | Institut Brésilien d'Analyses Sociaux-Economiques |
| OAB | Ordre des Avocats du Brésil |
| PDT | Parti Démocratique Travailleiste |
| PFL | Parti du Front Libéral |
| PMDB | Parti du Mouvement Démocratique Brésilien |
| PP | Parti Progressiste |
| PRN | Parti de la Reconstruction Nationale |
| PSDB | Parti Social-Democrate Brésilien |
| PT | Parti des Travailleurs |
| PTB | Parti Travailleiste Brésilien |
| STF | Tribunal Suprême Fédéral |
| STJ | Tribunal Supérieur de la Justice |

Dédicace et remerciements

Ce mémoire de maîtrise est pour mon fils Loïc, pour le remercier d'avoir accepté pour quelques temps un père beaucoup trop occupé ...

Il me serait impossible de passer sous silence l'apport fourni par l'expérience, la motivation et le soutien financier de mon directeur de recherche Philippe Faucher, qui a décelé en moi la passion pour la politique complexe de ce pays et sans qui, ce travail n'aurait pu prendre forme.

J'aimerais également en profiter pour remercier cette chère Gisèle, qui a tenté (à son grand désarroi) de trouver en elle la force intérieure afin de supporter mes sautes d'humeur et mes angoisses, sans oublier mes moments de folie passagère (trop nombreux à ce qu'il paraît ...).

Merci également à toute ma famille pour leur soutien moral... mais au\$\$i financier.

Avant-propos

Témoin des scènes majeures de *l'impeachment* lors de mon premier séjour au Brésil en août 1992, j'ai longtemps appuyé la thèse soutenant *l'impeachment* du Président Collor par le seul biais des accusations de corruption. L'espoir politique que soulevait *l'impeachment* pour les manifestants de rues m'apparaissait légitime. Il m'apparaissait également signifier la conclusion logique de la saga médiatique qu'avait vécue le peuple brésilien sous la présidence de Collor, soit depuis la campagne des élections présidentielles de novembre 1989 jusqu'à la divulgation des scandales de corruption en 1992.

Par la suite toutefois, une connaissance plus approfondie de la politique latino-américaine (et du Brésil plus particulièrement) m'amena à douter de cette conclusion. Il est clair pour les politologues « brésilianistes » que cette conclusion, adoptée hâtivement, doit être aujourd'hui mise en doute. Cet épisode politique doit être replacé au sein de contextes plus vastes soit, celui de la modulation des intérêts au sein de la classe politique brésilienne, et celui de l'articulation du pouvoir au sein même de l'establishment brésilien.

Nous ne contestons pas les faits qui menèrent les membres du Congrès brésilien à porter des accusations de corruption et de « crimes de responsabilité » envers le Président Collor, mais bien l'insuffisance de ces faits dans l'explication de la réussite de la procédure d'impeachment. Ainsi, nous nous interrogeons, tout comme le fit le politologue Kurt Weyland, sur les causes qui firent de ces accusations une « arme politique » si redoutable.

« What accounts for Collor's sudden fall? Although the corruption scandal proved his nemesis, corruption is scarcely new to Brazilian politics... why is Collor the first top political leader to be brought down by a corruption scandal? ... What made Collor so vulnerable and rendered his misdeeds so politically fatal? » (Weyland, 1993: 2)

Chapitre 1.

Introduction: La corruption politique ou le pouvoir déformé

« “ Power tends to corrupt” said Lord Acton, “and absolute power corrupts absolutly ”. » (Markovits & Silverstein, 1988 : 261)

Le 29 décembre 1992, Fernando Collor de Mello, Président de la République du Brésil, démissionnait de son poste suite aux divulgations médiatiques effectuées par son frère Pedro. Ce dernier avait accusé le Président Collor de participer au schème de corruption mis en place par son trésorier lors de la campagne présidentielle de 1989, P.C. Farias. Malgré cette démission, le Sénat décidait tout de même de procéder à un vote pour destituer le président, remettait officiellement la présidence au vice-président Itamar Franco et, mettait ainsi fin au tragique épisode politique qui avait secoué le Brésil en entier depuis les déclarations de Pedro Mello effectuées plus tôt, le 10 mai 1992, à l'hebdomadaire brésilien Veja.

Intronisé le 1er mars 1990 et porté par une vague d'espoir et de popularité avoisinant les 70% au début de son investiture, la descente aux enfers du Président Collor s'avéra encore plus rapide que sa montée. Les éléments nous permettant de comprendre cette montée puis cette disgrâce sont analysés au cours de ce mémoire.

Une analyse historique des régimes politiques nous montrerait que les régimes établis depuis longtemps sont généralement dotés d'institutions plus rigides et stables que celles rencontrées dans les régimes politiques de nature plus récente. Ainsi, la plupart des « nouvelles démocraties » d'Amérique latine, faisant suite aux dictatures militaires ou régimes autoritaires, ne sauraient résoudre la corruption par la seule force de leurs institutions politiques, celles-ci s'avérant le plus souvent

instables, fragiles, et alimentées par une culture politique teintée par l'électoratisme, le clientélisme ou le populisme.

Aussi, l'impunité et la suprématie exercées en politique sous ces régimes militaires ou autoritaires se seraient malencontreusement intégrées aux « nouvelles démocraties ».

Ainsi, dans ces démocraties latino-américaines où la liberté d'action des élus paraît plus étendue à cause de l'antériorité d'une culture politique autoritaire, les acteurs politiques tendront à confirmer la citation de présentation. À savoir, que dans un environnement politique à forte concentration de pouvoir, l'interprétation du « pouvoir politique » tendra à démontrer un manque de transparence dans les agissements des membres de la classe politique. Ce qui amène, comme le souligne Kurt Weyland (1993), la possibilité de voir se développer au sein de tels systèmes politiques, l'abus de pouvoir et la corruption.

« Corruption as its origins not only in the iniquities of its perpetrators, but also in a permissive political environment which provides its necessary preconditions, such as a lack of transparency and accountability in decision-making. »
(Weyland, 1993 : 3)

Nous avançons alors que la corruption au sein d'un système politique trouve sa source dans la faiblesse institutionnelle. Dans son livre *Dirty hands: The problems of political morality* (1993), Steve Buckler décrit cette articulation. Son point de vue implique que la reconnaissance d'un système politique ne peut laisser présumer de la présence d'une structure institutionnelle stable. On peut supposer que profitant de la faiblesse de la structure politico-institutionnelle, la corruption vient trouver là un environnement contenant les conditions qui lui permettent une plus grande liberté d'articulation.³ C'est le plus souvent dans les

³ Voir Buckler (1993 : 20).

systèmes politiques où la concentration du pouvoir est prononcée (c'est-à-dire des systèmes politiques intrinsèquement plus permissifs pour les agissements de la classe politique pour cause de leur faiblesse institutionnelle) que la corruption trouve ses possibilités d'articulation les plus fortes.

Afin d'aider à la compréhension des accusations de corruption venues soutenir le processus d'*impeachment* instauré envers le Président Collor, nous devons établir ce que nous entendons par le terme « corruption ». Selon J. S. Nye (1967) la corruption est *un comportement déviant des devoirs formels d'un poste public pour cause d'intérêts particuliers en regard de gains ou avantages sociaux; ou une violation des règles encadrant l'exercice de certains types d'influences* . Ceci inclut des comportements tels que: *les pots-de-vin (usage d'une prime afin de soudoyer le jugement d'une personne en position de confiance) ; le népotisme (abus qu'une personne haut placée fait de son crédit en faveur de sa famille) et; l'appropriation illégale (usage illégal des ressources publiques à des fins privées)*.

Comme nous sommes à même de le constater, Nye donne à la corruption une interprétation juridique. Nous devons ainsi démontrer un peu plus loin comment des accusations pour corruption, soit des accusations de nature juridique, furent utilisées afin d'appuyer une procédure d'*impeachment*, c'est-à-dire une procédure de nature politique essentiellement basée sur un jugement moral.

Il s'avère important de souligner que la faiblesse des institutions politiques, un facteur souvent rencontré au sein des « nouvelles démocraties » latino-américaines, peut effectivement permettre aux systèmes politiques rencontrés dans ces États, une articulation plus marquée des luttes d'intérêts privés ou politiques visant soit l'accès au pouvoir ou le maintien au pouvoir

Dans le cadre qui nous concerne, soit la structure politique brésilienne tel qu'on pouvait la définir à la fin de l'année 1989, nous pouvons effectivement affirmer que nous nous retrouvons alors face à un système politique de nature « autoritaire » (de par sa culture politique, sans compter sur le fait que ce système politique n'est sorti d'un contexte de régimes militaires que depuis 1985). Donc, un système politique doté d'institutions instables et fragiles, où l'impunité des élus semblait effectivement présente, et alors en proie à une lutte des intérêts privés et politiques pour le contrôle de l'État. C'est-à-dire un système politique teinté par l'abus de pouvoir, l'impunité et la corruption, principalement pour cause de sa culture politique et de la faiblesse de ses institutions.

1.1 L'application de sanctions: pouvoir discrétionnaire ?

Dans son livre *A Republica na lama* (La République dans la boue) publié en 1992 pendant la crise politique soulevée par les scandales de corruption du Président Collor, le journaliste José Nêumanne s'interroge sur les raisons qui ont pu pousser des accusations de corruption à déclencher un tel raz-de-marée politique. Et ce, même si ces accusations de corruption révèlent pourtant des pratiques extraordinaires et, que la cible de ces accusations est le Président de la République.

Selon Nêumanne, ce qui permit de transformer ces accusations en une crise politique majeure, produisant de fait une impasse institutionnelle importante fut: la fragilité des institutions brésiennes causée par le « vieillissement » accéléré de cette « nouvelle démocratie ». C'est-à-dire les tentatives de consolider cette « nouvelle démocratie » sur des assises institutionnelles encore fragiles et instables.

Dans les régimes démocratiques plus solidement implantés ou traditionnels, les institutions étatiques fonctionnent indépendamment de

la personnalité des gens qui les composent et les commandent. Au Brésil, Neúmanne dénote l'absence de ce fait. Selon lui, les institutions politiques brésiliennes sont le reflet des individus qui les composent, donc fortement sujettes aux influences des luttes de pouvoir qui s'y déroulent. Ainsi au Brésil, l'appareil étatique et ses institutions sont non seulement faibles, mais utilisés à des fins personnelles. Conséquemment, l'applicabilité des lois s'en trouve non seulement réduite, mais déformée par l'utilisation intéressée de groupuscules ou de particuliers.

L'application discrétionnaire des lois ou réglementations pour cause de faiblesse institutionnelle est également un fait constaté par le politologue Robin Theobald. Selon celui-ci, lorsque des accusations de corruption sont basées sur des lois dont l'applicabilité est réduite (parce que les institutions devant les appliquer s'avèrent faibles face aux luttes de pouvoir et d'intérêts s'y déroulant), le tout débouche sur des applications discrétionnaires des lois, ces applications devenant fortement teintées par les luttes de pouvoir.

«Accusations of corruption, therefore, had about them a good deal of arbitrariness in the sense that they seldom conformed to legal criteria objectively applied. Generally speaking such accusations were closely bound up with and tended to reflect the interminable struggle between dominant factions for control over the state apparatus.» (Theobald, 1990: 161)

Ainsi, il est possible qu'au sein d'un système politique basé sur des institutions faibles, les acteurs de ces luttes de pouvoir puissent, via l'utilisation des accusations de corruption, provoquer un bouleversement politique important parmi les tenants du pouvoir. Et ce, tout simplement parce que l'appareil judiciaire peut s'avérer lent à intervenir (à cause de la nature même du processus juridique) tandis que les accusations de corruption ont généralement un impact politique immédiat.

Toutefois, selon Robin Theobald (1990), même si la présence de corruption peut s'avérer une conséquence directe de l'instabilité des secteurs publics⁴, les circonstances qui amènent la levée d'accusations pour corruption s'avèrent aussi d'ordre moral ou culturel. Car selon lui, ce sont les valeurs sociales auxquelles une société adhère qui permettent de déterminer s'il y a effectivement eu un dépassement ou non de celles-ci. Ainsi, c'est l'adoption de certaines valeurs morales ou culturelles qui détermine la tolérance sociale face à certaines pratiques qui pourront paraître normales pour les membres d'une société donnée et, corrompues pour une autre.⁵

Est-ce alors dans la raison donnée par le dépassement des valeurs morales inscrites au sein de la société brésilienne (soit au-delà de l'explication donnée par la faiblesse des institutions politiques) que nous devons chercher la raison d'enclencher la procédure d'*impeachment* envers le Président Collor? C'est-à-dire qu'au-dessus de l'explication donnée par la faiblesse des institutions brésiennes (permettant la mise en place et l'utilisation politique d'une procédure d'*impeachment*), le dépassement des valeurs morales, c'est-à-dire le dévoilement des pratiques corrompues du président, identifierait l'élément ayant permis de déclencher un processus d'*impeachment* ?

«First, then, how to explain the scandal, culture is the potently obvious starting point. Since politically relevant moral values vary from culture to culture and country to country, conduct that offends values deeply and widely enough will vary accordingly.» (Markovits & Silverstein, 1988 : ix)

⁴ Selon Theobald (1990: 106), cette instabilité des secteurs publics se manifesterait concrètement par la présence de lignes de conduites imprécises, l'entrecroisement de réglementations et, la mise en place de procédures non-clairement définies.

⁵ C'est également un fait constaté et expliqué par Williams dans son livre Corruption in Africa, (1987), London, England, Gower Publishing Company.

Bien qu'à l'instar de Theobald (1990), Markovits et Silverstein (1988) soutiennent également que les scandales politiques ne sauraient être expliqués qu'en tenant compte du contexte social duquel ils sont issus, nous croyons que la décision d'enclencher ou non le processus d'*impeachment* doit également être recherché parmi des causes politiques beaucoup plus précises que l'explication soumise ici par le seul dépassement des variables socioculturelles brésiliennes. Car même si la question morale demeure effectivement l'élément déclencheur de la contestation sociale, nous croyons que les raisons d'enclencher « politiquement » le processus d'*impeachment* au Congrès se situent parmi les motivations et les intérêts qui animent l'establishment brésilien. L'*impeachment* étant, rappelons-le, un processus décisionnel déterminé par des intérêts de nature politique, et non juridique.

1.2 Moralisation vs. Impunité

Il est faux de croire que les citoyens d'une société soient tous nés égaux. Ils ont plutôt les droits et les devoirs que leur attribue leur statut social. Les élites (plus spécialement le président dans le cas qui nous concerne), ont parfois tendance à être considérés au-dessus des lois qu'elles peuvent, si le contexte (politique, institutionnel ou juridique) le leur permet, ignorer en toute impunité. Ainsi la mise en place d'une procédure visant l'*impeachment* d'un haut dirigeant politique démontrera avant tout (pour cause de cette impunité) les difficultés de juger l'autorité suprême d'un pays .

En employant les thèses de Robin Theobald, tiré de son livre *Corruption development and underdevelopment* (1990), nous pouvons maintenant préciser notre définition de la corruption en lui ajoutant un aspect politique. Theobald définit la « corruption politique » comme étant;

l'usage illégal et, à des fins personnelles, d'une fonction publique ou du processus de sélection à des fonctions publiques . Le terme « illégal » signifiant qu'il existe des lois et des statuts venant encadrer la conduite de ceux qui occupent une fonction publique. Ainsi pour Theobald, la « corruption politique » devient de par sa propre nature, inséparable des questions de moralité publique. Le problème, toujours selon Theobald, est que plus nous montons au sein de la hiérarchie bureaucratique, plus grande devient la part de discrétion allouée à l'interprétation du rôle joué dans l'organisation publique. Et que plus grande est cette flexibilité d'interprétation (combinée au manque de transparence), plus difficile il devient de tracer la ligne entre ce qu'est un comportement légal et un comportement illégal.

Les luttes pour expulser d'un gouvernement ceux qui y auraient accédé, marquent l'histoire de la politique latino-américaine. Au nom de la moralité publique, des intérêts conservateurs ont à maintes reprises renversé un président qui ne les satisfaisait pas.⁶ D'un autre côté, trop souvent l'impunité politique a empêché l'indignation sociale de poursuivre ses démarches visant l'accusation, voire l'exclusion, d'un acteur politique suite à la constatation d'une faute politique grave commise par celui-ci, la moralisation de l'appareil politique et public se heurtant à l'impunité allouée à une partie de la classe politique (encore plus si cet accusé se révèle être le président de la République).⁷

⁶ Au Brésil, prenons pour exemple la campagne de « fausse » moralisation tenue en 1950 par Carlos Lacerda à l'égard du Président Getúlio Vargas ou encore les accusations de corruption et de subversion portées à l'endroit du Président João Goulart, qui fut finalement renversé par les militaires, alliés des intérêts conservateurs, en 1964.

⁷ Prenons pour exemple ici les dénonciations pour corruption portées en 1987 par le maire de Valença, José Gomes Graciosa, à l'endroit du ministre de la Planification Anibal de Souza Teixeira (PMDB-MG) du gouvernement de José Sarney. Teixeira, dénoncé pour ses irrégularités (on l'accusait d'être l'intermédiaire entre les entreprises et le Président Sarney), dû remettre sa démission, les faits étant accablant. Ces mêmes faits semblèrent toutefois insuffisants pour démettre le Président Sarney, principalement à cause du support politique détenu par celui-ci au Congrès.

Dans le cas de l'*impeachment* du Président Collor, les acteurs politiques du front pro-*impeachment* avaient laissé entendre que l'*impeachment* marquerait la fin de l'impunité présidentielle et le retour à une plus grande moralisation de la classe politique. Les pratiques corrompues du président et les accusations de « crimes de responsabilité » portées envers lui devaient marquer, selon les membres du Congrès portant les accusations, l'occasion idéale de réaffirmer l'ordre social, et la crédibilité de la classe politique marquée de façon négative par ses extravagances et son impunité. Par son implication dans des affaires de corruption et l'impunité de toutes lois dont il se croyait investi, le Président Collor avait, selon ces membres du Congrès, porté atteinte à la moralité publique. Son *impeachment*, disèrent-ils, verrait à rectifier l'impunité présidentielle face à la moralisation de l'appareil politique.

De fait, c'est ainsi qu'était présenté l'acte d'*impeachment* lors du discours de préambule de la CPI, «*Comissão Parlamentar do Inquerito* » (Commission Parlementaire d'Enquête), qui allait faire la lumière sur les agissements du Président Collor:« *Quand l'État perd la respectabilité, son ornement moral, c'est tout le fonctionnement de la machine politique qui s'écroule. Quand le pouvoir législatif se réunit pour juger les actes d'improbité du chef du pouvoir exécutif, c'est non seulement une figure humaine qui est jugée, mais l'honneur et la dignité de la nation brésilienne* ».

Il s'agira pour nous de discerner ici entre les intentions réelles de moralisation politique (soit le but avoué par l'establishment politique) et les intentions de régulariser les principes moraux au sein de cet establishment, c'est-à-dire ce que nous croyons être le but réel de l'*impeachment* , soit l'utilisation habile d'accusations publiques envers le président afin de faire croire à une moralisation effective de l'appareil politique et ce, dans le but de sauvegarder la crédibilité d'autres acteurs pouvant possiblement y être associés.

Ainsi, pour les auteurs Lautier, De Miras, et Morice (1991), c'est la tolérance démontrée envers la pratique de corruption qui devient responsable par la suite: « ...d'une sorte de *sauve-qui-peut* collectif, et donc d'une désactivation des principes moraux qui, à des fins de régulation, la condamnent ». Ce qui n'est pas, selon eux, la plus mince des contradictions causées par les comportements corrupteurs quand ceux-ci prennent de l'ampleur dans des pays dont l'idéal politique mêle à la fois, le laxisme pratique et la rigidité idéologique. Les intentions de moraliser l'appareil politique ne sont donc que le retour du balancier face à des pratiques corrompues jugées scandaleuses socialement.

Ainsi, si nous employons les thèses de Lautier, De Miras et Morice, nous pouvons penser que les agissements de la classe politique brésilienne dans la procédure d'*impeachment* envers le Président Collor n'ont eu pour but que de désamorcer la montée d'une condamnation sociale envers la classe politique. Le Congrès n'étant intervenu politiquement que dans le but de désamorcer une situation où les règles tacites avaient été dépassées.

« La corruption se mesure à un équilibre variable entre les parties intéressées ou aux capacités de digestion idéologique de l'opinion publique. » (Lautier, De Miras, Morice, 1991: 157)

Donc la condamnation politique du président, via la procédure d'*impeachment*, a eu pour but de régulariser la présence de corruption et non de la condamner. Conséquemment, nous arrivons aux véritables objectifs de l'*impeachment* soit, la condamnation morale d'un acteur politique afin de sauvegarder les actes et la crédibilité de l'establishment. Nous affirmons alors qu'une partie de l'establishment s'est servie de la faiblesse des institutions (elle-même possiblement responsable de l'émergence de la corruption) afin de se purger d'un acteur aux gestes socialement réprouvés. Et ce, en redonnant au passage de la crédibilité aux

acteurs politiques tenant un discours réprobateur, mais ayant possiblement les mêmes comportements, c'est-à-dire la condamnation d'actes socialement répréhensibles pour seule fin de régulation et non la recherche d'une suppression de ceux-ci.

1.3 L'impeachment est un jugement moral, politique, ou juridique?

L'*impeachment* est une procédure de mise en accusation portée envers un haut dirigeant politique, le plus souvent président ou vice-président, pour cause d'un manquement à l'éthique ou au décorum requis par ses fonctions. Plus spécifiquement ici, la mise en accusation pour « crimes de responsabilité ». La notion d'*impeachment*, telle qu'inscrite au sein de la Constitution du Brésil, elle-même inspirée de la Charte américaine, est une procédure ayant comme objectif de punir celui ou celle qui, dans l'exercice de ses fonctions publiques, commet délits ou crimes qui ne peuvent être qualifiés de « crimes communs », ceux-ci étant punissables selon les lois criminelles du pays.

La différence entre « crime de responsabilité » et « crime commun » est importante. Prenons pour exemple un haut dirigeant politique ayant commis un « manquement à l'éthique ou au décorum requis par ses fonctions », celui-ci est alors passible d'un processus d'*impeachment* visant à le démettre de ses fonctions publiques. Ainsi des accusations de « crimes de responsabilité », puis un jugement, sont alors portés à son égard par les membres du Congrès. Il s'agit alors d'un jugement traité de manière exclusivement politique. Si par contre celui-ci commet un « crime commun », il est alors jugé selon les lois criminelles

applicables dans ce pays. Il s'agit alors d'un jugement à caractère juridique.⁸

Voilà où s'implantent alors, selon nous, les fondements d'une politisation du processus d'*impeachment*. Car le recours ultime dans ce processus utilisé envers ce haut dirigeant (président ou vice-président) est la privation, par le biais des membres du Congrès, de ses droits politiques (pour une période de huit ans dans le cas de notre exemple brésilien). Nous pouvons ainsi constater que la mise en place d'une procédure d'*impeachment* devient essentiellement un geste de nature et à portée politique. Tout simplement parce qu'elle est traitée de forme exclusive par les membres du Congrès, eux-mêmes non dépourvus d'affiliations politiques partisans et, que la sanction qui s'ensuit ne peut que s'avérer politique.⁹

En prenant compte du contexte politique et culturel rencontré nous pouvons même avancer que ce geste (que nous qualifions de discrétionnaire dans son application, ne se basant pas sur un jugement juridique mais plutôt moral) peut s'avérer en réalité une arme politique redoutable. Les accusations pour corruption, scandales ou autres jugements moraux ayant en effet une portée socio-politique immédiate et dévastatrice, alors que les procédures judiciaires pour le procès de ces mêmes accusations peuvent parfois traîner en longueur puis éventuellement donner lieu à un verdict opposé aux conclusions émises par l'appareil politique. Précisons sur ce point que malgré la conclusion

⁸ Et ce, nonobstant le fait que la présence d'accusations pour « crimes de responsabilité » n'exclut en rien le fait que ces accusations puissent se cumuler à des accusations de « crimes communs », comme ce fut le cas pour Collor.

⁹ Selon la politologue Maria Carmen Castro Souza, l'*impeachment* est sous cette optique, une action essentiellement de nature politique dirigée contre les hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral. La peine finale étant le retrait du poste et la possibilité d'une disqualification à occuper par la suite, des fonctions publiques. Pour une démonstration plus complète de ce raisonnement, voir Castro Souza, (1994:117).

(quant à la responsabilité du Président Collor pour « crimes de responsabilité ») apportée par le Sénat dans la procédure d'*impeachment* , les tribunaux jugèrent Collor innocent des accusations de corruption (« crimes communs ») portées contre lui à cause d'un manque de preuves.¹⁰

Nous résumerons notre pensée en soulignant que la portée politique des accusations pour scandales de corruption dépasse le plus souvent la portée juridique de ces mêmes accusations. Et ce, nonobstant des possibilités d'accusations de « crimes commun » pouvant ou non s'y rajouter. Celles-ci rappelons-le devant être jugées au niveau des tribunaux et non par les élus politiques.

« The distinction between substantive and procedural scandals is important. Even though the substantive scandal must take place before the procedural one, and though the substantive scandal produces the procedural scandal, the procedural aspect can and often does outweigh the substantive. » (Markovits & Silverstein, 1988: viii)

Nous reste alors à définir ce que peut être une offense passible d'*impeachment* . Selon Markovits et Silverstein (1988), en général on s'accorde pour regrouper sous *malpractice, maladministration* ou encore *neglect of duty* les comportements politiques permettant d'envisager l'*impeachment* . Ils suggèrent aussi le terme *high crimes and misdemeanors*. Par exemple, tel qu'enchassé dans la Constitution américaine dans l'article II, section 4: *The President, Vice-President and all civil officers of the United States, shall be removed from office on impeachment for, and conviction of, treason, bribery, or other high crimes and misdemeanors*. De par cette interprétation, le recours à la procédure

¹⁰ Deux ans après son *impeachment* pour « crimes de responsabilités » , Collor fut déclaré non-coupable de corruption (pour fautes de preuves) par un vote de la Cour Suprême (5 juges contre 3).

d'*impeachment* apparaît alors comme un outil de moralisation de l'appareil public et politique dans le cas où celui-ci aurait été investi par un acteur puissant mais « délinquant », ou par un acteur difficilement punissable de par la nature de ses délits.

Selon le politologue Irving Brant (1972), le jugement dans la procédure d'*impeachment* doit être garanti selon les principes légaux et les précédents. Or le problème est qu'il n'existait aucun précédent, l'*impeachment* du Président Collor ayant été le premier *impeachment* politique d'un président et ce, au niveau mondial. Quant aux garanties à-propos des principes légaux, il nous faut rappeler à cet instant la faiblesse structurelle qui marque les institutions brésiliennes.

1.4 Le recours à l'*impeachment* , ou l'arme politique ultime

Dans les sociétés où des abus aux postes ou fonctions publiques peuvent sembler normaux ou tolérés, l'identification des acteurs s'adonnant à de tels comportements ou abus peut nous paraître passablement complexe. Il en est ainsi parce que l'enquête et la poursuite judiciaire envers certains individus qualifiés comme étant corrompus requièrent des procédures administratives clairement définies. Or, comme nous l'avons déjà mentionné, ces procédures sont inadéquates dans les sociétés évoluant sous un style politique marqué par la concentration du pouvoir.

Selon Robin Theobald, dans un tel contexte politique les accusations de corruption tendront alors à prendre deux formes:

« ... firstly ad hoc purges or campaigns launched either after a change of regime or as a reaction to what are widely held to be unacceptable levels of abuse. The second form is where charges of corruption are used to target political enemies. Generally speaking where the political contest consist primarily of a factional struggle for control of the state apparatus, and where the masses are largely peripheral to this struggle, accusation of corruption will be a frequently-used political weapon. » (Theobald, 1990: 106)

Dans la plupart des cas historiques où la procédure d'*impeachment* envers un dirigeant fut tentée, avec toutefois moins de fracas que le cas qui nous concerne ici, cette mesure visait avant tout à restreindre le pouvoir d'un acteur jugé trop individualiste. Essentiellement, l'*impeachment* était considéré comme un moyen de freiner les excès et les utilisations tyranniques du pouvoir. Par exemple, dans l'Angleterre du XIVe siècle le recours à l'*impeachment* était perçu comme un contrepoids aux excès ou aux tendances de pouvoir absolutiste des monarques.¹¹

Dans la Constitution américaine, de laquelle la Constitution brésilienne est inspirée, l'*impeachment* fut inscrit comme un moyen de punir les occupants des poste de haut fonctionnaires pour des délits commis au cours de leurs fonctions. La peine se voulant exclusivement le retrait des fonctions publiques, le processus judiciaire poursuivant son cours.

Dans le cas étudié, il nous faut identifier quand ces accusations de corruption sont devenues une arme politiquement fatale, pouvant de fait

¹¹ Selon Castro Souza, l'analyse des origines politiques de l'*impeachment* dans le système parlementaire de l'Angleterre et dans le système présidentiel des États-Unis, démontre l'efficacité de ce moyen comme contrepoids au pouvoir *divin* des monarques ou au pouvoir *impérial* attribué au Président de la République. Voir Castro Souza (1994: 110).

constituer une menace sérieuse menant à la destitution du président. Puis d'identifier les adversaires ayant pu y avoir recours.

Ainsi, selon Kurt Weyland (1993), les accusations de corruption ne sont suffisantes à elles seules pour permettre la destitution d'un politicien. Les accusations de corruption ne deviennent politiquement fatales que quand elles sont employées en tant qu'« arme politique » par de puissants adversaires.

Le problème, devant la fluidité des interprétations ou des interventions face à la procédure d'*impeachment*, deviendrait alors de définir ce qui est « impeachable » comme comportement politique. Dans notre exemple, la nouvelle Constitution de 1988 enchâssait sous l'article 85, la possibilité de dénoncer le président pour « crimes de responsabilité ». Selon la Constitution brésilienne, la possibilité d'*impeachment* pour « crimes de responsabilité » permet de démettre de ses fonctions tout président ou vice-président qui exerçant des fonctions publiques, se rend coupable de « crimes de responsabilité ».¹²

Il appert important de s'interroger sur la possibilité d'utiliser politiquement le pouvoir d'une telle procédure. La deuxième problématique qui vient s'y rajouter est d'identifier les individus aptes à rendre un jugement d'*impeachment*. Qui peut être autorisé à rendre un verdict politique aussi important ?

Ainsi, selon Maria Carmen Castro Souza (1994), les plus grandes difficultés soulevées par la procédure d'*impeachment* sont, premièrement de définir parmi le flou des interprétations un comportement qui mérite l'*impeachment* et, deuxièmement de déterminer la nature du forum où ce jugement doit s'articuler. Et ce, de telle manière à ce qu'un

¹² Les deux « crimes de responsabilité » associés aux pratiques de corruptions attribuées au Président Collor étaient de procéder sous un mode incompatible avec l'honneur, la dignité et le décorum requis par ses fonctions et, de permettre, de forme expresse ou tacite, des infractions à la loi fédérale sur l'ordre public.

président ne soit ni totalement dépendant de ses accusateurs, ni trop indépendant de manière à échapper au jugement suite à l'impunité qui lui est allouée.

Chapitre 2.

Implications des pratiques politiques brésiliennes

Selon Robin Theobald (1990) depuis l'indépendance du Brésil, soit depuis la fin du XIX^{ème} siècle, une minorité de groupes influents est parvenue à maintenir une mainmise à la fois économique et politique sur la société brésilienne et ce, même pendant la période qui fut qualifiée de « démocratique » soit, des années 1948 à 1964. Selon celui-ci, la clé pour comprendre la persistance de ce contrôle de la part de ces groupes se situe dans leur capacité à manipuler la distribution des ressources publiques et ce, de manière à créer et maintenir une série de blocs ou structures clientélistes émanant du pouvoir central. Donc il est clair que pour ces groupes le contrôle économique et politique du pouvoir central revêt une importance primordiale pour la continuité de ce modèle.

De nos jours nous pourrions avancer que ces groupes influents sont représentés par un consortium composé d'acteurs issus des grandes sphères de l'économie brésilienne tels que: les secteurs industriels, médiatiques, financiers et bancaires. Les « influences » émanant de ce consortium économique parviendraient à toucher une bonne partie des acteurs dits « traditionnels » au sein de l'establishment politique brésilien (par le biais de généreuses contributions aux campagnes électorales par exemple). Ainsi ce consortium bénéficie depuis passablement de temps de ses entrées politiques au Congrès par l'instauration d'un schème de corruption s'étant établi entre les membres de ces sphères économiques et ceux du pouvoir politique. Tant et tellement que nous pouvons qualifier ce modèle d' « interaction institutionnalisée ».

De plus, il est important de se rappeler que ce système d'interaction est parvenu à s'installer grâce à des structures politiques le favorisant clairement, soit un système politique à caractère électoraliste, populiste,

voire clientéliste, où la corruption peut s'articuler plus librement; un système présidentiel fort dans la mesure où la concentration du pouvoir se situe directement au sommet de l'exécutif; et un système où la fidélité partisane des membres de la classe politique est largement déficiente, donc particulièrement propice à l'épanouissement des intérêts de particuliers ou d'une clientèle ciblée.

« In short, the state was transformed into a central actor " above " society into a target to be widely preyed. Actually, a target of multiple and organized assaults: by private special interests, by sectors of its own bureaucracy, and by cliques constituted within the " political class ". » (Martins, 1993: 41)

Lors de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle de 1989, Fernando Collor de Mello est un jeune politicien charismatique (à cette époque Collor n'a que 39 ans) encore peu connu à l'extérieur du petit État d'Alagoas du « *nordeste* » brésilien. Un État où il fut tour à tour « nommé » maire de Maceió, capitale de l'État, puis gouverneur de celui-ci.¹³ Bien que l'ex-Président Collor puisse être lui-même considéré comme un produit de ce schème politico-économique (par ses nominations politiques et le fait que sa famille contrôle une bonne partie des médias de l'État d'Alagoas), il est plus que probable que ce soit dans sa confrontation avec les acteurs du consortium politico-économique (encore plus suite à son étonnante élection puis l'introduction de son programme économique néo-libéral) que nous devons chercher les motifs de l'*impeachment*.

En basant sa campagne électorale sur un discours centré, entre autres choses, sur la lutte à la corruption qui émane de la relation entre les mondes économique et politique et ce, afin de se démarquer favorablement au yeux de l'électorat de tout adversaire lié aux politiciens

¹³ Lors du dernier régime militaire au Brésil (1964-1985), le Président nommait les maires des capitales d'États ainsi que les gouverneurs.

corrompus (pourtant des mesures dont il bénéficiait lui-même depuis fort longtemps), Collor de Mello s'était mis à dos les principaux décideurs économiques et les représentants de leurs intérêts au sein de la classe politique, l'establishment politique traditionnel.

2.1 Élections présidentielles de 1989 au Brésil:

L'apparition d'une situation propice à la corruption

Le cadre de l'élection présidentielle directe de 1989 était fort différent du cadre des élections parlementaires habituelles.¹⁴ Le cul-de-sac politique et économique dans lequel se trouvait le Brésil à l'aube de l'élection présidentielle directe de 1989 aurait donné à quiconque proposant l'ébauche de réformes en profondeur de ce système démocratique, l'opportunité de prendre la tête de la contestation face aux acteurs politiques alors au pouvoir. Pour mériter le support populaire des brésiliens en 1989, il ne suffisait que de dénoncer avec virulence le pouvoir qui était en place.

Dès lors, conscient de l'importance de se détacher des structures politiques habituelles alors victimes de la colère et de l'insatisfaction de l'électorat, le candidat Fernando Collor de Mello dénoncera l'administration du Président José Sarney avec hargne et animosité.¹⁵

¹⁴ C'était en effet la première élection présidentielle par suffrage direct depuis celle qui avait porté Jânio Quadros au pouvoir en 1960. Avec toutefois une différence majeure car, si dans celle de 1960 l'électorat avait représenté 22,1% de la population, pour celle de 1989, il représentait maintenant 55,6% de celle-ci. Principalement dû à deux faits nouveaux: l'inscription des analphabètes sur les listes électorales et l'obtention du droit de vote à seize ans au lieu de dix-huit.

¹⁵ De fait, dès 1987, Collor avait développé des relations hostiles entre lui et l'establishment soutenant le Président Sarney. Depuis cette période, Collor était devenu le seul gouverneur "non-convié" aux réunions du Président José Sarney.

« Collor de Mello semblait avoir compris combien il était difficile pour les partis de droite de proposer un nom acceptable à l'échelle du pays tant était grande l'usure des vieux leaders liés à la dictature comme au gouvernement de José Sarney. L'impopularité du gouvernement était également très forte. On l'accusait d'être incompetent à maîtriser l'économie nationale et corrompu. Face à un tel vide, il va s'attacher à créer, depuis son État, l'événement capable de le propulser sur la scène nationale. C'est ainsi qu'il entreprend de manière démagogique la chasse aux hauts fonctionnaires haïs de l'opinion publique et surnommés *marajas* » (Itani et Vasconcellos, 1991: 43)

Ainsi afin de se démarquer favorablement dans la campagne électorale pour la présidence, Collor s'en prit au gouvernement de Sarney et à l'establishment traditionnel. Cette stratégie électorale pourvue d'un marketing impressionnant convenait comme un gant à celui qui maîtrisait si bien l'utilisation des médias, et qu'on surnomma lors de sa campagne électorale anti-corruption: «*Mr. Clean* ». Elle le propulsa immédiatement seul, loin devant dans les sondages d'opinions,¹⁶ la population étant très encline à supporter ses bravades politiques mais malheureusement peu empressée de vérifier la vérité de ses allégations envers le gouvernement Sarney et ses autres adversaires, ou encore la qualité de son programme politique.

Mais ce que Collor tentait de cacher avant tout dans cette campagne électorale, surtout face à sa soif pour le poste de Président de la République, était son lourd passé de manipulations, corruption, et collaboration avec la dictature militaire.

¹⁶ Même si le premier sondage d'IBOPE (Institut brésilien d'opinions publiques et de statistique) réalisé en février 1989 ne faisait que peu de cas de la présence de Collor, celui de mars lui donnait déjà la troisième place avec 7% des intentions de votes, derrière Brizola à 17% et Lula à 15%. Ceux de Data Folha le faisait passer en tête en avril avec 17%, puis à 32% en mai. En août, Collor commence à croire en ses possibilités d'être élu au premier tour avec plus de 50% des voix, les sondages le créditant déjà de plus de 45% des intentions de votes.

Dans cette campagne électorale, il ne faut pas perdre de vue que l'oligarchie traditionnelle, avec l'appui important de la « *Rede Globo* » de Roberto Marinho (un réseau de médias représentant un pouvoir de pénétration de près de 70% des foyers brésiliens), avait déjà investi infructueusement en deux autres candidats soit, Mario Covas candidat du PSDB (Parti Social-Démocrate Brésilien) qui incidemment avait rejeté Collor comme colistier, et Guilherme Afif Domingos candidat du PL (Parti Libéral), deux candidatures qui n'était pas parvenues à faire consensus parmi l'oligarchie. Celle-ci, avec l'appui des médias du réseau de Marinho, fixera finalement son choix sur Collor comme candidat anti-« Lula » (Luiz Ignacio da Silva, le leader syndicaliste président du Parti des Travailleurs (PT) et candidat de la gauche, en tête six mois avant les élections) après avoir constaté le pouvoir médiatique du jeune politicien de l'Alagoas.

De même, les membres du PFL, (Parti du Front Libéral) et du PMDB, (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien) soit, les deux partis politiques les plus présents par leur nombre de sièges au sein du Congrès, ont laissé tomber leur candidat respectif, Aureliano Chaves et Ulysses Guimarães, dès qu'ils eurent constaté que Lula avait de bonnes chances de l'emporter. Conscients qu'une division des votes d'appui aux partis de « centre » et de « droite » ne pourrait qu'aider à pousser la candidature de Lula, ils se sont alors ralliés, de par la force des choses, au seul candidat en mesure de le contrer; Collor de Mello. Ce n'est d'ailleurs qu'à l'issue du premier tour de scrutin, alors que dans la ronde finale Collor allait se retrouver face à Lula, candidat du « front de la gauche », que nombre de conservateurs, entrepreneurs et fédérations patronales appelèrent à « *éviter le pire* » en s'associant à la candidature de Collor de Mello. Même si pour eux, leur résignation à s'aligner sous sa candidature ne signifiait nullement l'acceptation des orientations et des choix politiques de son futur gouvernement.

« Many of these supporters, however, continued to distrust Collor, viewing him primarily as the lesser of two evils, an arrogant upstart of dangerous whims and flights of passion who would be hard to control. » (Weyland, 1993: 9)

Ces victoires des candidats Fernando Collor et Luiz Ignacio da Silva dit « Lula » au premier tour du 15 novembre étaient venues démontrer, chacune à leur façon, l'insatisfaction et le mécontentement de l'électorat face à la situation politique qui prévalait alors.¹⁷ Il est clair que le résultat du premier tour de l'élection présidentielle avait représenté une contestation de la politique traditionnelle. Cependant, les intentions de vote pour le second tour de scrutin allaient représenter un choix politique beaucoup plus déchirant.

« Il est important de considérer que le second tour des élections présidentielles de 1989 mettait en scène deux candidats qui, ensemble, détenaient moins de 5.6% de la représentation parlementaire. Les possibilités de coalition qui considéreraient le poids parlementaire des différents partis alors présents, furent écartées en vertu de la rareté des choix possibles. »
(Lessa, 1993: 23) (traduction libre)

Pour les membres de l'establishment, la popularité médiatique croissante du candidat Collor avait changé radicalement les règles du jeu politique. Collor, en fin politicien, savait désormais la valeur de sa participation au deuxième tour de scrutin des présidentielles et n'allait pas

¹⁷ Lors d'une élection présidentielle brésilienne, à moins d'une victoire majoritaire à 50% des voix +1, les deux candidats ayant réussi à obtenir le plus de voix se disputent la présidence dans un second tour de scrutin. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 15 novembre 1989 furent les suivants: Collor de Mello (PRN) 30,48% , Lula (PT) 17,19%, Leonel Brizola (PDT) 16,51%, Mario Covas (PSDB) 11,52%, Paulo Maluf (PDS) 8,85%, Afif Domingos (PL) 4,84%, Ulysses Guimaraes (PMDB) 4,74%, Roberto Freire (PCB) 1,14%, Aureliano Chaves (PFL) 0,89%, et quelques autres se disputant près de 4% des voix. (source: Fleisher, 1995)

tarder à s'en servir abondamment. Il n'était pas le candidat de choix de l'establishment et de l'oligarchie, mais lorsqu'il détînt une forte possibilité de l'emporter, les membres de l'establishment comprirent, à leur désarroi, que ce serait Collor qui dicterait désormais les conditions de cette association forcée.

On retrouva donc en confrontation pour le deuxième tour de scrutin du 17 décembre, Lula, soulevant le sentiment d'une certaine instabilité politique et économique, et Collor, quelque peu entouré des « prédateurs » issus de la vieille oligarchie. Collor allait désormais se servir de l'incertitude que soulevait un mandat présidentiel sous Lula pour soutirer encore plus d'« aide financière » de la part des intérêts économiques brésiliens (par le biais de son trésorier lors de la campagne électorale présidentielle, Paulo César Farias dit « P. C. »), qui envisageaient avec crainte une victoire de la gauche socialiste.

« Taking advantage of the panic among the business oligarchy at the prospect of a socialist president, Collor's campaign treasurer, P. C. Farias acquired enomous contributions totalling \$100 million, far exceeding what the campaign required. It is not unusual in Brazil for candidates to pocket such excesses themselves; what made that episode different was its scale.»
(Santos, 1993: 18)

Incontestablement, c'est l'appui de l'oligarchie qui permit à Collor de remporter les élections.¹⁸ Il semblait pourtant inconcevable peu de temps auparavant qu'un politicien sans base de parti importante, ni alliance avec la puissante oligarchie du sud du pays et, en conflit avec l'establishment de surcroît, ait pu se retrouver à la tête d'un pays de 150 millions de citoyens dont 90 millions d'électeurs. Mais les circonstances exceptionnelles de cette campagne électorale présidentielle avaient permis

¹⁸ Avec près de 53% des voix, grâce à une efficace campagne publicitaire sous le patronage médiatique de la « Rede Globo » de Roberto Marinho.

à Collor de voir se rallier à lui la plupart des politiciens non interpellés par la gauche socialiste ou l'establishment politique du sud du Brésil, sans compter l'indispensable appui d'une oligarchie résolument anti-socialiste, qui attendait maintenant les retombées de son appui à sa candidature. Voilà la configuration politique avec lequel le Congrès se devait maintenant de travailler.

En 1989, ce sont les électeurs des classes sociales aisées et pauvres qui appuyèrent aveuglément la candidature de Collor de Mello. Les premiers, parce qu'ils avaient espéré qu'il ne change rien aux structures politiques et économiques, parce qu'ils étaient surveillés de trop près par l'establishment. Les seconds, plus facilement « manipulables » par les pratiques électoralistes de Collor, avaient cru qu'il changerait tout, la campagne médiatique soutenant que Collor était éloigné de cette classe politique plus traditionnelle et corrompue.

Pour plusieurs de ces électeurs, l'animosité entre Collor et l'establishment au cours de la campagne électorale avait semblé marquer un point de rupture entre l'archaïsme de l'establishment au sein de la politique brésilienne et, une nouvelle orientation économique néolibérale. Cependant, en cachant ses collaborations avec le régime militaire et en ne divulguant que ses intentions d'amener le Brésil dans « l'ère du modernisme économique », Collor ne pouvait se déclarer le représentant d'une rupture avec la politique traditionnelle. Bien sûr Collor avait cherché à se rapprocher de l'image politique néolibérale qui semblait marquer les nouvelles présidences latino-américaine à la fin des années '80 (Carlos Menem en Argentine et Alberto Fujimori au Pérou par exemple). Mais par son attitude, Collor se situait plutôt à cheval entre la traditionnelle politique archaïque et populiste (dont il était lui-même un produit) et cette vision moderniste dont il faisait la promotion.

Collor s'était affiché anti-Sarney, ce qui lui fit effectivement remporter le pouvoir en 1989, le Brésil étant alors en pleine campagne

anti-Sarney à cause de l'échec de son programme économique «*plano cruzado* »¹⁹, mais l'isola par le fait même d'une partie très influente de la classe politique. Au cours de la campagne présidentielle, Collor avait développé une animosité envers l'establishment traditionnel, qui le lui rendait bien maintenant. C'est un fait décisif pour la suite des événements qui nous concernent. Car, c'est suite aux résultats des élections présidentielles de 1989, puis la constatation d'un fossé entre la vision politique de l'establishment traditionnel et la vision économique de Collor (un fossé qui fut à la fois la cause et la conséquence de la présence de celui-ci à la tête du Brésil), que sont survenus les événements menant à la lutte pour le pouvoir via la procédure d'*impeachment* .

Le discours anti-establishment du candidat Collor l'avait présenté en défenseur du peuple. Finalement le peuple brésilien, pensait-il, aurait un leader pour contrer l'establishment corrompu. Mais pour se distancer stratégiquement de cet establishment au cours de la campagne électorale, Collor avait dû s'en prendre à toutes les sphères du monde public et privé.

« Pendant la campagne, le candidat Collor lutta avec tous les politiciens traditionnels et, réunit autour de sa candidature, les rejetés de la politique brésilienne, ... » (Nêumanne, 1992: 69)
(traduction libre)

Collor avait dénoncé les agissements du consortium politico-économique afin de remporter l'élection présidentielle (ce qu'il fit), mais persistait dans sa croisade en travaillant seul suite à son élection. Bien que Collor n'ait eu qu'un faible appui de la part de son parti, peu de crédibilité

¹⁹ Un plan économique essentiellement basé sur un gel des prix et des salaires dont l'échec pourrait être attribué à deux facteurs: la surévaluation de la monnaie nationale, ce qui mina les possibilités d'exportations et l'apport d'investissements étrangers et, l'oubli de l'impact qu'aurait l'anticipation ou la spéculation de l'inflation, un oubli qui amena la mise en place d'une indexation officielle, soit la reconnaissance de l'échec du plan.

auprès des élites, aucun échéancier vers la formation d'une coalition, aucun lien avec des organisations syndicales, aucun respect pour les militaires, et fort peu de maturité politique, c'est dans le ton de ses discours électoraux, puis dans sa persistance contre l'establishment qu'il nous faut trouver la source de son isolement politique croissant. Collor avait malmené les politiciens « professionnels » et juré de ne pas nommer au sein de son Cabinet des politiciens ou haut fonctionnaires ayant servi au sein de précédents gouvernements, se coupant ainsi d'une expérience et d'un support politique précieux. Ces agissements n'allaient pas être pardonné par certains membres de l'establishment.

2.2 Un président au comportement politique hétérodoxe

Le Brésil s'est donc retrouvé à l'aube des années '90 sous la gouverne d'un président issu d'un parti politique peu important, et porté au pouvoir par la seule force d'un marketing imposant.

Malgré l'appui des 35 millions d'électeurs ayant voté pour lui, le Président Collor ne détenait que peu d'appuis en Chambre (officieusement moins de 8%) car son nouveau parti politique, le PRN (Parti de la Reconstruction Nationale) n'était qu'embryonnaire au moment des dernières élections municipales de 1988. De plus, il était dépourvu de tout soutien auprès des classes bureaucratiques et législatives pour cause de son discours économique néo-libéral, créant de fait une situation politique très dangereuse démocratiquement, semblant placer le Président Collor, plus que tout autre président brésilien avant lui, dépendant de ses alliances politiques.

Il ne faut pas oublier que malgré l'obtention de 28% des suffrages exprimés au premier tour de scrutin et de 53% au second, le nouveau président et son parti, le PRN, ne détenait que 2,6% des sièges à la

Chambre fédérale au lendemain de l'élection présidentielle. Même après les élections législatives d'octobre et novembre 1990, le PRN, déjà en baisse dans les sondages, ne parviendra pas à obtenir plus de 10% des sièges. Ce faible pourcentage, combiné à l'idéologie très variée des 22 partis alors présents au Congrès (sur une possibilité de plus de 41 partis inscrits aux élections législatives), rendait virtuellement impossible pour le Président Collor et sa politique du héros solitaire la tâche d'aller chercher, mais encore plus de maintenir, une majorité suffisante pour le bon fonctionnement de ses politiques au sein du Congrès brésilien.

Celui-ci, étant constitué en grande partie par le PMDB et le PFL, deux partis imposants en terme du nombre de sièges détenus²⁰ mais confinés à appuyer un président qui les a fortement malmenés pendant sa campagne, allait désormais développer en confrontations exécutif-législatif. Collor tenta de contourner l'attitude statique du Congrès en gouvernant sans l'avis de celui-ci soit, en basant plutôt son pouvoir sur le support que le peuple lui avait donné lors de l'élection présidentielle. Il semblait chercher à illustrer par ce fait que sa lutte pour la modernisation économique se voyait confrontée à la vision politique de l'establishment. Par ses luttes de pouvoir compliquées avec les partis politiques les plus importants au Congrès, Collor démontrait qu'il se considérait lui-même comme n'étant redevable qu'aux citoyens (de par ses résultats électoraux). Alors qu'il aurait dû, selon la rationalité politique habituellement en place au sein de la classe politique brésilienne, asseoir la stabilité de son gouvernement sur la création d'une coalition des partis en présence au Congrès dont certains, tels le PMDB et le PFL, détenaient une place importante. Mais son discours anti-establishment et l'attitude de « sauveur de la patrie » qu'il avait eu lors de la campagne électorale

²⁰ En 1990, le PMDB avait 131 députés sur une possibilité de 495 (26%) et 22 sénateurs sur 75 (29%). Le PFL avait quant à lui, 90 députés sur une possibilité de 495 (18%) et 13 sénateurs sur 75 (17%). (source Fleischer, 1995)

l'empêchaient de tout rapprochement avec la Chambre des Députés ou le Sénat.

« So concerned was he with preserving his own autonomy and latitude that he resisted entering into a firm alliance with established forces. Thus, Collor not only rose to office without firm links to organized support groups, but then he failed to use that office to forge an alliance of backers once in power. »
(Weyland, 1993: 9)

En se moquant ainsi des partis politiques et de l'establishment, Collor se moquait également des règles politiques. Pourtant l'histoire politique brésilienne démontre clairement l'importance des alliances partisans dans le bon fonctionnement du Congrès, sinon c'est la paralysie de l'exécutif. En effet, la gouverne d'un Congrès où s'aligne plus de vingt partis politiques (sans compter sur une fidélité partisane passablement fluctuante au sein de la classe politique) ne saurait se faire sans l'assurance d'une certaine stabilité des alliances. Il est ainsi possible d'affirmer que, suite à ses comportements politiques hétérodoxes, Collor n'était parvenu à établir que peu de liens de fidélité parmi les membres du Congrès.

Collor ne croyait pas avoir besoin de forger des alliances avec l'establishment et ainsi affaiblir ses pouvoirs, la Constitution lui allouant, par le biais des « mesures provisoires », des pouvoirs exécutifs extraordinaires. Là où les décret-lois ne sont habituellement que mis en application 30 jours après un blocage du Congrès, les mesures provisoires prennent effet immédiatement pour une période de 30 jours et peuvent par la suite être reconduites, par période de 30 jours, ad infinitum. Voilà un pouvoir extraordinaire pour un président qui ne possède pas l'ombre d'une majorité absolue au sein du Congrès. Au début de sa présidence, le Président Collor se servait abondamment de ce moyen, ce qui ne manqua pas d'irriter les constituantes du Congrès qui adoptèrent, en 1991, une loi

pour limiter l'usage des mesures provisoires (et les pouvoirs du Président Collor du même coup).²¹

Pourquoi voulait-on ainsi réduire les possibilités de recourir aux mesures provisoires ? Tout simplement parce qu'on savait Collor incapable de manoeuvrer ses fragiles alliances dans d'éventuelles luttes de pouvoir entre son exécutif et l'appareil législatif, sans faire usage de cet outil politique. Ainsi, la lutte personnelle qui s'était développée entre Collor et certains membres du Congrès pourrait se résumer à une lutte pour le contrôle du pouvoir (et des ressources financières qui s'y collent et s'y transigent il va sans dire) .

« The impact of personalism on public administration is augmented by the nature of the political game. This game consists primarily of a struggle for control of the state apparatus and for the resources which this control yield. The principal aim of the leading participants in the struggle is to arrogate to themselves or their faction as big a slice of the public sphere as possible. » (Theobald, 1993: 105)

Le fait que Collor s'était distingué de la politique traditionnelle au cours de la campagne électorale l'avait donc rendu à la fois fort attrayant, car il avait semblé s'éloigner de la classe des dirigeants corrompus principalement identifiés à l'establishment, mais également très vulnérable suite à son élection car il ne bénéficiait que de rares appuis face

²¹ Les Présidents Sarney et Collor usèrent à profusion de ces « mesures provisoires », 147 fois en 1988 et 1989 pour Sarney et 139 fois pour Collor en 1990, jusqu'à ce que le Congrès passe un décret législatif. Par la suite, le Président Franco réutilisa à profusion ces mesures lors de l'année électorale (1994). De même, que le Président Cardoso qui usa de ce moyen à 20 reprises lors de son premier mois d'investiture. Même si l'on doit tenir compte du fait que dans ces chiffres, une partie de ceux-ci ne sont dû qu'au fait d'une reconduction prenant place automatiquement après 30 jours. Dans son discours d'investiture comme président du Sénat, le 1er février 1995, l'ex-Président Sarney faisait voeu d'en restreindre l'utilisation. (source Fleischer, 1995)

aux possibilités de voir apparaître au sein du Congrès une coalition désirant contrer ses faits et gestes.

« Both Collor's rise to power and his fall from that position are linked to three factors: the opportunities/incentives for corruption created by his political isolation, his lack of firm allies or base of support, and the advance, and acceptance, of universalist principles which he had advocated. » (Weyland, 1993: 5)

Pour cause de cet isolement politique on a affaire ici, dès le début de son mandat, à un président quasiment sans appui (ni au sein du Congrès, ni dans la société civile détentrice du pouvoir économique), ce qui pouvait avoir des conséquences désastreuses qui ne manqueraient pas de retourner le Congrès contre lui (entre autres acteurs influents) au moment où des difficultés politiques surgiraient.

2.3 Post-89: le trésorier P. C. Farias centralise la corruption.

Contrairement à ce qui fut soulevé par les membres du Congrès, l'un des principaux problèmes politiques du Président Collor ne fut pas son implication dans des pratiques de corruption. Il serait douteux de croire en l'absence de corruption au sein de la classe politique brésilienne en dehors de cette période précise. Le fait est plutôt qu'en tentant de centraliser la corruption au plus haut niveau de pouvoir, Collor et son trésorier, Paulo César Farias, étaient entrés en conflit avec les structures déjà établies entre le consortium économique et l'establishment politique. En fragmentant ces réseaux déjà bien structurés, Collor et P. C. Farias perfectionnaient leur contrôle sur les ramifications de la corruption et cherchaient à contrôler celle-ci à sa base. Sous la direction du Président Collor et de P. C. Farias, c'est le gouvernement qui administrerait la

corruption. L'enjeu de la lutte de pouvoir qui se dessinait au Congrès n'était donc pas la présence de corruption, mais plutôt le contrôle.

Par cette tentative de centraliser la corruption, Collor se mettait à dos ceux qui avait contribué à sa campagne électorale « afin d'éviter le pire » soit, une victoire du front de la gauche sous Lula. Alors que la classe économique contribua généreusement à la campagne électorale de Collor, celui-ci, après sa victoire écrasante, changea radicalement les données du jeu. Suite à cette victoire incontestable, Collor repoussa les demandes de l'oligarchie en ne manquant pas d'utiliser à son profit tous les avantages que lui conférait maintenant son pouvoir. Collor estimait que ses résultats électoraux lui conféraient maintenant un pouvoir illimité. À tous ceux qui voulurent négocier avec le nouveau gouvernement en place, le trésorier Farias dit qu'il leur faudrait de nouveau « contribuer » à la caisse du parti, et beaucoup !²²

« Déjà P.C. Farias est au travail et les deux hommes vont, dans leur voracité et peut-être la certitude de leur impunité, multiplier les traces...» (Broué, 1993)

Selon David Fleischer, professeur de sciences politiques à l'Université de Brasilia, le schème « normal » du taux de corruption constaté au sein des entreprises brésiliennes est l'augmentation de 10 à 15% des tarifs normalement inscrits dans les registres de comptabilité de celles-ci. Il est commun de retrouver au sein des entreprises brésiliennes une « comptabilité parallèle », surnommée « *caixa dois* » (deuxième caisse). Ce taux de 10 à 15% représente le pourcentage de profits

²² La première « contribution », un fait normal en politique brésilienne, n'avait été, semble-t-il, que pour éviter une présidence sous la gauche de Lula ou Brizola. La surprenante deuxième « contribution » demandée verrait à « qualifier » les entreprises en vue de négociations futures avec le gouvernement Collor. Les entreprises refusant de se conformer furent éventuellement mise sur une liste noire, voire acculées à la faillite. (source Fleischer, 1994)

excédentaires dissimulés aux yeux de l'impôt et, habituellement utilisés pour des déboursés illégaux.²³ Après la centralisation de cette corruption sous P. C. Farias (presque officialisée par le biais de reçus tirés de comptes bancaires à propriétaires « fantômes »), ce taux allait passer à plus de 40%.²⁴

Le schème de corruption mis en place par le trésorier Farias s'était donc installé par un système de collecte à l'aller (par le biais du financement de l'élection de Collor) et au retour (lors des négociations avec son gouvernement) et ce, à un taux jamais vu. En agissant ainsi Collor forgeait des alliances non pas avec les principaux partis politiques, mais plutôt avec les grands intérêts financiers. Tentant par cela d'assurer la prospérité de son gouvernement en vue d'assurer sa longévité politique, par le biais d'une caisse de parti de plus en plus garnie afin de pouvoir distribuer de généreuses rétributions aux élus en échange de leur fidélité de vote.²⁵ Ainsi, pour les membres du Congrès, le « financement » du gouvernement Collor semblait provenir d'une source intarissable.

Expliqué par le politologue Renato Lessa (1993) dans son article "*Reflexões sobre uma patologia política : O Experimento Collor* " (Réflexions sur une pathologie politique : L'expérience Collor), le système de corruption mis en place par Collor pourrait être résumé de la façon suivante; il existerait au Brésil une forme de monnayage décentralisé de la corruption, chaque poste de pouvoir officiel fonctionnant quelque peu comme une toile d'araignée afin de collecter auprès de ce poste, ce qu'il

²³ Pour des contributions politiques par exemple ou encore des pots-de-vin utilisés lors de négociations en vue d'une entente avec le gouvernement.

²⁴ Source Fleischer, 1994

²⁵ Par exemple par l'orientation du vote du plébiscite à venir (quant au choix d'un système politique présidentiel ou parlementaire). La mise en place d'un système parlementaire aurait assuré au Président Collor le contrôle du pouvoir à plus long terme, tandis que le maintien d'un système présidentiel ne lui permettrait pas de se représenter pour un deuxième mandat.

croit lui être dû en rétributions pour son intervention politique. C'est ce que Renato Lessa considère comme étant de l' « *ordinary robbery* ».

Lessa décrit plutôt le gouvernement Collor comme une « cleptocratie » tentant de faire de la corruption un système par lequel le gouvernement contrôle les structures corrompues déjà en place avant son arrivée en lui imposant une « sur-facturation ».

« Le modèle Collor proposait au pays, une régie prédatrice moderne au sein de laquelle le point de déflagration serait l'apogée de notre organisation politico-administrative. Résultat d'une quasi symétrie totale entre l'organigramme du pouvoir exécutif et la construction d'une structure parallèle de drainage d'argent illégal. » (Lessa, 1993: 26) (traduction libre)

C'est un système qui ne tarda pas à envenimer les relations entre le président et ceux qui bénéficiaient de la corruption avant cette centralisation. Violant une règle « non-écrite » au sein de l'establishment politique, Collor allait se voir rabroué parce qu'il s'enrichissait trop rapidement, menaçant par cela la crédibilité de la classe politique mais surtout, parce qu'il ne désirait plus que l'establishment y participe. Le « Roi » Collor et sa cour issue de la « République d'Alagoas », tel qu'ils furent surnommés, avaient voulu centraliser la corruption politique par le biais de la position de force créée par la victoire aux présidentielles et représentée par l'impunité qu'ils croyaient s'y rattacher. Aux yeux de l'establishment toutefois, Collor avait poussé ses ambitions personnelles trop loin. Les comportements de Collor face à la corruption représentaient le point de rupture entre lui et l'establishment. Pour eux, Collor n'était qu'un président qui ne voulut pas s'en tenir aux voeux secrets liant les membres de la classe politique brésilienne.

S'étant lui-même isolé de l'establishment par ses discours politiques, Collor paraissait maintenant juridiquement isolable pour ses pratiques corrompues. L'establishment allait chercher à en faire le bouc

émissaire d'une situation pourtant fort étendue. Sur ce propos, une des phrases les plus importantes prononcées plus tard lors de la Commission d'enquête sur les agissements de P. C. Farias, fut prononcée par P. C. Farias lui-même. Celui-ci souleva l'hypocrisie des membres de la Commission devant la dénonciation de pratiques auxquelles tous participaient, ou du moins connaissaient l'existence. Aucun des membres de la Commission n'osa contester ses dires.

« Qui, au sein des élites politiques et économiques brésiliennes, n'était pas au courant des activités de Paulo Cesar Farias? Le PMDB, principal parti de l'opposition? » (Nêumanne, 1992: 12)
(traduction libre)

Malgré le fait que plusieurs acteurs politiques connaissaient bien la situation, et malgré le danger que pouvaient engendrer la divulgation des pratiques de corruption du président, l'establishment cherchait depuis l'élection un moyen pour expulser Collor de la présidence. La dénonciation de ses pratiques corrompues semblait représenter l'occasion de le faire.

2.4 Confrontation au sommet des élites

Suite aux décevantes performances des candidats du PRN aux élections législatives du 3 octobre 1990 (entre autres pour les postes de gouverneurs, de députés et un tiers des postes de sénateurs)²⁶, la position du gouvernement de Collor se trouva une fois de plus « fragilisée » par la faible représentation de son parti au Congrès, ce qui devint un critère d'instabilité où les comptes risquaient de se régler.

²⁶ Le PRN n'ayant réussi à faire élire aucun gouverneur, mais possédant maintenant 9 députés de plus pour un total de 40 députés sur 503 (8%) et, 3 sénateurs sur 75 (4%). (source Power,1991)

Afin de gouverner, le président se voyait de plus en plus coincer vers une position de négociation de ses appuis et alliances politiques, qui ne manquaient pas d'ailleurs de le lui faire payer de plus en plus cher. Cette faiblesse d'appuis politiques amenait ces principales alliances, dont le PFL (Parti du Front Libéral) et le PDS (Parti Démocratique Socialiste), à profiter de l'occasion pour marchander leur soutien à la hausse. De plus, la création assez récente du parti du président, le PRN, et la montée puis la baisse rapide de la popularité de celui-ci, n'avait pu être assez importante pour attirer en son sein une partie importante et influente de la classe politique.

Fernando Collor n'avait jamais été le candidat choisi par l'establishment, il avait été choisi par défaut. Il est donc clair que cette collaboration forcée allait fragiliser les alliances partisans dès l'apparition d'un différend ou d'une situation pouvant les déstabiliser. Le système politique brésilien fonctionne selon une interaction d'alliances partisans certes très fluctuante, mais importante. Le problème est que par sa recherche délibérée d'isolement politique au début de son mandat, Collor avait outrepassé volontairement cette loi politique informelle, ce qui avait servi à lui aliéner ses supporters et à lui créer de nouveaux ennemis, qui, maintenant, tentaient délibérément de l'isoler.

Dès son entrée en fonction, le 1er mars 1990, les relations du Président Collor avec les entrepreneurs et le monde politique en général, furent compliquées et difficiles. Son style politique hétérodoxe venait bouleverser de façon dramatique toutes les structures de pouvoirs traditionnelles, autant politiques qu'économiques. Suite à son accession à la présidence, Collor s'était affairé à remplacer le plus rapidement possible l'establishment qui lui était hostile par un entourage politique pouvant lui être plus favorable. Il cherchait ainsi à modifier le consensus traditionnel, ce qui lui permettrait d'envisager à plus long terme la persistance de son pouvoir politique.

Toutefois, les ressentiments de l'establishment face à ses agissements et l'impopularité des nominations des membres de son premier Cabinet l'avait empêché de posséder à la fois, un Cabinet composé des meilleurs technocrates, et de gouverner avec l'appui d'une majorité au Congrès. Devant ce dilemme, Collor avait opté pour une plus grande indépendance de son gouvernement face aux attentes de l'establishment.

Collor, qui avait juré de ne pas nommer de politicien « professionnel » au sein de son cabinet, a tenu parole. Il fit passer de 20 à 12 le nombre total de ministères, et nomma en poste des gens en qui il avait confiance: Zélia Cardoso de Mello à l'Économie, Bernardo Cabral à la Justice, Antônio Rogério Magri au Ministère du Travail, Francisco Rezek aux Affaires Extérieures, etc., bref, aucun politicien « professionnel » possédant des liens avec l'establishment.

Par la nomination d'un Cabinet « technocratique », Collor avait cherché à réorganiser à son avantage les interactions entre les secteurs économiques et politiques. Pour effectuer cela, il s'était lancé dans une campagne féroce pour assurer son leadership et, cherchait à désavouer les forces politiques traditionnelles et les centres de pouvoir qui pourraient l'empêcher de parvenir à cet objectif. De cette manière, il se donnait une plus grande latitude dans ses faits et gestes, se rendant ainsi le tenant d'un poste important, même si plus propice à la corruption.

Cette rapide restructuration des interactions économiques et politiques avait surpris l'establishment et l'oligarchie traditionnelle, qui s'étaient ainsi retrouvés isolés des leviers du pouvoir. Il semblait maintenant que sans une intégration directe au modèle de pouvoir mis en place par Collor, rien ne semblait plus possible.

Le système politique brésilien, et le gouvernement plus particulièrement, avait toujours profité des retombées de la corruption, mais le gouvernement recevait encore plus après la centralisation de celle-ci sous Collor et P. C. Farias. Le problème pour l'establishment

toujours omniprésent au Congrès était qu'effectivement par le biais de cette centralisation il n'y avait plus que Collor et son entourage qui s'enrichissaient.

Cependant, par ses agissements et sa déloyauté envers l'establishment politique et économique, Collor s'était mis à dos une quantité innombrable d'acteurs qui désiraient maintenant utiliser le prétexte de ses pratiques de corruption pour contre-attaquer. Bien sûr, il n'était pas encore question de dénonciations, du moins pas publiquement, la corruption étant tellement étendue et bien organisée que des accusations envers le président risquaient d'éclabousser une partie importante de la classe politique.

Les agissements de Collor pour modifier les structures établies et ses pratiques corrompues étaient secrets de polichinelle dans l'entourage immédiat du pouvoir, et bientôt, d'elles-mêmes, les ficelles ne tarderaient pas à devenir trop grosses pour préserver l'impunité du nouveau gouvernement. Le Congrès commença à envisager plus sérieusement la mise en accusation du Président Collor par le biais d'une dérogation aux principes dictés par la Constitution.

« Clairement, les faits décrits antérieurement contrarient les principes inscrits au sein de la Constitution, sont incompatibles avec la dignité, l'honneur et le décorum requis au Chef de l'État.»
(tiré de la conclusion de la CPI de P.C. Farias, qui prônait la création d'une CPI sur les agissements du Président Collor.)
(Traduction libre)

Pour le Congrès, Collor avait outrepassé, par ses agissements, les préceptes moraux compatibles avec le décorum requis par le tenant du poste de Président. C'est de ce côté, par cette faiblesse dans la défense du Président causée par son arrogante impression d'impunité, que viendraient désormais les attaques de l'opposition.

Finalement, Collor pouvait se voir destitué par le biais des principes anti-corrupcion qu'il avait lui-même invoqués lors de sa campagne électorale. Ces principes servaient maintenant d' « arme politique » pouvant être utilisée par ses ennemis de plus en plus nombreux. En fait, en se liguant entre autres contre le Congrès, l'establishment et l'oligarchie, Collor semblait avoir contribué à la mise sur pied de son propre *impeachment* .

Le danger est que Collor n'avait pas la base partisane pour résister au soulèvement d'une telle vague de protestations et de contestations. D'une part parce qu'il n'avait jamais cherché à en créer une depuis son arrivée au pouvoir, d'autre part parce que ses impressions quant à sa « toute puissance » présidentielle lui faisait croire qu'il n'en aurait aucunement besoin. Parce que son arrogance ne lui permettait pas de s'abaisser en « quémendant » quelconques appuis auprès de l'establishment qui l'avait rejeté.

Chapitre 3.

L'isolement politique du Président Collor

Amer de sa défaite crève-cœur aux élections présidentielles, le Parti des Travailleurs ne lâchera pas prise auprès de Collor. Déjà au deuxième semestre de 1991, lors du premier congrès du PT, les instances du parti avaient réclamé l'impeachment face à la perte de crédibilité du gouvernement due en partie à ses difficultés de rétablir l'économie et aux premières divulgations des scandales de corruption. Le PT recherchait, déjà à cette époque, des preuves quant aux indications très fortes de corruption ayant cours au sein du gouvernement. Grâce à l'informatisation du Congrès, le PT (José Dirceu et le sénateur Eduardo Suppicy en tête) réussit finalement à trouver des malversations dans la comptabilité du gouvernement.

Or au moment de ces divulgations, la « gouvernabilité » du gouvernement Collor, qui n'avait pu ou n'avait pas voulu stabiliser les assises précaires de son parti suite à ses décevants résultats des élections législatives d'octobre 1990, paraissaient elles-mêmes devenir de plus en plus fragiles. Avant la divulgation des premiers scandales politiques touchant son gouvernement (entre autres la corruption survenue lors des élections du gouverneur d'Alagoas en octobre 90, et les divulgations de malversations survenues en août 91 mettant en accusation l'épouse de Collor, Rosane Malta), Collor se trouvait déjà passablement isolé par l'establishment, les entrepreneurs, l'opposition et les médias.

Une partie de l'establishment politique, attendant de prendre sa revanche sur un président qui les ignorait depuis son élection, allait embarquer à pieds joints dans le tourbillon créé par la divulgation de ces malversations.

Devant sa recherche d'alliances avec la droite afin de sauvegarder ce qui restait de crédibilité à son gouvernement, ces alliances allaient lui être réclamées de plus en plus chèrement. Le Président Collor qui s'était volontairement éloigné de la classe politique plus « traditionnelle », semblait maintenant dépendre de plus en plus de celle-ci. Les membres de l'establishment politique (ses seuls alliés possibles, la gauche lui étant farouchement opposée) semblaient maintenant contrôler son avenir politique.

3.1 Un programme économique qui rencontre de la résistance

Conséquent aux discours qu'il tint lors de la campagne électorale, Collor désirait l'entrée du Brésil dans la tendance économique néo-libéral des années '90. Il semble toutefois que le premier Cabinet de Collor ait mis sur pied un programme économique aux orientations trop modernes pour un Brésil aux valeurs économiques plutôt nationalistes et traditionnelles.

Cette orientation économique néo-libérale prise par le gouvernement Collor (essentiellement basée sur deux plans : une réforme économique et des politiques de stabilisation sur lesquelles nous reviendrons) menaçait directement les intérêts économiques détenus par l'oligarchie.

Ce plan économique baptisé *Plano Brasil Novo* (rebaptisé plus tard *Plano Collor*) consistait en une réforme des secteurs publics (dont des mises à pied massives) afin de le rendre plus efficace et éliminer la corruption, une réduction du nombre de ministères, la privatisation d'entreprises nationales, l'élimination de subventions aux entreprises, l'ouverture aux marchés extérieurs afin d'augmenter la compétitivité des

marchés nationaux et, des mesures visant à encourager les investissements étrangers.

De plus, par le biais de son programme économique, Collor semblait s'en prendre aux structures politiques traditionnelles, critiquant au passage la Constitution, l'establishment et les monopoles.

Les orientations de son programme économique en soi n'étaient pas totalement irréalistes en rapport au contexte économique mondial, mais elle faisaient fi des intérêts des forces politiques en place au Congrès. De plus, l'agenda politique était inapproprié à la situation. Voilà pourquoi, dès le début de son mandat, Collor avait politiquement de la difficulté à faire passer ses réformes économiques au sein du Congrès.

À l'image des présidents sud-américains élus à la fin des années '80, Collor visait l'entrée de plain-pied du Brésil dans le contexte de la mondialisation économique. Cependant, l'ouverture de l'économie brésilienne (une économie traditionnellement nationaliste, protectionniste et corporatiste) aux aléas des marchés internationaux n'était pas vue d'un bon oeil par certains des acteurs financiers et patrons d'entreprises nationales, inquiets d'un possible évanouissement des monopoles et oligopoles.

Collor se mettait ainsi à dos les industriels et leurs capitaux « *paulistas* », des acteurs économiques traditionnellement près du pouvoir politique. Ses tentatives de réformes économiques ont aussi agacé les élites « *paulistas* », les membres de la FIESP (Fédération des Employés des Entreprises de l'État de São Paulo), de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), de même qu'une partie fort importante des médias écrits.²⁷

²⁷ Principalement ceux édités à São Paulo (plus particulièrement l'hebdomadaire *Veja* et le quotidien *Folha do São Paulo*) qui servirent à alimenter l'engrenage des divulgations dès la découverte des premiers scandales. Représentants de la classe moyenne, ces publications se faisaient l'écho du ressentiment de plus en plus grand au sein de la classe moyenne à l'égard de l'échec des politiques monétaires du gouvernement Collor.

Principalement, les élites économiques reprochaient deux choses à Collor: ses intentions de moderniser à tout prix l'économie brésilienne, et sa fascination pour les modèles économiques extérieurs, sans chercher à adapter ceux-ci à la complexité politique en place au Brésil. Pour les élites, le gouvernement Collor hypothéquait le capital d'initiative brésilien lequel, en dehors bien sûr des diktats du vieux corporatisme, avait tout de même servi à légitimer une idéologie des entreprises publiques brésiennes, elle-même représentante du sentiment nationaliste et de la conquête de l'autodétermination économique. Pour plusieurs, la réorientation des politiques économiques brésiennes sur les modèles extérieurs écorchait la fierté nationaliste. Les défenseurs de ce nationalisme économique lui reprochaient ainsi de chercher à détruire le trésor public par le biais de son programme économique néo-libéral faisant une large place aux investisseurs étrangers.

Pourtant, même si on lui reprocha beaucoup son plan de modernisation économique, certains considèrent maintenant celui-ci comme ayant été le précurseur des orientations économiques retrouvées plus tard parmi les politiques économiques du gouvernement d'Itamar Franco puis, semblent maintenant présentes sous celui de Fernando Henrique Cardoso. Ce n'est donc pas l'orientation de ces réformes économiques qui pourrait lui être reproché, mais bien le type d'implantation apolitique qu'il avait retenu. Une implantation qui, pour plusieurs, ne tenait pas du tout compte des intérêts économiques brésiliens, des intérêts que détenaient en majeure partie l'establishment et les membres de l'oligarchie qu'il avait si rudement rejetés aux lendemains de son élection.

L'acceptation des réformes économiques mises de l'avant par le Cabinet de Collor requérait une grande collaboration entre les paliers exécutif et législatif, une collaboration que Collor avait au départ refusée, et que le Congrès refusait maintenant à son tour.

3.2 Impacts des échecs répétitifs des politiques économiques

Pour Collor, qui ne voulait pas partager son pouvoir, la conjoncture économique et politique apparaissait nettement défavorable (multiples confrontations entre l'exécutif et le législatif, et hyperinflation au niveau national; récession économique et crise pétrolière au niveau mondial).

Dépourvu d'une stabilité politique sûre parmi l'establishment, Collor s'isolait davantage de ces appuis pourtant nécessaires à l'acceptation et au succès de ses réformes économiques, mais aussi de ses politiques de stabilisation monétaire.²⁸ Certes les retombées d'un succès économique allaient lui être imputées, ce qu'il désirait par dessus tout mais, il semblait oublier les conséquences et les implications d'un échec. Pour leur réussite, ces réformes économiques hétérodoxes (et les objectifs ambitieux qu'elles soulevaient) requéraient pourtant l'assentiment des deux tiers des membres du Congrès. Un support politique que Collor ne possédait manifestement pas.

Collor, malgré le traitement choc de son plan économique, se trouva incapable de relever l'économie brésilienne et, ayant voulu travailler seul, cet échec lui fut imputé personnellement. Collor avait surestimé ses capacités à faire accepter ces réformes au peuple brésilien. Sa cote de popularité chuta brusquement et l'isolement n'en fut que plus grand. La force centrifuge qui l'éloignait de possibles appuis politiques allait en s'accélégrant. L'impossibilité de redresser la situation économique, de la part de celui qui avait clamé sa capacité à enrayer ce fléau de façon drastique (et qui n'avait pas manqué par ce fait d'attirer vers lui les

²⁸ Des politiques de stabilisation principalement basées sur l'arrêt d'une hypermonétarisation et la redéfinition des dépenses budgétaires afin de stabiliser les marchés. Collor croyait pouvoir arriver à cette fin par un traitement choc gelant les prix, les salaires et les avoirs bancaires supérieurs à US\$1300 pour 18 mois. Egalement par un agenda aux objectifs économiques de moyen terme, notamment la dérèglementation, la libéralisation et l'ouverture des marchés. (Source Baer et Paiva, 1994).

espérances les plus grandes), allait accélérer sa descente dans les sondages.²⁹ Cette baisse rapide peut être attribuée à la contestation sociale de son plan économique. Le peuple brésilien s'était aperçu qu'une partie de la classe des riches possédants avaient pu se libérer (en utilisant leurs contacts) de l'une des mesures d'austérité que le gouvernement Collor avait mises en place, soit le gel (pour dix-huit mois) des avoirs bancaires personnels. Ces riches possédants avaient ainsi pu échapper rapidement au décret du 16 mars 1990 (soit quinze jours seulement après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement), demandant le blocage des avoirs bancaires supérieurs à 50.000 cruzeiros (plus ou moins 1300 \$US à cette époque) soit, près de 100 milliards d'actifs (près du quart du PIB brésilien).

Suite à l'implantation ratée de ces politiques de stabilisation, les brésiliens s'enfonçaient encore plus rapidement dans une profonde crise économique³⁰ et rejetaient directement la responsabilité sur les réformes économiques de Collor. L'échec des politiques économiques, par celui-là même qui avait promis de régler ce problème rapidement, a permis de rassembler sous une même impulsion: l'opposition, l'establishment frustré de sa victoire électorale, les médias et les masses populaires déçues de ses performances économiques, les entrepreneurs et les syndicats menacés par son orientation économique néo-libérale, etc., créant de ce fait, dès l'apparition de scandales ou divulgations de corruption, le théâtre propice à une contestation majeure par le biais d'une procédure d'impeachment.

²⁹ Ainsi, sa cote de popularité chuta de 70% au lendemain de son investiture à moins de 25% seulement 6 mois après son entrée en fonction. Donnant l'impression que la population avait trouvé trop radicale et injuste une des mesures économiques de son «*Plano Collor* », soit le gel des avoirs bancaires personnels pour une période de dix-huit mois.

³⁰ Pour le seul deuxième quart de l'année 1990, soit la période correspondant à la mise en place du plan Collor, il y eu une baisse du PIB de 7.8%. (source Baer et Paiva, 1994: 18)

« Il n'y a aucun doute que les échecs du gouvernement à vaincre la crise afin de remettre le Brésil sur le chemin de la croissance économique, ont été une variable importante dans la mise sur pied d'un mouvement pour l'*impeachment*, et le renforcement du camp de l'opposition. Les espérances créées par l'arrivée du nouveau gouvernement furent rapidement frustrées et les relations avec les entreprises se maintenaient, en général, tendues. » (Pinheiro do Nascimento, 1994: 27) (traduction libre)

D'ailleurs les acteurs économiques brésiliens pourraient très bien être considérés comme des militants actifs dans ce « coup » politique. La raison en est que la bourgeoisie économique brésilienne, principalement la plus influente issue de São Paulo, a toujours crû plus aisé de recourir au « coup » politique que de s'inscrire dans un processus électoral long, coûteux et incertain par dessus tout, si on considère les résultats des élections présidentielles ayant porté Collor au pouvoir. L'*impeachment* pourrait donc être cette tentative de reconquérir facilement un pouvoir échappé aux mains d'un nouveau président aux pratiques politiques jugées hétérodoxes par l'establishment politique et l'oligarchie économique.

3.3 L'impact des accusations de corruption au sein du gouvernement Collor

Collor avait, par le biais des circonstances qui avaient entouré son élection, créé les conditions propices à une centralisation des réseaux de corruption. Sous Collor, les « obligatoires » contacts avec le gouvernement dans la négociation de contrats, étaient toutefois passés du flou juridique des influences, aux bénéfices reçus par le biais du favoritisme.

Cependant, par ce nouveau mode de « fonctionnement » de la corruption, Collor s'aventurait vers le dangereux sentier de l'illégalité. Lui et son entourage étaient devenus menaçants pour la crédibilité de la classe politique. Le plus important pour l'establishment est que, par leur impression d'impunité et les multiples traces laissées derrière eux, Collor et Farias étaient finalement devenus vulnérables. Désormais, le Congrès s'acharnerait à tenter de réduire le pouvoir créé par la collaboration Collor-Farias.

Durant la première année du gouvernement Collor, pas moins de 13 différents cas de corruption furent dévoilés, forçant le président à démettre des ministres et des hauts fonctionnaires jusqu'à ce qu'il se décide à remanier son Cabinet afin de lui insuffler un peu de crédibilité. Dans un but évident de s'assurer d'un plus grand support politique au Congrès, Collor se trouva de plus en plus dans l'obligation de nommer des politiciens détenant une base partisane importante. Collor nomma ainsi Jarbas Passarinho, ex-sénateur, au Ministère de la Justice, Marcilio Marques Moreira, ex-ambassadeur à Washington, aux Finances, Reinhold Stephanes et Ricardo Fiúza (deux membres du PFL), João Santana, Adib Jatene et José Goldenberg,

Au yeux des observateurs, ce second Cabinet formé de citoyens modèles et politiciens conservateurs, enfin débarrassé des corrompus, pourrait travailler à résoudre les problèmes économiques. Cette impression faisait toutefois abstraction du fait que les problèmes politiques causés par les scandales de corruption au sein du gouvernement Collor provenaient d'un poste officiel beaucoup plus élevé.

En fait, bien avant les spectaculaires dénonciations pour corruption du Président Collor et de P.C. Farias par Pedro Mello, le frère du président (des dénonciations sur lesquelles nous reviendrons), de plus en plus de politiciens au Congrès commençaient à recueillir passablement d'informa-

tions sur le déroulement de la situation.³¹ Pour une partie de l'establishment, le type de trafic d'influences et de corruption dans lequel s'était immiscé le président était considéré comme amateur et dangereux. Mais pour l'establishment, le problème résidait plutôt dans la perplexité de dénoncer une situation qui pouvait rapidement dégénérer et éclabousser la crédibilité du Congrès. Il était en effet impossible à cette époque d'imaginer jusqu'où irait la portée des accusations de corruption. Pourtant, même avant que n'éclatent les dénonciations de son frère, Collor ne bénéficiait plus des appuis populaires qui l'avaient porté à la présidence, ni des assises partisans pouvant contrer la force des dénonciations, ni de l'appui des médias, ni d'une aide quelconque de la part des élites brésiliennes.

Suite à un geste sans précédent en politique brésilienne (Collor avait vu démissionner la totalité de son second Cabinet en avril 92) Collor tenta bien de se rallier un peu plus à l'establishment en remaniant pour une troisième fois son Cabinet en lui donnant une saveur de plus en plus « politique ». Cette stratégie démontrait que le président tentait de sauver son pouvoir. Cependant, malgré la re-nomination des Moreira, Stephanes, Goldenberg, Fiúza et Jatene et, l'arrivée de Celio Borja, Helio Jaguaribe (PSDB), Celso Lafer (PSDB) et Marcos Vinicius Pratini de Moraes (PDS), Collor n'avait plus les moyens de rétablir totalement la situation. Certes ceux-ci étaient de politiciens très habiles, mais l'intégration au Cabinet de Collor, avec ou sans l'assentiment d'un parti,

³¹ Des membres du PT bien sûr, (dans une entrevue effectuée le 3 août 1995 à Brasilia, le sénateur Eduardo Supplicity disait avoir commencé à recueillir à cette époque passablement d'informations mais aucune preuve formelle), mais également des acteurs politiques plus expérimentés et près de l'establishment traditionnel (dans une entrevue effectuée le 4 août 1995 à Brasilia, le sénateur Espiridão Amin tenait sensiblement les mêmes propos que le sénateur Supplicity en n'omettant pas de mentionner que le « modèle » de corruption de Collor était considéré « amateur » et que les ficelles avaient été trop grosses à dissimuler).

n'engageait en rien les députés de ces formations politiques à appuyer les actions de ces membres du nouveau Cabinet.

Malgré ce second remaniement du Cabinet, Collor se trouva incapable d'acquérir une base politique suffisante pour modifier radicalement la lutte de pouvoir qui se dessinait au Congrès. Les relations avec le Congrès demeuraient difficiles. Il semble que pour Collor la recherche d'une légitimité n'était venue que trop tardivement.

3.4 Les dénonciations de Pedro Mello ou l'occasion tant souhaitée

On pensa un instant que la divulgation des faits de corruption du Président Collor ne soulèverait que peu d'échos. Le frère du président, Pedro Mello, a d'ailleurs dû s'y reprendre à deux reprises avant de voir les médias de São Paulo s'emparer de cette affaire.³² Après tout, la corruption politique est monnaie courante au Brésil et, il est presque considéré normal qu'un président s'enrichisse. Toutefois, les faits soulevés par Pedro Mello dépassaient l'entendement.

Bien que les relations entre les deux frères ne furent jamais faciles, elles se détérioraient rapidement depuis qu'à Maceió, Pedro avait été substitué à Fernando comme chef de l'empire familial par une décision de leur mère Leda, principale actionnaire. Pedro s'est par la suite senti provoqué quand son contrôle sur l'empire médiatique Collor de Mello fut menacé par un regroupement rival mené par Farias, donc cautionné par

³² Les dénonciations avaient commencé en plein carnaval, le 19 février 1992, lorsque la revue *Veja* publia une information obtenue par le journaliste Eduardo Oinegue selon laquelle le frère cadet du Président Collor, Pedro Mello, révélait être en possession d'un dossier explosif contre le Président Collor et PC Farias. Selon l'édition de *Veja* du 19 février 1992, un tel dossier pourrait provoquer l'*impeachment* de Collor. Le 10 mai 1992, Pedro Mello donna une entrevue encore plus complète à la même revue et se déclarait disposé à divulguer le dossier sur les irrégularités commises par PC Farias.

Fernando (c'est Pedro qui avait présenté Farias à Fernando afin d'aider au financement de la campagne présidentielle). De plus, pour Pedro, le fait que Fernando avait tenté de séduire son épouse, Maria Tereza, lors d'une crise conjugale (un geste dans le but d'isoler Pedro de l'appui financier de son beau-père João Lyra, l'homme le plus riche d'Alagoas) avait signifié la coupure définitive entre les deux frères. Devant ces faits, Pedro désirait maintenant dévoiler ce qu'il savait des pratiques d'un frère assoiffé de pouvoir, un frère qu'il ne reconnaissait plus. Pedro commença par s'attaquer à P. C. Farias, mais graduellement visa de plus en plus le président. P. C. Farias avait bien tenté d'empêcher le dévoilement des pratiques de corruption en tentant d'acheter le silence de Pedro mais celui-ci alla tout de même révéler les faits à l'hebdomadaire *Veja*.

Au cours de cette entrevue, Pedro soutenait qu'en P. C. Farias, le Congrès tenait l'exécutant des transactions illicites exécutées au nom du Président Collor et, subventionnées par le Trésor National. Selon Pedro Mello, P. C. Farias avait créé un « ministère parallèle » responsable de libérer et de manipuler les fonds du gouvernement fédéral. Dans cette entrevue accordée à *Veja*, Pedro soutenait que P. C. Farias détenait pas moins de neuf entreprises, toutes soupçonnées d'irrégularités, installées dans des paradis fiscaux à l'extérieur du pays, et alimentées par des recours financiers évalués à non moins de 1 milliard \$US. Sans compter sur le fait que Pedro Mello dévoilait également au cours de cette entrevue la prise de substances illicites par le président, et ses aventures extraconjugales. En 102 ans de République, jamais une personne si près du président n'avait révélé de faits aussi scandaleux.

Pourtant, bien avant les dénonciations de corruption de P. C. Farias par Pedro Mello, le poste de Collor était déjà en danger parce que les élites économiques et l'establishment n'attendaient plus que l'occasion d'enclencher juridiquement les accusations de « crimes de responsabilité » pouvant mener à son *impeachment*. Ainsi, il semblerait que la révélation

dans les médias d'une certaine attitude irresponsable de la part du président (à tout le moins en ce qui avait trait aux pratiques corrompues de Farias) ait joué le rôle de catalyseur dans l'enclenchement d'un processus d'*impeachment* au Congrès.

Ce sont en effet les dénonciations effectuées par Pedro Mello à *Veja* qui ont permis aux adversaires du président d'envisager l'*impeachment* avec plus de probabilités. Ce que ces dénonciations permirent de faire, fut d'ouvrir la boîte de Pandore des déclarations, observations et informations de la part des gens qui connaissaient passablement bien la réalité entourant le gouvernement Collor, mais demeuraient craintifs face à la portée de ces divulgations et l'incertitude des retombées.

Suite aux divulgations de corruption dans les médias, Collor semblait politiquement perdu aux yeux du Congrès, une grande partie de la population le percevant maintenant comme tel. Une partie du Congrès chercha dès lors une façon de se dissocier de lui.

L'opposition sentit qu'elle tenait finalement sa revanche sur l'élection de 1989. Les autres membres issus des partis politiques les plus près du président restèrent toutefois perplexes devant la décision de se lancer ou non dans cette vague de protestation. Ils ne commencèrent que tardivement³³ à envisager de manière plus favorable l'*impeachment* d'un président possiblement irresponsable et corrompu. Un *impeachment* qui pourrait peut-être toutefois leur permettre de remplacer l'hétérodoxe Collor par son vice-président, Itamar Franco, c'est-à-dire un futur président possiblement plus favorable, ou à tout le moins « neutre » face à une participation de l'establishment au gouvernement.

Deux des facteurs créant un climat d'instabilité démocratique, soit la corruption créée par la nécessité de transiger avec ce nouveau gouverne-

³³ En fait, une partie importante de la classe politique ne modifiera sa perception de l'*impeachment* qu'après avoir constaté l'impact social (principalement les manifestations du mois d'août 1992) des scandales dévoilés par Pedro Mello.

ment, et l'isolement politique du président amené par son refus des concessions, étaient devenus des faits marquants dès les premiers mois de la présidence de Collor. Mais celui-ci n'allait pas tarder à voir se mettre en place les conditions propices à l'apparition d'un troisième facteur : la conscientisation accrue de l'électorat envers les agissements et les moeurs des membres de la classe politique. En élevant, au cours de sa campagne électorale, les standards et les espérances des électeurs vis-à-vis l'attitude des politiciens, Collor avait en fait éveillé et motivé l'électorat à porter une plus grande attention à ses propres agissements.

Les révélations dans les médias des pratiques outrancières du président ont ainsi contribué d'une manière importante à la croissance et à l'accélération du processus d'impeachment. Dans une période de prospérité économique, voire de stabilité économique, il est possible que les accusations de corruption et les divulgations de scandales aient eu passablement moins d'impact auprès du public. Mais Collor était allé directement à l'encontre du discours anti-corruption qu'il avait prôné lors de la campagne électorale, promettant un gouvernement exemplaire au niveau de la moralité publique. Et cette trahison, le peuple ne l'acceptait pas du tout. On pourrait donc dire qu'en clamant haut et fort pour une plus grande honnêteté au sein de la classe politique Collor avait lui-même forgé l'élément qui deviendrait le catalyseur du processus de destitution, la contestation sociale. Ses pratiques corrompues et son train de vie outrancier, des pratiques contraires à ses énoncés mais qui auraient pu passer inaperçues pendant un cycle économique faste et prospère, ont plutôt eu l'effet de scandaliser une population en mal d'une plus grande justice économique et sociale.

3.5 Sans support et sans appui ou les alliances fragiles

Ni les relations difficiles de Collor avec une partie de la presse brésilienne publiées à São Paulo (entre autres avec *Veja* et *Folha de São Paulo*)³⁴, ni l'absence d'une majorité au Congrès, ni la baisse rapide de sa popularité, ni même les accusations de corruption ne seraient suffisantes pour expliquer le recours puis, la réussite d'une procédure d'*impeachment* . Elles lui donneraient tout au plus un cadre d'évolution favorable mais certainement pas une explication complète. Pour nous, la réponse se trouverait plutôt dans la modification des intérêts au sein des deux camps politiques en conflit (le camp pro-*impeachment* et le camp pro-Collor), dans leurs démembrements, leurs alliances et leurs confrontations. Voilà pourquoi nous jugeons que le processus d'*impeachment* ne serait qu'une conséquence « politique » d'événements qui ne devaient être au départ que de nature juridique (les accusations de corruption).

Le gouvernement Collor tenta alors d'intervenir politiquement afin de discréditer la création d'une *Comissão Parlamentar do Inquérito* (CPI - Commission Parlementaire d'Enquête) sur les pratiques de corruption associées à P. C. Farias. Jorge Bornhausen, membre influent du plus récent Cabinet, disait à ce propos: «*Essa CPI não vai dar nada* » (Cette CPI

³⁴ Ces publications publiées à São Paulo, plus près des principaux intérêts financiers brésiliens, sont essentiellement un outil de communication de la classe moyenne. Ce sont ces médias qui se sont emparés de la frustration de cette partie de l'électorat qui, constatant qu'elle avait mal votée en votant contre la gauche, fut par la suite très choquée de l'image présidentielle lui parvenant maintenant. Elles s'acharnaient, par la divulgations de scandales, à une prise d'une position clairement anti-Collor.

ne donnera rien).³⁵ Celle-ci fut tout de même mise sur pied le 26 mai 1992.³⁶

Nous pouvons avancer que le Président Collor a peut-être initié lui-même le processus d'*impeachment* en ne proposant pas sa démission le 30 juin 1992, dans l'une des allocutions télévisées qu'il fit suite aux dénonciations de son frère Pedro. En dénonçant ce « coup politique » comme il disait, Collor affirmait vouloir lutter pour son poste. Il y aurait effectivement une lutte, car c'est suite à cette allocution télévisée que la mise en place d'une procédure d'*impeachment* commença à être envisagée plus sérieusement par l'opposition. Cependant jusqu'à la mi-août 1992 (c'est-à-dire peu avant la remise du rapport de la *Commission d'enquête* sur les agissements de P. C. Farias et ses conclusions incriminantes envers le Président Collor) nul ne pouvait se douter de l'importance des événements qui allaient suivre.

De plus, pour les membres de l'opposition, la réussite d'une procédure d'*impeachment* tenait des calculs les plus optimistes, la Constitution requérant, afin d'enclencher la procédure, le dépôt d'accusations réclamant la « mise en responsabilité » du Président. Puis, qu'une *Commission Spéciale* composée de députés soit chargée, après examen de la défense, de se prononcer sur la validité de la plainte et sur la nécessité d'incriminer le président pour « crimes de responsabilité ». Par la suite, il revenait à la

³⁵ Celui-ci avait d'ailleurs tenter d'influencer l'orientation de la Commission d'enquête de PC Farias en nommant lui-même celui qui en présida les sessions; Benito Gamma, membre du PFL de l'influent Antonio Carlos Magalhães et surtout, député issu du *Nordeste* brésilien tout comme le Président Collor.

³⁶ Mise sur pied essentiellement pour analyser les faits associés à P.C. Farias par Pedro Mello, cette CPI fut installé beaucoup plus par le biais des pressions de l'opinion publique que par la volonté des leaders de parti. La majorité des parlementaires et gouverneurs qui connaissaient les activités de Farias étaient contre, mais les éditoriaux avaient forcés la convocation de cette commission. Il n'était pas encore question au sein de cette commission de juger de la responsabilité du Président Collor pour « crimes de responsabilité » dans ces irrégularités, mais simplement de prouver ou réfuter les accusations faites par Pedro Mello. (Source: Nêumane, 1992: 75)

Chambre des Députés de porter la procédure d'*impeachment* au Sénat sous la condition d'un vote à majorité des $2/3$ des députés, le Sénat devant approuver l'*impeachment* du Président par le biais d'une majorité simple. Bref un procédé ardu qui, aux yeux des membres du front pro-*impeachment*, semblait impossible (à la fois mathématiquement et politiquement), le Président Collor paraissant, à cette époque, tenir avec lui l'appui d'une quantité suffisante de congressistes pour s'en tirer. Or, il ne fallait pas surestimer la force des appuis politiques du président. Il fallait avant tout considérer qu'après la conclusion de la CPI sur les agissements de P. C. Farias (des conclusions faisant la preuve de la culpabilité de Farias et émettant de forts doutes quant à l'innocence du président dans la connaissance de ces actes) le tout semblait déjà joué politiquement. Car le doute que cette *Commission Parlementaire d'Enquête* avait soulevé parmi la population brésilienne avait affecté de manière notoire la crédibilité du Président Collor. Depuis, pour une bonne partie de la population et de la classe politique, Collor ne s'entêtait qu'à cacher les faits en s'accrochant au pouvoir.

Il est aujourd'hui évident que la presse écrite a jouée à cet instant un rôle important dans l'accélération de cette dynamique. Celle-ci, se rendant compte qu'elle fut largement utilisée par le clan Collor lors de la campagne présidentielle, s'est rapidement retournée contre lui dès les premières divulgations de corruption.

Lors d'une autre allocution télévisée du président, le 13 août 1992, Collor, encore certain de l'appui du peuple, avait appelé la « majorité silencieuse » à lui démontrer son soutien en descendant dans la rue et en revêtant les couleurs du Brésil: le jaune et le vert. Cet appel au peuple n'avait pas tardé à se retourner contre lui, l'opposition, les centrales syndicales et les médias demandant plutôt au peuple de se vêtir de noir en signe de lutte et de deuil. Ainsi le samedi 15 août, la CUT lançait un mouvement de manifestations de rues à l'échelle du pays.

Les images diffusant la portée et l'importance du mouvement « *pro-impeachment* », qui n'allait pas s'arrêter avant d'avoir obtenu satisfaction, allaient désormais influencer énormément la dynamique du processus d'*impeachment*, et l'orientation des décisions politiques qui seraient prises par les élus politiques. C'est la presse écrite qui, avec sa recherche de scoop à tout prix lors de la fièvre des découvertes des scandales de corruption, a motivé la poursuite de ces manifestations de rues, essentiellement composées de jeunes saisissant l'ivresse du moment. Par cela, la classe moyenne qui lisait le déroulement des faits (depuis le mois de juillet) était constamment sous l'impression que l'*impeachment* pouvait maintenant survenir à tout moment. Ce qui venait effectivement créer un effet d'entraînement et stimuler les manifestations de rues. Alors qu'en réalité le long processus d'*impeachment*, plus particulièrement la nécessaire majorité des $\frac{2}{3}$ des voix de la Chambre des Députés requise pour l'instaurer, était loin d'être une chose acquise, du moins aux mois de juillet et août.

Alors plusieurs questions apparaissent; Comment l'idée d'un *impeachment* a-t-elle pu passer d'une option peu probable mathématiquement à une certitude pour presque tous et ce, en si peu de temps ? Après tout au mois de mai, peu avant la création de la CPI de PC, la classe politique n'apparaissait pas favorable à la création de cette « bombe » politique. Quand le tout a-t-il basculé ? Pourquoi, la classe politique qui semblait peu de temps auparavant résolue à appuyer le Président Collor devant ces accusations commençait-elle à montrer une certaine hésitation dans son appui? Les calculs démontrant en effet que sans les anciens appuis conservateurs formels au président, l'opposition n'aurait jamais eu la chance d'aller chercher les $\frac{2}{3}$ des votes requis pour enclencher le processus d'*impeachment*. Alors pourquoi ses appuis conservateurs l'ont-ils soudainement quitté ?

La réponse est la même pour toutes ces questions. Ce moment crucial où l'impossibilité de *l'impeachment* est passée à une quasi-certitude démontrait, par dessus tout, l'incapacité du Président Collor à influencer l'orientation des décisions prises au sein du consortium politico-économique, c'est-à-dire l'establishment qui contrôle le « pouvoir central » combiné à l'oligarchie (les banquiers, les entrepreneurs, etc.). Collor n'avait jamais voulu négocier son pouvoir avec cette partie importante de la classe politique, celle qui détenait également une partie importante des leviers économiques et, il en recevait maintenant le contrecoup.

Suite aux divulgations de corruption (largement médiatisées depuis les conclusions incriminantes émises par la CPI de P. C. Farias) Collor voyait s'amenuiser de plus en plus la crédibilité nécessaire pour mener une contestation des procédures visant *l'impeachment*. Les éternels « ambivalents » de la classe politique brésilienne ont par la suite changé de cap afin de contrer un président qui prônait des mesures économiques néo-libérales pouvant affecter durement les secteurs publics. Des mesures qui étaient maintenant perçues de façon négative par la population brésilienne.

Toutefois les moyens à mettre en oeuvre pour *l'impeachment* ne faisaient pas l'unanimité.³⁷ Une partie de la classe politique, celle qui avait à contrecœur porté Collor au pouvoir, était malgré tout peu encline à demander *l'impeachment* du président par peur des retombées des divulgations que ce processus entraînerait. Cette partie de la classe politique, celle autrefois la plus près du président, commençait plutôt à avoir d'autres desseins en tête:

³⁷ Les positions de certains des membres du PT demandant que la présidence revienne de droit à Lula par exemple, reflétaient une illégitimité politique. La Constitution précisant clairement que l'alternative à *l'impeachment* du président ne pouvait être que le vice-président.

« Their objective was to weaken Collor's political position in order to make him more dependent on their support, hoping in this way to increase their influence in government and to improve their access to patronage, thereby boosting their chances in future elections. » (Weyland, 1993: 4)

3.6 La méthodologie floue de la CPI de Collor

Pourquoi avons-nous assisté alors au début du mois de septembre 1992 à la mise sur pied d'une *Commission Spéciale* visant à étudier la mise en responsabilité du président ? La création d'une *Commission Spéciale* pourrait paraître comme la suite logique des conclusions émises par la CPI de P. C. Farias mais, elle passe avant tout par le dépôt d'une plainte officielle contre Collor pour « crime de responsabilité » effectuée par deux avocats, Barbosa Lima Sobrinho et Marcello Lavanère Machado (co-signataires au nom de l'Ordre des Avocats Brésilien et l'Association Brésilienne de Presse) agissant toutefois en leur nom de citoyens (une action permise par la Constitution).

La création de cette *Commission Spéciale* passe également par les pressions de la presse écrite mais aussi d'une certaine manière, par les manifestations monstres stimulées par celle-ci lors du mois d'août 1992. Ces manifestations contribuaient à augmenter la pression visant à convaincre le Congrès de prendre l'imbroglio politique en main. Une situation qui menaçait sa stabilité et sa crédibilité. Politiquement, il est clair que la création d'une *Commission Spéciale* sur les agissements du Président Collor viendrait accélérer les prises de position.

Suite à l'entrée en scène de cette *Commission Spéciale*, le 1er septembre 1992, la bataille pour l'*impeachment* du Président allait désormais se jouer au niveau juridique. Humberto Souto (PFL), le plus récent leader du gouvernement à la Chambre des Députés, déclarait aux

médias le 11 septembre qu'il y aurait fort probablement un vote pour l'*impeachment*, mais seulement après les élections municipales du 3 octobre. L'enjeu de l'*impeachment* étant trop émotif pour ne pas avoir d'impact sur les incidences de vote aux élections municipales, donc par le fait même, avait un impact important quant aux choix des députés dans la prise d'une position face à l'*impeachment*. Ibsen Pinheiro, président de la Chambre des Députés et voix « officieuse » de l'establishment, conscient de cette émotivité de l'électorat, prônait quant à lui pour un règlement rapide de la *Commission Spéciale* afin, comme disait-il: « *d'éviter une instabilité institutionnelle, une destruction des preuves ou encore la possibilité d'intimidation des témoins* ».

Toutefois, la réglementation juridique sur laquelle devait s'établir le rite de vote de la *Commission Spéciale* était floue. Outre les articles 85 et 86 de la Constitution de 1988, qui mentionnaient la possibilité d'*impeachment* du président pour « crime de responsabilité », seul une loi datant de 1950 (la loi 1079/50) énonçait, et encore de manière imprécise, les différentes étapes de cette procédure de destitution. Cette ancienne loi était floue et difficile à appliquer au sein de la nouvelle Constitution adoptée en 1988.

« La loi ne disait pas si ces deux questions (NDLR: sur la validité de la plainte et sur la nécessité d'accuser le président) devaient faire l'objet de un ou de deux votes, ne précisait pas si le vote était ou non nominal, public ou secret; et elle restait floue quant aux délais dans lesquels la commission devait se prononcer. » (Monclair, 1994: 39)

Cette loi de 1950 demeurait également floue par les diverses interprétations qu'on pouvait en faire. Elle mentionnait que le vote de la Chambre des Députés pouvait être nominal, mais le *Regimento Interno* de la Chambre des Députés optait plutôt pour un vote secret. Bien qu'à-propos du rite de vote il semble qu'aux yeux des juristes il existerait bel et

bien une hiérarchie juridique,³⁸ il appert à l'étude du *Regimento Interno* que la décision finale du vote de la Chambre des Députés appartenait au Président de la Chambre, Ibsen Pinheiro.

Les enjeux sont grands. Bien sûr la tenue d'un vote secret signifiait que, d'un côté le clan Collor pourrait peut-être se permettre d'acheter les votes des députés, mais de l'autre, un vote nominal signifiait que la classe politique devrait tenir compte de la portée de la contestation sociale sur les incidences de vote dans les élections municipales du 3 octobre. Des deux côtés les intérêts politiques en jeu étaient capitaux.

Selon un rite « informel » à la Chambre des Députés, il y eut une réunion des attachés politiques pour discuter de l'importance de cette décision. Ceux-ci se déclarèrent alors, selon la préséance du droit constitutionnel, en faveur d'un vote ostensible et nominal. Pourtant le lendemain, soit le 7 septembre, se tint une réunion fort discrète à *Lago Sul* (banlieue de Brasilia) où Nelson Jobim, député et « *Relator* » (Rapporteur) de la *Commission Spéciale*, demandait tout de même une étude sur la légalité de la question. Le Président de la Chambre, Ibsen Pinheiro, conscient de l'impact d'un vote ostensible et nominal peu avant les élections municipales, mais également désireux d'en finir au plus vite avec l'*impeachment* (afin d'éviter de ternir la crédibilité de l'establishment), conteste alors la tenue de cette étude.

Ainsi, le soir du 7 septembre, devant les pressions occasionnées par les divulgations médiatiques et les mouvements sociaux, Jobim abandonnait l'idée de tenir une étude sur la question en donnant à Pinheiro toute la latitude voulue quant au choix du rite de vote et du déroulement de la Commission.³⁹ Conséquemment, le lendemain, Ibsen

³⁸ Soit premièrement, la suprématie des lois dictées par la Constitution, puis par la loi commune, et enfin, celle dictée par le *Regimento interno* de la Chambre des Députés.

³⁹ Ces événements ont été rapportés par Mozart Vianna de Paiva, secrétaire-général de la Chambre des Députés lors d'une entrevue effectuée le 1er août 1995 à Brasilia.

Pinheiro envoyait une missive au Président Collor, lui enjoignant de présenter sa défense en cinq sessions devant les membres de la *Commission Spéciale*. Cette « réglementation » n'est pourtant inscrite nulle part. Ni dans la Constitution, ni même dans le « *Regimento Interno* » de la Chambre des Députés. Elle ne fut qu'une décision laissée à la discrétion d'Ibsen Pinheiro. Le comité des conseillers légaux de la Chambre des Députés avait pourtant présenté des alternatives à Pinheiro, soutenant qu'une défense en vingt sessions soit la procédure légale, et quinze sessions la procédure habituellement retenue. Afin de sauver du temps (dans le but évident de clore rapidement les travaux de la *Commission Spéciale* afin de procéder au vote de la « mise en responsabilité » du président avant les élections municipales du 3 octobre), Pinheiro avait rejeté ces recommandations et y allait de sa propre initiative, soit celle d'allouer au président une présentation de sa défense en cinq sessions.

Bien sûr Pinheiro savait que le clan Collor allait contester sa décision, mais il se doutait également que le *Supremo Tribunal Federal* (STF - Tribunal Fédéral Suprême), fortement influencé par l'agitation sociale et la crise qui secouaient le Congrès, allait trancher « politiquement » en sa faveur. Ainsi, dans un jugement d'éthique, le STF allouera au Président Collor le droit de présenter sa défense en dix sessions. Pourtant cette décision non plus n'est pas technique, elle est discrétionnaire, donc là aussi un choix politique.⁴⁰ De plus, il ne fallait pas oublier que le STF parlait au nom d'intérêts précis: l'OAB, les entrepreneurs et une partie de l'establishment politique devenu soudainement plus respecté des citoyens après les dénonciations du président pour corruption. Le président ne possédait maintenant que peu de temps pour préparer sa défense, et seulement 10 sessions pour présenter celle-ci devant la *Commission*

⁴⁰ En coulisses on la surnomma d'ailleurs la « *Lei do Ibsen*' » (loi de Ibsen)

Spéciale. Ainsi, par ces décisions douteuses, la *Commission Spéciale* sur les agissements du président avait agi en tribunal plutôt que de simplement mener l'enquête tel que demandé.

« Les pouvoirs conférés par la Constitution aux Commissions Parlementaires d'Enquête, propres aux autorités judiciaires, sont seulement ceux d'enquêter, non ceux de juger. » (tiré du texte d'introduction de la CPI de P. C. Farias.) (Traduction libre)

Quant au rite du vote, on s'est aperçu que là aussi il n'existait aucun précédent, que c'était au président de la Chambre des Députés à décider des procédures. Or, il est important de se rappeler ici qu'Ibsen Pinheiro était un représentant de l'establishment, un clan politique aux intérêts forts divergents de ceux du Président Collor. Devant les discussions, quant à l'applicabilité et la transposition de cette loi au sein de la nouvelle Constitution, il est clair que Pinheiro avait tranché en faveur des intérêts de l'establishment.

Ibsen Pinheiro, qui détenait les clés de la décision, semblait jauger l'impact juridique de celle-ci, mais selon des sources proches il déclarait deux semaines avant l'annonce officielle de celle-ci: « *ma décision est prise, je sais déjà ce que je ferais, mais personne ne le saura avant la fin.* »⁴¹ Bref, son idée était déjà faite peut importe la décision rendue par l'appareil juridique.

« L'actuelle Constitution brésilienne a adopté comme règle générale le principe d'un vote ostensible et nominal. Dans certains cas, la constituante pourrait juger plus approprié l'utilisation d'un vote secret, soit expressément à titre d'exception. » (Lettre de Ibsen Pinheiro à Sydney Sanches, président du STF, tiré de Ofício SGM/P n°1388 da Mesa da Câmara dos Deputados, 11-09-92) (Traduction libre)

⁴¹ Selon des propos rapportés par le secrétaire-général de la Chambre des Députés, Mozart Vianna de Paiva, lors d'une entrevue accordée à Brasilia le 1er août 1995

L'impeachment du Président Collor ne justifiait pas, selon Pinheiro, l'exception de la situation, celui-ci prôna un vote ostensible et nominal des députés, avec retransmission télévisée, et ce, à quelques jours seulement des élections municipales du 3 octobre 1992. La classe politique était très consciente des conséquences de cette décision.⁴² Tous savaient maintenant que la décision du rite de vote à la Chambre des Députés revêtirait une importance cruciale sur la suite des événements.

« Aussi, dans un pays où l'indiscipline des élus est la règle et où nombre de parlementaires ont l'habitude de vendre leur voix au plus offrant, chaque camp souhaitait voir tourner à son avantage la querelle sur l'interprétation relative de ces questions de procédure. » (Monclair, 1994: 40)

Les difficultés d'éclaircir la base juridique des procédures de vote ont été soutenues par un des membres du comité des conseillers légaux de la Chambre des Députés, qui déclara devant cet imbroglio; « *We had to make a law along the way* ». ⁴³

⁴² Lors d'une entrevue effectuée le 2 août 1995 à Brasilia avec José Paulo Bisol, sénateur lors de l'impeachment mais aujourd'hui retiré de la vie politique, celui-ci déclarait qu'Ibsen Pinheiro avait été très habile dans ses manoeuvres afin de faire passer les intérêts de son camp politique (l'establishment) pour le choix de la Chambre des Députés et du peuple brésilien. Selon Bisol, la Chambre des Députés et le STF ont joué « la ligne Pinheiro » à fond. Car, toujours selon Bisol, la Constitution demandait que l'accréditation d'enclencher le processus d'*impeachment* se fasse au Sénat plutôt qu'à la Chambre des Députés. Voilà pourquoi, selon lui, l'orientation des décisions s'est effectuée dans l'ordre des intérêts du camp politique qui était contre le Président Collor plutôt que dans l'orientation des procédures juridiques dictées par la Constitution.

⁴³ Propos recueillis auprès de Fernando Saboia, conseiller légal au secrétaire-général de la Chambre des Députés, lors d'une entrevue accordée le 22 juillet 1995.

À la lumière de ces faits il nous serait maintenant possible d'émettre des conclusions quant aux multiples applications discrétionnaires de la loi 1079/50 effectuées par les représentants des intérêts de l'establishment. Le tout dépendant du côté de la décision où l'on situe ses intérêts politiques bien sûr.

Le Président de la Chambre des Députés, Ibsen Pinheiro, a sciemment ignoré certaines des demandes juridiques pouvant nuire à la vitesse de croisière du processus d'*impeachment*. Pourtant, en tant que Président de la Chambre, celui-ci se devait d'examiner tous les faits juridiques qui lui furent soumis. Or, à cause de son désir d'en finir le plus rapidement possible avec la procédure d'*impeachment*, Pinheiro n'avait pas voulu orienter le débat vers une lutte juridique entre le clan Collor et les membres de la *Commission Spéciale*. C'est à cet instant que le processus d'*impeachment* prit une orientation politique.

Les deux dernières semaines de septembre 1992 ont été occupées par une bataille juridique d'importance capitale, car il s'agissait de déterminer le mode d'organisation du débat et du scrutin qui entourerait la Chambre des Députés. Sous Ibsen Pinheiro, la Chambre est décidée à en finir au plus vite. Celui-ci avait de son propre chef demandé un vote ostensible et nominal, c'était en quelque sorte la guillotine. Décontenancé par la tournure des événements, le clan Collor ne présenta qu'une défense technique et juridique à des accusations qui avaient maintenant développé une forte saveur politique. En fait le STF, alimenté par les pressions sociales et celles du Congrès, s'était transformé en tribunal politique, n'allouant à l'accusé Collor qu'une défense incomplète, amenant par cela des conséquences politiques importantes. Comme si le STF avait voulu faire exemple du procès Collor.

Devant les pressions médiatiques, mais surtout à la vue des manifestations de rue que les médias stimulaient, les acteurs principaux de l'*impeachment* (Chambre des Députés, CPI, STF, etc.) eurent tôt fait de

constater qu'ils ne pouvaient guère donner raison au camp du président (quant aux éclaircissements juridiques demandés) et aller ainsi à l'encontre des désirs de justice et de moralisation du peuple brésilien. Ces décisions juridiques achèveront de faire basculer la partie du côté politique.

Ainsi, nous pourrions avancer que la pression venue des manifestations et des médias avait contribué largement à pousser l'échéancier juridique dans le giron des applications politiques des lois. En fait, les décideurs de l'*impeachment* avaient donné des interprétations juridiques fortement teintées de leur appréciation personnelle de la situation, mais également fort soucieuses des appréhensions sociales. Le peuple paraissait donc avoir enfin obtenu la condamnation des gestes posés par le président, par le biais des discours moralisateurs de la classe politique, et la classe politique paraissait avoir obtenu la condamnation du Président, soit l'exclusion d'un acteur défavorable à ses intérêts, par le biais des manifestations de rue.

Le processus juridique, poussé par la demande d'une résolution rapide via les médias et les manifestations monstres, avait amené des décisions prônant pour une solution rapide.

«Si, par exemple, la cour Suprême déterminait le rejet du processus, l'annulation des procédures délibérées par la Chambre, décidées par son Président, le Député Ibsen Pinheiro, ou si simplement elle retardait de forme irréparable le cheminement de ces procédures, ces faits auraient certainement un impact immense sur le peuple brésilien, créant la fausse impression, je l'espère, d'une permanence d'immunité dans notre pays. »

(Tiré du discours présenté par le sénateur Antonio Mariz, lors de la session de la Commission Spéciale du 17 septembre 1992, Mariz, 1994: 11) (Traduction libre)

Alors que presque tous quittent le clan du Président Collor afin de rehausser leur crédibilité devant la proximité des élections municipales, certains députés, conscients des enjeux politiques à long terme (ou tout simplement désireux de tirer du profit politique si jamais Collor s'en sortait), décidaient tout de même de continuer à appuyer le président.⁴⁴ Pour certains de ces politiciens, malgré l'évidence des accusations de corruption (des faits que ne contestent aucunement la plupart des acteurs politiques aujourd'hui), l'enjeu de la lutte juridique qui se dessinait au Congrès ne devait être subjugué aux applications discrétionnaires profitables aux intérêts politiques de certains acteurs. Cette partie de la classe politique visait ainsi à dénoncer les inférences politiques dans les normes juridiques.

3.7 Impact de la décision de la "Câmara": doit-on, ou non, se dissocier du Président?

Depuis la mi-septembre tous savaient que la décision d'un vote nominal ou secret à la Chambre des Députés (et l'implication politique que cette décision soulevait) ne relevait plus que du seul pouvoir « discrétionnaire » alloué au Président de la Chambre, Ibsen Pinheiro.

⁴⁴ Des politiciens regroupés sous le vocable « troupe de choc » menés par le député et avocat Roberto Jefferson sont demeurés avec Collor jusqu'à la fin du processus d'impeachment afin, selon Jefferson (entrevue effectuée le 28 août 1995 à Rio) de contrer les dangers qu'aurait l'impeachment sur la démocratie à long terme. D'autres, tel que Leonel Brizola, ont simplement "collé" à Collor le plus longtemps possible afin d'éviter de se rallier à l'establishment, mais aussi fort probablement dans le but de tirer du profit politique si jamais Collor s'en sortait.

Tous les observateurs politiques savaient bien qu'un vote secret, ou encore tenu après les élections municipales du 3 octobre 1992, aurait pu représenter un échappatoire pour le président tandis qu'un vote nominal, quelque jours seulement avant les élections et en pleine télévision de surcroît, signifiait automatiquement la mise en place du processus d'*impeachment*. La lutte pour l'*impeachment* s'était déroulée dans ce flou juridique entourant les procédures du vote, en ajout de la lutte médiatique qui s'était déroulée dans les rues. Ainsi, la lutte pour l'*impeachment* se déplaçait vers les deux points où le Président Collor ne détenait que peu de possibilités de contrôle ou d'influences; le Tribunal Fédéral Suprême et l'opinion publique.

Le 24 septembre, par 32 voix contre 1 (un député du PFL, ses collègues et les députés du PRN ayant préféré ne pas participer au vote) et une abstention, la *Commission Spéciale* recommande à la Chambre des Députés de procéder au vote quant à la mise en accusation du Président Collor pour « crimes de responsabilité ». Finalement, ce vote ostensible et nominal (et télévisé) de la Chambre des Députés fut fixé par Ibsen Pinheiro pour le 29 septembre, soit à peine quatre jours avant les élections municipales.

Tout comme le déroulement du processus d'*impeachment* au Sénat le démontrera plus tard, les attentes d'un vote de la Chambre des Députés en faveur de la destitution du Président Collor étaient fortement présentes au sein du peuple brésilien. Un résultat négatif d'enclencher le processus d'*impeachment* à la suite des mouvements médiatiques et sociaux qui avaient suivi la conclusion de la CPI sur les agissements de P.C. Farias, aurait eu un effet désastreux pour la crédibilité de la classe politique brésilienne. Les sondages démontrant clairement la formation d'un consensus quant à la volonté du peuple d'en finir avec la saga Collor et à le voir retiré du poste de Président de la République.

Le clan de l'opposition au Président, pour laquelle les intentions de vote aux candidats ne cessaient de grimper dans les sondages, ne relâcha pas ses attaques, venant ainsi forcer la main aux nombreux députés indécis et ambivalents. La question du vote devait dorénavant être résolue par tous, par ceux qui voulaient défendre Collor même s'ils ne croyaient pas en ses arguments, et par ses adversaires de l'opposition.

Cette opposition, qui ne semblait que peu de temps auparavant aucunement préoccupée par les événements des élections municipales, commençait maintenant à comprendre que le résultat du vote de l'*impeachment* et celui des élections municipales avaient entre eux un lien très important. Les députés commençaient à se rendre compte de l'importance qu'avait ces événements politiques dans les incidences de vote de la campagne électorale. Et que les députés croient ou ne croient pas aux sondages électoraux, tous étaient pris dans un jeu que l'opinion publique avait passablement transformé.

Il était désormais clair que la population avait attendu beaucoup du rapport de la *Commission Spéciale* sur la responsabilité du Président Collor, et qu'elle attendait encore plus maintenant du vote de la Chambre des Députés visant à autoriser la mise sur pied du processus d'*impeachment*. Nul ne voulait décevoir les médias et la population qui concluaient déjà à l'*impeachment*.

« En ce mois de septembre, pour les politiciens comme pour chaque habitant, il devient de plus en plus coûteux d'afficher son soutien à F. Collor : ne pas réclamer le départ du chef de l'État, c'est s'isoler des 70% de Brésiliens qui, sondés, répondent vouloir l'*impeachment* ; c'est aller à l'encontre de «l'opinion conforme». » (Monclaire, 1994: 44)

La conjoncture du vote d'*impeachment* et des élections municipales fut décisive, conditionnant le comportement des députés.⁴⁵ Pour plusieurs députés, la question du vote impliquait maintenant celle d'une survie en politique active. De fait, soumis à la pression des électeurs, au sein même d'un type de campagne électorale (municipale) qui rapproche particulièrement le candidat de ses électeurs, les députés tendirent dès lors vers le camp de l'opposition, un camp plus près des attentes sociales et médiatiques. Il faut rappeler ici que les partis politiques brésiliens possèdent des organisations qui demeurent conséquentes et interdépendante du niveau municipal au niveau national. Donc, il est clair que la performance d'un parti politique lors des élections municipales peut se répercuter sur les résultats de l'organisation nationale lors des élections législatives, et vice-versa. Ainsi, pour les députés et les sénateurs, les intentions de vote de l'électorat pour les élections municipales d'octobre 1992 revêtaient une importance primordiale à l'approche des élections législatives, mais surtout présidentielles, de 1994.

Beaucoup de politiciens ont modifié leur décision à la dernière minute. Il est à noter que le Parti Démocratique Travailleiste (PDT) de Leonel Brizola (populiste avoué et troisième aux résultats de l'élection présidentielle de 1989) a pourtant continué jusqu'à une certaine mesure à appuyer le Président Collor. Il était pourtant impossible de croire que Brizola, fin politicien, n'ait pas senti le vent tourner. À ce sujet, Leonel Brizola avait confié à José Monteiro, éditeur politique pour le réseau Globo, qu'il continuerait à appuyer Collor jusqu'au bout parce que l'establishment voulait la tête de Collor et, qu'il savait que le Président Collor était le seul acteur politique assez puissant pour contrer la

⁴⁵ Pour le journaliste politique Gilbert Dimenstein du quotidien *Folha de São Paulo*, les manifestations des étudiants ont énormément impressionné les membres du Congrès. Elles ont fait des remous dans la certitude politique des élus qui craignaient que l'indignation sociale ne se répercute sur les candidats du gouvernement aux prochaines élections municipales

mainmise de l'establishment sur le pouvoir politique et économique brésilien.

Collor se retrouvait maintenant dans une lutte face aux Roberto Marinho, Marco Maciel et Antonio Carlos Magalhães,⁴⁶ ses anciens appuis, des personnages publics et politiques fort influents et, ayant une réputation de participation à des pratiques corrompues autant, sinon plus importantes que les siennes.

Brizola déclarait à cette époque qu'il ne pouvait deviner ce qui était bon pour le peuple brésilien mais il était au moins sûr d'une chose, que l'impeachment (et ses retombées) ne le serait pas. Dans le tourbillon créé par les manifestations des mois d'août et septembre, Brizola tenta de bloquer les forces politiques poussant pour l'*impeachment* puis, à la dernière minute, sauva lui aussi sa peau devant la force du mouvement de contestation. Les manifestations avaient provoqué un mouvement de panique au sein des milieux gouvernementaux. Il touchait bien sûr le clan du président, mais aussi la plupart des récents convertis et nouveaux adversaires du président qui s'étaient affirmés tardivement devant la contestation sociale. Ceux-là risquaient bien de ne pas passer la barre à temps pour rejoindre le camp de l'opposition.⁴⁷

⁴⁶ Il est clair que Collor avait été élu grâce au soutien de ces trois acteurs influents: Marinho et la puissance de son réseau médiatique, Maciel et ses nombreux contacts au sein de l'establishment (il est aujourd'hui vice-président sous Cardoso) et Magalhães, un homme politique de droite très influent et respecté dans tous le nord-est du pays.

⁴⁷ Le processus d'*impeachment*, en même temps qu'il fut conditionné par les élections municipales, a eu un impact direct sur celles-ci. D'ailleurs les partis qui se sont maintenus dans une position anti-Collor depuis le tout début furent les grands gagnants des élections municipales de 1992. Le PMDB et le PSDB recouvraient leur crédibilité, le PT de Lula demeurait égal, et les PFL, PTB, PDT et PDS (les partis qui ont appuyé Collor le plus longtemps possible) essayaient des pertes.

« L'analyse est difficile car il y a finalement à droite deux types de retraites: celles, précipitées, des hommes qui paniquent parce qu'ils pressentent que le mouvement des masses va balayer aux municipales les partisans de Collor ou les trop récents convertis, et d'autre part celles, plus concertées et mieux ordonnées, des partisans de l'ordre qui ont compris que Collor était un mauvais cheval et ont pris, dans l'ordre et sans précipitation, les mesures nécessaires. » (Broué, 1993: 98)

De fait, les inquiétudes ne provenaient non plus des possibilités de destituer le président mais plutôt de l'incertitude que ce processus soulèverait par la suite. Voilà peut-être où se trouveraient les raisons des tractations et des rapprochements effectués très tôt dans l'échéancier du processus d'*impeachment* vers la seule alternative jugée possible constitutionnellement : remettre la présidence au vice-président Itamar Franco. De toute façon, pour la procédure d'*impeachment* l'impact du vote de la Chambre des Députés demeurerait le même, le président avait été abandonné. Dès lors, il apparut paralysé et incapable de la moindre défense.

Le 29 septembre, dans un vote largement médiatisé et, par un résultat de 441 voix « pour » et 43 « contre » (et 15 abstentions), la Chambre des Députés décidait de transporter le processus d'*impeachment* au Sénat. Conformément à la Constitution, Collor est suspendu pour la durée de ce procès (une durée maximale de 180 jours), l'intérim revenait au vice-président Itamar Franco. Ainsi malgré les décisions juridiquement floues démontrées lors de la *Commission Spéciale* mise sur pied par la Chambre des Députés, la loi n°1388 du 30 septembre 1992 autorisait le Sénat Fédéral à instaurer un procès contre le Président Collor pour « crimes de responsabilité ».

En fait malgré les appréhensions des députés quant à l'impact d'un vote nominal et télédiffusé, la déroute du président avait largement dépassé les prévisions les plus optimistes du front pro-*impeachment* .

Pourquoi? Parce que malgré les tentatives du Président Collor « d'acheter» la sympathie des députés, peu de députés anxieux de le sauver (et montrer ainsi de la reconnaissance à leur bienfaiteur) s'étaient risqués à appuyer celui-ci au cours d'un vote public et télévisé. Un vote secret eut été une toute autre affaire, mais l'appui des députés à Collor au cours d'un vote nominal aurait signifié, ni plus, ni moins, que le sacrifice de leur poste politique par le biais d'un rejet de la part des électeurs lors de futures élections.

Lors de la remise de la *Commission Spéciale*, le Président de la Chambre, Ibsen Pinheiro, fit un discours laissant deviner les implications politiques du processus qui venait de se clore. Pinheiro laissa entendre que le peuple avait finalement obtenu ce qu'il avait désiré, semblant soutenir par cette déclaration que le processus n'avait pas été tout à fait neutre « éthiquement » et, que l'un des objectifs recherchés par le biais des décisions émises par la Chambre des Députés avait été de satisfaire la demande de la population, soit la destitution de Collor. L'impact médiatique et social de la *Commission Spéciale* avait donné une très grande implication politique au processus juridique. Selon le *regimento interno* de la Chambre des Députés, le président de celle-ci n'a pas le droit de vote. Pourtant en coulisses à l'heure du vote, Ibsen Pinheiro, qui se doit pourtant de demeurer neutre, manifeste publiquement son regret de ne pouvoir voter! Les conseillers légaux de la Chambre des Députés rencontrés jugèrent alors que ces agissements et ces paroles avaient démontré que l'orientation juridique du processus avait été décidé à l'avance pour le compte d'intérêts politiques, et qu'ainsi tout le processus

de la *Commission Spéciale* n'avait été qu'une simple formalité. Pinheiro avait ainsi réussi à sauver sa crédibilité et celle de son camp politique.⁴⁸

La *Commission Spéciale* se verra conclure sans avoir permis d'épuiser pleinement toutes les facettes juridiques normalement requises pour les travaux d'une *Commission Parlementaire d'Enquête*. Des preuves sont disparues, des politiciens ont plaidé sans droit, des applications discrétionnaires et politiques des lois furent effectuées. Pourquoi? Tout simplement pour accélérer les procédures de *l'impeachment*, l'alternative représentée par Itamar Franco prenant déjà forme depuis un bon bout de temps auprès de la classe politique.⁴⁹

Aussi parce que la classe politique se rendait compte qu'au moment où le peuple brésilien s'était mis à considérer favorablement *l'impeachment* de son président, il n'existerait plus aucun moyen de contrer ses attentes. À moins bien sûr de prendre un risque politique, ce que la grande majorité de la classe politique ne pouvait se résoudre à faire, du moins pas pour Collor de Mello.

3.8 Le consensus imprévu

Selon Jaerson Lucas, sociologue à l'IBASE (Institut Brésilien d'Analyses Socio-Économiques),⁵⁰ les observateurs de cette situation politique n'auraient jamais pu imaginer qu'un consensus social aussi important puisse demander *l'impeachment*. Mais ce consensus était

⁴⁸ Le fait que la Commission Spéciale Collor impliqua personnellement quelques uns des plus importants entrepreneurs, mais qu'aucune accusation formelle n'ait par la suite été portée, semble d'ailleurs le démontrer.

⁴⁹ En fait depuis les divulgations de plus en plus nombreuses de scandales touchant le cabinet Collor, soit depuis mars 1992. Ce rapprochement vers Itamar Franco allait en s'accéléralant avec la perte rapide de la crédibilité du Président Collor.

⁵⁰ Entrevue accordée le 25 août 1995 à l'IBASE, Rio de Janeiro.

pourtant devenu si important socialement, que peu d'acteurs politiques s'imaginèrent pouvoir résister au processus menant vers *l'impeachment* du président, sans risquer en retour leur propre perte.

Pour la première fois, suite à l'accroissement du sentiment démocratique développé par les manifestations de rues, une proportion de plus en plus grande de brésiliens comprenaient la signification de « droits démocratiques », et non plus seulement la classe sociale instruite lisant la presse écrite. La population brésilienne, via les médias, avait perçu le pouvoir de son vote et la force de ses contestations. La classe politique avait elle aussi perçu la puissance de ces manifestations de rues. Pour cette classe politique, la convergence des intérêts menant vers *l'impeachment* signifiait maintenant l'intérêt d'une survie politique.

La soudaine et inattendue présence d'une convergence des intérêts s'expliquait aussi par l'espérance pour les acteurs d'un partage du pouvoir politique leur convenant mieux. La réunion d'anciens appuis au Président Collor et de l'opposition démontrait une vision consensuelle marquée par l'espérance de tous les côtés, d'une part du nouveau gâteau qui allait être bientôt partagé. Ainsi, les leaders de trois des principaux partis de l'opposition - Lula (PT), Tasso Jereissati (PSDB) et Orestes Quércia (PMDB) - qui avaient normalement peu de choses en commun, s'étaient mis d'accord dès la mi-septembre afin de demander *l'impeachment* du Président Collor. Ce consensus, pourtant basé sur des intérêts fort divergents, allait accélérer le processus visant à se débarrasser de cette importante tête politique. Dès lors, *l'impeachment* sembla avoir une dynamique interne.

Selon l'avis de personnages parmi les plus influents de la politique brésilienne (notamment le leader du PFL, Antonio Carlos Magalhães, et le député fort respecté et candidat du PMDB aux présidentielles de '89, Ulysses Guimarães), le président était déjà politiquement perdu parce qu'il était perçu comme tel par l'opinion publique. La création d'une

alternative formelle pour le remplacer (la seule possible étant de remettre la présidence au vice-président Itamar Franco) s'est alors rapidement construite.

« Nombre d'hommes politiques qui s'étaient jusque là battus contre l'impeachment réalisent qu'il est de loin le moindre mal et que le plus tôt sera le mieux. Et il faut gouverner en préparant l'après-Collor. » (Broué, 1993: 94)

La classe politique qui menait le processus d'*impeachment* a donc tenté de forcer rapidement l'acceptation de celui-ci, selon les conditions qui la favorisaient le plus. Tout ça parce que Itamar Franco promettait à tous un poste au sein de son prochain gouvernement. Un gouvernement que Franco promettait « politique », contrairement aux Cabinets « technocratiques » mis sur pied par Collor.

Les impacts médiatiques amenaient la *Rede Globo*, celle-là même qui avait poussé la candidature de Collor lors des élections présidentielles, à participer, quoique tardivement, à la couverture des faits et à la formation du consensus autour du vice-président Itamar Franco.⁵¹

Comme la Constitution brésilienne ne permet pas de reprendre les élections présidentielles s'il y a plus de la moitié du mandat présidentiel d'écoulé, certains ont jugé que désormais il fallait mieux laisser tomber le Président Collor par le biais de l'*impeachment* et attendre, tout en se repositionnant stratégiquement, les prochaines élections présidentielles de 1994. Remettant ainsi de fait, et contre leur gré faut-il le préciser, la présidence à Itamar Franco.

⁵¹ L'impact de cette décision était notoire politiquement. Le patron de la Rede Globo, Roberto Marinho, dînait encore avec le Président Collor en juillet, mais dînait maintenant en compagnie d'Itamar Franco et de José Sarney ainsi que les représentants de l'establishment traditionnel.

Chapitre 4.

La construction de l'alternative représentée par le vice-président Itamar Franco

Aux yeux des membres du Congrès, la résistance entêtée du Président Collor avait chaque jour aggravé un peu plus la « gouvernabilité » du Brésil et commandait la recherche d'une solution rapide, voire une transition.

Après les conclusions dramatiques apportées par la *Commission Parlementaire d'Enquête* sur les agissements de P. C. Farias, puis celles de la *Commission Spéciale* du Président Collor, le seul dénouement possible à la situation chaotique dans laquelle le Congrès s'était retrouvé paraissait être *l'impeachment* du Président. Mais qui pourrait lui succéder? L'establishment n'étant pas du tout enthousiaste à l'idée de voir le vice-président Itamar Franco accéder à la présidence, celui-ci étant largement reconnu pour ses comportements imprévisibles.

Ce que la classe politique voulait était une nouvelle élection présidentielle. Mais d'un côté, la Constitution brésilienne ne permet pas le déroulement d'un tel scénario (plus de la moitié du mandat étant écoulée) et de l'autre, le respect des militaires envers la Constitution signifiait clairement que l'establishment ne pourrait se permettre de profiter de *l'impeachment* du président pour rejeter également le vice-président. Conséquemment l'establishment ne pouvait plus recourir qu'à la solution dictée par la Constitution.⁵²

⁵² En fait, ce respect de la Constitution et la sympathie des militaires pour Franco avait peut-être été le facteur décisif empêchant la classe politique de rejeter le Vice-Président Franco dans le tourbillon des incertitudes créées par le processus d'impeachment du Président Collor.

« Dès lors, la droite conservatrice allait essayer d'utiliser à son propre profit l'affaiblissement de Collor afin de mettre sur pied un remplacement autant que possible prévisible et le mieux contrôlé possible. » (Broué, 1993: 99)

En fait, même si la remise de la présidence à Itamar Franco n'était aucunement l'alternative souhaitée par l'establishment politique, elle représentait tout de même l'occasion pour la classe politique de démontrer au peuple brésilien son respect pour les institutions démocratiques. Par cela, Itamar Franco prenait chaque jour une importance croissante qui ne manquait pas d'attirer autour de lui les intérêts politiques les plus divergents.

Dès l'installation de la CPI sur les agissements de P. C. Farias, soit depuis la fin du mois de mai, avaient commencé entretiens, tractations et marchandages de toutes sortes entre les groupes du front pro-impéachment (principalement l'establishment) et le vice-président Franco, jusque-là fort discret. Bien que celui-ci ne fut nommé qu'officiellement président substitut le 1er octobre 1992 (soit au lendemain du vote de la Chambre des Députés), les tractations en vue de l'implantation d'un nouveau gouvernement sous sa présidence, furent mises en place bien avant. En fait, les démarches auprès du vice-président Itamar Franco, en tant qu'unique alternative à la destitution du Président Collor, se multipliait depuis le mois de mars 1992. Les élus et les élites ne faisant que soupeser depuis cette période, les avantages et les désagréments que pourrait soulever la présence d'Itamar Franco au poste de président.⁵³

⁵³ Ainsi, dès la fin mai, soit pendant le déroulement même de la CPI sur les agissements de PC Farias, Itamar Franco conscient de la force de sa position constitutionnelle et conscient également de l'« encadrement politique » qu'on lui préparait, déclarait à qui voulait bien l'entendre que seul un improbable coup d'État pourrait l'empêcher de se substituer au Président Collor. Il témoignait ainsi de sa prochaine arrivée à la présidence par le biais de ce qui s'avérait déjà en coulisses, une lutte pour le contrôle du pouvoir entre l'establishment et Collor.

En fait dès le 1er octobre, soit au lendemain de la décision de la Chambre des Députés de porter le processus d'*impeachment* devant le Sénat et, avant tout jugement officiel effectué par celui-ci, Itamar Franco prenait « officieusement » les commandes de la présidence. On l'entourait par un gouvernement de transition formé de ceux qu'on surnomma « le trio de la gouvernabilité »: Célio Borja, Jorge Bornhausen et Marcílio Marques Moreira, des membres influents du dernier cabinet de l'ex-Président Collor. Ayant pris la décision de demeurer au gouvernement tout en prenant leur distance avec le Président Collor, ce sont eux qui s'étaient agités, par le biais de tractations diverses, afin d'assurer la transition de Collor à Itamar Franco. Le gouvernement de transition réuni autour de ces trois hommes permit à certains (entre autres Antonio Carlos Magalhães) d'entrer dans la danse des négociations visant le remaniement du pouvoir au sein d'un nouveau gouvernement officiel sous Itamar Franco. Un nouveau gouvernement qui ne pourrait bien sûr prendre place qu'après l'impeachment du Président Collor par le Sénat.

Antonio Carlos Magalhães, le seul appui du Président Collor encore influent au Congrès avait ainsi modifié son appui; au début du mois de septembre, il s'était lui aussi résigné à l'*impeachment* de Collor et avait accordé la liberté de vote aux membres de son parti, le PFL. Par ce geste, Antonio Carlos Magalhães s'était mis lui aussi à tenter d'accélérer le processus d'*impeachment* (par des négociations secrètes bien sûr) afin d'orienter en sa faveur le remaniement du pouvoir qui s'effectuerait bientôt au sein du gouvernement du nouveau Président Franco. Car il voyait bien que la présence de Franco à la présidence s'avérait un fait de plus en plus inévitable.⁵⁴ Il sembla alors se rallier au processus

⁵⁴ Une chose pourtant inimaginable à ses yeux dans les déclarations qu'il faisait à la presse écrite au début du mois de septembre. (voir *Folha de Sao Paulo*, édition du 5 septembre 1992)

d'*impeachment* et à la présence de Franco au poste de Président, en espérant lui aussi pouvoir en retirer sa juste part.

C'était pourtant Magalhães et Roberto Marinho qui avaient mené en coulisses une campagne intensive afin d'éviter de donner la présidence à Itamar Franco, même si celui-ci demeurerait effectivement la seule alternative au plan constitutionnel. Mais devant les pressions sociales et médiatiques et, devant l'urgence de sceller rapidement cette crise politique, ces deux acteurs (parmi les plus influents du processus d'*impeachment*) se sont retrouvés dans l' « obligation » de remettre la présidence à Itamar Franco. Alors que nous pourrions certainement avancer qu'ils auraient préféré, et de loin, maintenir un contrôle sur Collor jusqu'à la fin de son mandat, tout en se repositionnant favorablement en vue des élections présidentielles de 1994.

Alors l'establishment a plié, les médias se sont installés comme metteurs en scène et les militaires ont assuré que le tout soit fait dans le respect des traditions constitutionnelles. Ainsi, de manière ironique, l'arrogance de la présidence sous Fernando Collor trouverait sa suite dans un encadrement plus serré du nouveau président. Car encore plus que Collor, le nouveau Président Franco était en panne d'un support politique organisé. Franco était dépendant du support de ses appuis politiques, incapable d'être sélectif dans le choix de ceux-ci.⁵⁵ Ainsi, l'establishment pouvait tout simplement forcer la main à Franco afin d'adopter un gouvernement et un type de fonctionnement ralliant le plus possible ses exigences. Un comportement que l'ex-Président Collor n'avait pu se résoudre à adopter.

En fait, le gouvernement de transition d'Itamar Franco n'était qu'un gouvernement de coalition amené par un travail conjoint du PSDB

⁵⁵ Franco a ainsi été forcé d'établir des liens avec les membres des partis les plus présents au Congrès, et également les plus identifiés aux pratiques clientélistes et électoralistes; le PFL, le PMDB et le PSDB

et du PFL. Cette coalition politique (toujours en poste) était la coalition que Collor n'avait pas réussi à mettre en place sous sa présidence. La formation du gouvernement de Franco avait visé à calmer tout le monde, dont les attentes sociales et celles du Congrès, dans l'attente des prochaines élections présidentielles.

Le PMDB chercha lui aussi à faire sien *l'impeachment* en s'appropriant les résultats de celui-ci. Ses leaders, Orestes Quercia et Luiz Carlos Fleury Filho, manoeuvrèrent vers cette position qui, la condamnation morale de Collor acquise, avait cherché à empêcher l'approfondissement de l'enquête et la divulgation de faits pouvant entraîner la descente aux enfers d'une plus grande partie de la classe politique.⁵⁶

Plusieurs observateurs, dont Gilbert Dimenstein du quotidien *Folha de São Paulo* , considéraient l'alternative apportée par la présidence d'Itamar Franco comme un moindre mal en comparaison de ce qu'avait représenté la crise de gouvernabilité engendrée par le processus d'impeachment du Président Collor. Mais ils ne cachaient toutefois pas la déception de la société civile devant les conclusions apportées par la mise en place de ce nouveau gouvernement marqué par une « *médiocrité visible* ». Dimenstein soutenait par cela le fait que, malgré les espérances soulevées, la société brésilienne était appelée une fois de plus à s'accommoder de la réalité politique en place.⁵⁷

⁵⁶ Le PMDB cherchait ainsi à faire obstacle à la généralisation du phénomène de la CPI qui risquait de faire apparaître l'étendue de la corruption entre le monde des affaires et ses contacts politiques.

⁵⁷ Voir à ce sujet les éditoriaux de Dimenstein dans les éditions de *Folha de São Paulo* de la première semaine d'octobre 1992.

4.1 Les aléas d'une solution constitutionnelle ou, la création d'un Président

Au commencement de la campagne électorale en vue des élections présidentielles de 1989 et, à la surprise générale, Itamar Franco avait décliné les offres de candidat à la vice-présidence de Leonel Brizola du PDT (un des candidats les plus en vue) afin de se rallier à Fernando Collor qui voulait ainsi donner un peu de crédibilité à son nouveau parti, le PRN.⁵⁸ À peine élu cependant, le Président Collor l'écarte rapidement et ne le consulte que rarement, pour ne pas dire pratiquement jamais, car les positions politiques (et surtout économiques) de ces deux rescapés de la politique brésilienne étaient diamétralement opposées, un fait largement connu.⁵⁹

Au début du mois de septembre 1992, soit au moment où l'*impeachment* passa du « simplement envisagé » (des mois de juin et juillet) à une forte possibilité et, au moment où son accession à la présidence devient plus que probable, Itamar Franco prenait tous les jours un peu plus d'importance aux yeux de l'électorat brésilien.⁶⁰ Pourtant certains doutes manifestés par la classe politique brésilienne envers le

⁵⁸ Collor avait choisi Itamar Franco comme vice-président pour trois raisons: premièrement, Franco, entré en politique sous Vargas en 1954, était un politicien de longue date, conservateur et nationaliste, issu de l'État de Minas Gerais, le second État en terme d'électorat, deuxièmement, Franco avait mené la CPI tentant de destituer le Président Sarney pour corruption, marquant en cela les objectifs électoraux anti-corruption de Collor et, troisièmement, à cause de la nature « effacée » de Franco, Collor ne risquait pas de se voir destituer par un « coup » politique venu de la part de son vice-président.

⁵⁹ D'ailleurs pendant la crise de l'*impeachment* , Itamar Franco n'est même plus membre du PRN de Collor dont il a démissionné en mai 92.

⁶⁰ Pourtant il semblerait que la reconnaissance publique de l'importance d'Itamar Franco tirait passablement de retard sur la reconnaissance de cette importance par les membres de la classe politique. En effet, dès la fin juin les tractations en vue d'un accord de l'opposition quant à l'encadrement du vice-président Franco s'étaient faites beaucoup plus présentes (Voir Broué: 1993)

comportement politique d'Itamar Franco maintenaient toujours Collor au pouvoir. José Serra, le leader du PSDB à la Chambre des Députés, apparut alors avec une proposition originale pour résoudre la crise de crédibilité de Franco au Congrès: la présence du vice-président Itamar Franco au devant d'un gouvernement dit d' « union nationale ».

Par ce geste, la classe politique tentait de renflouer sa propre crédibilité et calmer les incertitudes créées par le processus d'impeachment, en injectant au passage un peu de crédibilité dans l'image du nouveau président de la République. Itamar Franco se retrouva ainsi, dès la fin août, au centre des discussions ayant trait au remaniement possible du pouvoir politique. L'establishment tenta alors de créer une soudaine notoriété politique à Itamar Franco, en tant que fervent nationaliste et démocrate. Lui qui était pourtant, peu de temps auparavant, considéré comme ayant eu une carrière politique en zigzag. Ses entretiens avec l'establishment et le front *pro-impeachment* commencèrent à ressembler de plus en plus à des tractations et des négociations directes. En vue de la formation de son gouvernement et en tant que partisan du parlementarisme, Itamar Franco s'est alors entretenu avec toute la sphère des partis politiques en présence au Congrès.

« Franco immediately installed a politically balanced (PSDB, PFL, PMDB, PSB, PDT, PTB, PP and even PT) cabinet seeking broad support in the Congress... » (Fleisher, 1995: 33)

Toutefois, les tractations entre le PFL et le PMDB, les deux tenants de la plus grosse représentation au Congrès, ont amené un contrôle assez serré sur les agissements « parlementaires » d'Itamar Franco afin de moduler les circonstances de sa présidence et la formation de son gouvernement. Son « programme » politique et la formation de son gouvernement furent réajustés dans le but évident de satisfaire le gros

de ses appuis; au premier rang, les entrepreneurs de São Paulo et l'establishment politique.⁶¹

De fait, le nouveau président Franco à peine arrivé au pouvoir (mais comme convenu avec ses plus importants appuis) effectue des modifications importantes au sein du gouvernement. Il expulse de l'appareil d'État plusieurs personnes nommées par Collor, et y installe des hommes choisis par les appuis qui venaient de le porter à la présidence. La formation du Cabinet d'Itamar Franco, qui portait de nouveau le nombre de ministères à 20, lui ajoutant même 5 nouveaux secrétariats d'État, se voulait de centre-gauche. Franco ne garda aucun des ministres de Collor afin de se rapprocher de ses appuis et faciliter l'expulsion du Président Collor. Ce Cabinet, formé de 8 ex-sénateurs et 7 ex-députés fut d'ailleurs surnommé la « République des sénateurs ».

D'ailleurs le processus d'*impeachment* du Président Collor a adopté une vitesse de croisière beaucoup plus rapide après que certains détails (en particulier, l' « encadrement » de la présidence de Franco) furent réglés entre le PFL, le PMDB et le PSDB.

Pourtant, malgré l'image apparente, Franco n'était pas reconnu par les politologues comme étant un « rassembleur politique ». C'est Marco Maciel, celui-là même qui se retrouvera moins de deux ans plus tard au poste de vice-président sous Fernando Henrique Cardoso, qui s'était occupé en coulisses de cette facette de la transition. Le gouvernement de Franco pourrait fort bien d'ailleurs être vu comme un gouvernement de transition entre celui de Fernando Collor et celui de Fernando Henrique Cardoso, du moins jusqu'à ce que ce dernier soit nommé Ministre des Finances, car après cette nomination, la présidence de Franco deviendra des plus effacées.

⁶¹ Suite à son entrée en poste Franco concentra ses nominations ministérielles parmi d'ex-collègues et ralentissa considérablement le programme de privatisation de Collor en retournant au modèle économique nationaliste.

Fernando Henrique Cardoso a commencé à planifier son entrée en scène par le biais du gouvernement Franco. Certains observateurs de la scène politique brésilienne avancent aujourd'hui que le gouvernement d'Itamar Franco n'était que le précurseur du gouvernement Cardoso.⁶²

4.2 Un système politique présidentiel ne sachant que faire d'un président

Après l'accession à la présidence d'Itamar Franco, le jeu politique reprend ses allures passées. Les contradictions du groupe pro-*impeachment*, calmées momentanément par l'envie commune de l'*impeachment*, sont à nouveau exprimées librement. Car il ne faut pas oublier qu'au sein de ce surprenant front politique s'étaient retrouvées les forces opposées de l'establishment, des traditionalistes et de l'opposition gauchiste du PT. Voilà pourquoi le Président Franco, pas plus d'ailleurs que l'ex-Président Collor, n'a été en mesure d'enrayer ces luttes traditionnelles et s'est vu entraîné dans le tourbillon des luttes d'intérêts pour le pouvoir. Du moins jusqu'à ce qu'on lui fasse comprendre que le Brésil n'avait qu'à faire des directives d'un président. Celui-ci se gouverne plutôt selon la distribution des forces traditionnelles.⁶³

Aux yeux de plusieurs politologues rencontrés, l'establishment et l'oligarchie considéraient les tentatives de centralisation du pouvoir sous

⁶² Certains « initiés » du Congrès rencontrés, tels que les attachés politiques Antonio Carlos Pujold (attaché politique de Nelson Jobim) et Jozé Rodrigues de Morais (attaché politique de Amir Lando), le considèrent d'ailleurs comme ayant été le premier gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

⁶³ La nomination par Itamar Franco de quatre ministres des finances en moins de dix mois (en fait jusqu'à l'arrivée en poste de Fernando Henrique Cardoso, candidat des élites économiques) représente d'ailleurs la nécessité de ce laisser-aller politique. Après la nomination de Fernando Henrique Cardoso au poste de Ministre des Finances, Itamar Franco se manifesta de moins en moins et surtout, ne s'occupa guère d'économie.

Collor menaçantes pour la gouverne de l'État Brésilien. Car le consortium politico-économique, basant son pouvoir décisionnel sur des structures établies de longue date, était jusqu'alors parvenu à effectuer ce travail pratiquement seul. La classe économique, qui constitutionnellement a besoin d'être représentée par un président, manifestait donc son désir de voir en place un président laissant l'économie dicter l'orientation politique. Collor désirait plutôt que la politique dicte l'orientation économique. ⁶⁴

Au grand désarroi de l'establishment, Itamar Franco ne représentait que la seule alternative constitutionnelle possible. Cependant, Itamar Franco était un homme considéré comme « politiquement propre », un membre de la classe politique traditionnelle et surtout, inoffensif pour le pouvoir central contrôlé par les élites économiques et l'establishment. Il semblait donc que la présence d'Itamar Franco au poste de président convenait plus à l'establishment et l'oligarchie que celle de l'arrogant et électoraliste Fernando Collor.⁶⁵ Or, c'est la certitude de ce pouvoir politique que Collor avait cherché à contester et confronter par ses agissements hétérodoxes. Et ce sont ces agissements hétérodoxes, aux yeux d'une classe politique traditionnelle, qui furent avant tout visés par la procédure d'*impeachment* .

Nous pourrions toutefois avancer à la faveur de Franco que sous la présidence de celui-ci, le gouvernement brésilien retrouva la gouvernabilité et la crédibilité lui ayant fait défaut lors de la présidence de Collor. L'idée d'une consolidation de la démocratie, idée qui courait lors du processus d'*impeachment* , a même apporté certains résultats; plus de

⁶⁴ Ce qu'un président comme Collor ne semblait résolu à faire. Ce qu'un président beaucoup plus conciliant, comme Franco, a « appris » à faire.

⁶⁵ Voilà pourquoi des partis politiques comme le PFL ou le PMDB par exemple, ne ressentent pas « l'urgence » de présenter aux élections des candidats à la présidence. En 1989, c'est deux partis savaient très bien qu'avec leur imposante présence au Congrès il contrôlèrent de toute façon les agissements du président.

discussions entre les partis, une plus grande stabilité de ceux-ci, plus de civilités au Congrès et une direction plus précise de la politique et de ses orientations économiques.⁶⁶

4.3 La nécessité de procéder rapidement à l'impeachment

La rapidité de règlement de l'*impeachment* témoigna de l'influence mutuelle qui s'était exercée au sein du Congrès afin de terminer la partie du côté des gagnants. Chacune des parties tentant d'infléchir la décision en sa faveur.

« Je crois que la crise politique de 1992 est une démonstration basée sur la force des acteurs, relativisant le déterminisme stratégique. Chacun des acteurs, ou chacun des camps en présence, tenait d'immenses possibilités de remporter cette lutte au début du processus. Ce sont des choix erronés qui firent perdre Collor de Mello, et non une chose quelconque intrinsèquement inscrite parmi les structures sociales.» (Pinheiro do Nascimento, 1994: 5) (Traduction libre)

La décision des élus fut donc portée d'un côté puis de l'autre, jusqu'à ce que les sondages démontrèrent que la population n'était plus derrière le Président Collor et, que les membres de la classe politique devaient alors, afin d'assurer leur propre survie, s'en détacher politiquement.

L'establishment croyait pouvoir contrôler le dérapage amorcé par la CPI de P.C. Farias puis, celle de la *Commission Spéciale* du Président Collor. Mais les divulgations médiatiques et les manifestations de rues, puis l'impact d'un vote de confiance en direct à la télévision à quatre jours des élections municipales ont joué en sa défaveur. Au début du

⁶⁶ Elle amena aussi la classe politique à travailler en plus étroite collaboration afin d'éviter d'autres confrontations dévastatrices.

mois d'octobre, le processus d'*impeachment* semblait avoir sa propre dynamique.

C'est la conjoncture inattendue d'intérêts forts divergents qui a permis à une partie de la classe politique de voir ses intérêts portés en triomphe dans le jugement de l'*impeachment*. Permettant ainsi d'en fixer l'issue, très peu de temps après avoir pourtant envisagé défavorablement cette option. Comme l'indiqua Stéphane Monclaire; « *C'est le temps où, de simplement envisagée, la destitution de Fernando Collor était devenue tellement prévisible et prévue qu'elle s'avérait inéluctable.* »

Il est vrai que politiquement, il existait bel et bien une urgence quant à l'adoption de l'*impeachment*. Premièrement, pour cause du statu quo économique apporté par l'incertitude et l'indécision politique. Le processus d'*impeachment* ayant effectivement créé un vide politique et économique auquel le Congrès se devait de remédier rapidement. Sans oublier le fait qu'aux yeux d'une certaine partie de la classe politique, plus les médias écrits se mettraient à chercher des faits de corruption, plus ceux-ci découvrirait le nombre imposant des gens qui y avaient participés de près ou de loin. Pour l'establishment, il fallait donc mettre fin à cette dangereuse chasse aux coupables par la seule manière possible, se débarrasser du Président Collor afin de clore rapidement l'hémorragie.

Le 29 décembre 1992, quelques minutes seulement avant l'ouverture de l'ultime session où doit avoir lieu le vote des sénateurs visant à destituer le Président Collor, celui-ci, dans le but évident d'annuler la procédure d'*impeachment* afin de sauvegarder ses droits politiques, annonce par le biais de ses avocats qu'il quitte volontairement son poste.

Dans un geste que nous pourrions qualifier de politique, étant donné la pression sociale vers une conclusion de ce type, le Sénat décidait tout de même de poursuivre les procédures par un vote de 71 contre 9. Le Sénat procéda par la suite à la destitution du premier président de la

République du Brésil élu démocratiquement depuis 1961, Fernando Afonso Collor de Mello, par un vote de 75 contre 5.

Sa peine « politique », car c'est bien de cela qu'il s'agit ici, fut le retrait de ses droits politiques selon les dispositions dictées par l'article 52 de la Constitution. Collor devenait par le fait de la résolution n°101 de 1992, inéligible à occuper un poste public pour une période de 8 ans et ce, à compter du 30 décembre 1992.

Après la décision de la Chambre des Députés de poursuivre en justice le président pour « crimes de responsabilité » et, avec toute l'agitation sociale que la *Commission Spéciale* avait soulevée, le Sénat pouvait-il se permettre de faire marche arrière ? La pression sociale a-t-elle empêché le processus politique de se dérouler selon les règles juridiques essentielles ? Sur quelles dispositions juridiques le processus d'*impeachment* s'appuyait-il ? La renonciation de Collor avant la session finale n'amenait-elle pas, juridiquement du moins, un arrêt des procédures ? La poursuite du procès ne devenait-elle pas alors un geste essentiellement « politique » (car priver Collor de ses droits politiques l'empêcherait de revenir comme simple député aux élections de 1994) ?

Il serait douteux qu'une décision comme celle effectuée par le Sénat n'ait eu aucune signification politique. Cette décision de poursuivre ou non le processus d'*impeachment* après la renonciation du Président Collor soulève encore aujourd'hui des questionnements de part et d'autre. L'importance politique de cette décision ayant été cruciale pour la conclusion du processus, tout comme elle le fut pour le maintien de la crédibilité de la classe politique.

Chapitre 5.

Conclusion: L'impeachment par le sénat; un jugement juridique ou politique?

Il n'existe sûrement pas un citoyen brésilien relativement bien informé en mesure de croire Fernando Collor lorsque celui-ci déclarait avoir lui-même payé ses somptueuses dépenses et, n'avoir jamais revu P.C. Farias, son trésorier lors de la campagne présidentielle, depuis plus de deux ans. Pourtant plusieurs le crurent lorsqu'il se dit victime d'un « putsch » politique.

La question centrale de ce mémoire était de comprendre comment un jugement moral et éthique avait pu se transformer en jugement politique ? La réponse se situe parmi les confrontations, tractations et autres négociations émanant de ce que nous pourrions qualifier de l'« une des plus grosses corporations brésiliennes » soit, le Congrès national.

Le processus d'*impeachment* a réussi parce que son enjeu fut décidé par une classe politique fluide au niveau de ses comportements et de ses alliances, évitant ainsi au Président Collor, la possibilité de maintenir le cap parmi les ambivalences et les intérêts politiques en jeu. Comme cette conjoncture des intérêts pouvait pencher d'un côté comme de l'autre, le jeu politique ne lui appartenait plus. Il appartenait plutôt aux intérêts de ses alliances. Des alliances que Collor ne maîtrisait manifestement pas.

« In the end, Collor was deserted by those conservative elites and former political allies whom he had alienated via his centralized power and insistence on autonomy. Their actions were decisive both in allowing the investigation of the president and his involment to proceed, and in voting for his impeachment in the end. They played a critical role in helping to transform a damaging case of corruption into a scandal with politically fatal consequences. » (Weyland, 1993: 20)

Sur ces propos, il est intéressant d'analyser le déroulement des événements récents ayant marqué la classe politique en Colombie. Le 22 janvier 1996, l'actuel Président Ernesto Samper se voyait accusé de corruption par Fernando Botero, le directeur de sa campagne électorale lors de l'élection présidentielle de 1994. Botero reprenait essentiellement les premières dénonciations effectuées peu auparavant par Santiago Medina, lui-même trésorier lors de la campagne présidentielle de Samper, soutenant que la campagne électorale du président avait été financée par les narcodollars provenant du cartel de Cali, pour une somme de plus de 25 millions US\$ (soit plus de 5 fois la limite des contributions électorales permise).

Ces dénonciations surprenantes pouvaient permettre la mise en place d'un processus visant l'*impeachment* de Samper pour « mise en responsabilité » selon des procédures essentiellement identiques au processus d'*impeachment* brésilien (Commission d'Enquête, vote au Congrès, etc.). L'ex-Président César Gaviria soutenait même ses intentions « *de mener une grande croisade pour écraser la corruption et renforcer le système politique* » .

Le 8 février 1996, deux semaines après ces incriminantes dénonciations, les deux facteurs paraissant empêcher la destitution de Samper étaient, comme ce fut le cas pour le processus d'*impeachment* du Président Collor; la manière à employer et, l'identification d'une alternative de remplacement.

Ces deux épisodes politiques peuvent sembler similaires mais elles possèdent pourtant une différence non-négligeable, le Parti Libéral d'Ernesto Samper détient la majorité des 165 sièges au Congrès. Ainsi, le 23 mai dernier, le « *Congressional Accusation Committee* » acquittait le Président Samper des accusations d'irresponsabilité portées contre lui par un vote de 10 contre 3 puis, le 12 juin, par un vote de 111 contre 43, le Congrès prononçait l'acquittement complet de Samper des accusations de

corruption portées contre lui. Celui-ci étant, au contraire de Collor, soutenu par un parti politique majoritaire et bien établi, lui permettant de contrôler à la fois le vote des membres du Congrès et la conclusion des événements.

Les accusations portées envers le Président Collor, du moins celles qui pouvaient être jugées par les membres du Congrès, ne pouvaient s'appliquer qu'à un « manquement » au décorum requis par les fonctions de président. Nous pourrions toutefois situer les procédures de ce jugement pour manquement présidentiel, parmi les applications « discrétionnaires » des responsabilités qui incombent aux membres du Congrès. Nous soulevons également des réserves quant à la rapidité du processus d'*impeachment*, surtout en l'absence des conclusions juridiques venant soutenir le processus. Pourquoi les membres du Congrès n'ont-ils pas attendu le verdict rendu par l'appareil judiciaire afin de permettre de définir leur propre jugement sur une base plus juridique ? Bien que tout au long du processus d'*impeachment*, il semble que le *Tribunal Fédéral Suprême* ait suivi à la lettre la réglementation juridique, le problème se situait plutôt dans l'interprétation de cette réglementation par les membres du Congrès, celle-ci s'avérant effectivement floue, donc laissant une large place aux interprétations discrétionnaires. Ce qui dans le cas qui nous concerne signifiait clairement, donner une place trop importante à l'articulation de décisions politiques partisans.

Bien qu'il nous soit difficile d'évaluer l'influence qu'auraient eu les pressions sociales sur les décisions prises au sein de l'appareil judiciaire, il nous est toutefois apparu clairement que ces pressions sociales ont largement influencé les décisions prises par les membres de la classe politique (l'impact du vote nominal et télédiffusé du 29 septembre l'ayant clairement démontré) et que ceux-ci ont pu, à leur tour, influencer « politiquement » les décisions prises par les membres de l'appareil judiciaire. Ainsi, les pressions sociales auraient eu un impact indirect,

mais certain, sur les décisions prises par le STF. Dans *l'impeachment*, l'establishment n'aura été que plus habile que Collor à utiliser les flous juridiques et l'extraordinaire convergence d'intérêts qui marqua cette période politique.

Quand on constate le peu de changements des agissements ayant cours au sein de la classe politique suite aux nombreux discours moralisateurs prononcés durant *l'impeachment*, nous constatons que les médias et la portée des manifestations de rues n'ont été utilisés que pour les intérêts de la classe politique afin d'accélérer et d'assurer l'issue rapide du processus d'impeachment. Tel que souligné par Luciano Martins (1994), il est clair que sans cette mobilisation de l'opinion publique, *l'impeachment* du Président Collor sur la seule base d'allégations de corruption n'aurait jamais pu réussir. Il nous paraît ainsi juste d'affirmer que la classe politique a obtenu la condamnation du président non pas en vue d'une moralisation politique, mais plutôt à titre de bouc émissaire d'une situation plus étendue. Les pressions sociales n'ayant malencontreusement que servi de catalyseur vers une conclusion plus rapide du processus.

Bien sûr, au cours du processus d'*impeachment* l'appareil judiciaire a suivi l'application des lois dictées par la Constitution, mais plusieurs interprétations de ces lois constitutionnelles ont adopté en cours de route, pour cause de ce qu'était venue à représenter la procédure d'*impeachment*, une tournure à forte saveur politique.

«Tous -entrepreneurs, fonctionnaires publics, étudiants et parlementaires du camp de l'opposition- se sont mobilisés et se sont articulés de telle force que, à peu de choses près, le Président passait pour représenter plus qu'un politicien corrompu, il passa pour représenter l'échec de la nation, le responsable pour tous ses malheurs. »

(Pinheiro do Nascimento, 1994: 29) (Traduction libre)

Le Sénat a ainsi opté pour l'*impeachment*, appliquant au Président Collor une suspension de ses droits politiques pour une période de huit ans et ce, même si la succession juridique de cette saga politique n'a jamais abouti, les preuves n'ayant pas été jugées suffisantes. Est-ce un paradoxe? Apparemment oui, si on considère au départ l'*impeachment* comme un processus de nature juridique. Et non, si on considère que l'*impeachment* ne fut qu'une arme à dessein politique. Nous croyons que le processus d'*impeachment* n'aura été ici que l'utilisation par l'establishment d'un processus de nature exclusivement politique (par l'utilisation habile de circonstances extraordinaires) parce que le jugement a été effectué par les membres du Congrès selon des faits qui laissaient supposer que des accusations de crime commun viendraient par la suite soutenir les résultats du jugement porté par les membres du Congrès. Or, cela ne fut jamais le cas.

L'*impeachment* de Fernando Collor, qui pouvait être accusé formellement de corruption passive (soit par ses gestes de participation passive, ce qui constituait à tout le moins des « crimes de responsabilité ») pouvait effectivement se voir sanctionné en vertu de l'article 85-V de la constitution brésilienne; « *Sont des crimes de responsabilité, les actes du Président qui portent atteintes à la Constitution fédérale et spécialement à ...la probité dans l'administration.* »

Bien sûr plusieurs juristes avaient été consultés, et donnaient dans des avis qui convergeaient, du moins dans l'interprétation des faits, vers la possibilité d'accusations pour « crimes de responsabilité ». Or, les droits politiques du Président Collor lui furent retirés par le Sénat sans qu'aucune enquête par l'appareil judiciaire ne permette de conclure dans le même ordre d'idée que les accusations et le jugement pour « crimes de responsabilité » rendus par le Congrès.

Pour nous, la CPI de P. C. Farias, la *Commission Spéciale* du Président Collor et le processus d'*impeachment* furent des procédures de

nature politique. Les autres CPI issues du Congrès sont généralement beaucoup plus techniques et restreintes dans leur impact. Elles ne sont que rarement politiques parce que la classe politique ne laisse jamais le soin aux Commissions d'Enquête de s'en prendre à l'une ou l'autre de ses composantes.

Par exemple, la « *CPI sur la corruption de l'État* », soit celle mise sur pied pour enquêter sur les allégations de corruption au sein de l'administration de l'ex-Président José Sarney (*Caso Valença*) n'a pratiquement rien donné. Pourtant, irrégularités pour irrégularités, cette *Commission d'Enquête* avait développé un dossier suffisamment chaud et important pour créer, en théorie du moins, des difficultés pouvant mener là aussi à un possible acte d'*impeachment*. Mais certains des acteurs politiques fort influents touchés par cette Commission, notamment l'ex-Président José Sarney, avaient des recours politiques et partisans que ne possédait pas l'ex-Président Collor. Sarney fut beaucoup plus habile que Collor dans sa recherche d'alliances politiques, sans compter sur le fait que le désir de le renverser était moindre.

De même, la « *CPI do Orçamento* » (CPI sur le budget) constituée en 1994 sous la présidence d'Itamar Franco (afin d'éclaircir les accusations de corruption portées par José Carlos Alves dos Santos, dénonçant certains gouverneurs, ministres, députés et sénateurs d'avoir bénéficié d'argent public destinés à financer des projets soumis par des sous-contractants) n'a pas eu l'impact escompté. Bien sûr, dix-huit coupables furent dénoncés par la CPI dont sept ministres du PMDB (entre autres Ricardo Fiúza, Maurício Correia et ... Ibsen Pinheiro), mais cette chasse aux coupables fut diluée par un procès traînant en longueur. Sur les 250 personnes impliquées au départ par la CPI, peu avaient été contraintes de démissionner et encore moins avaient été jugées coupables par leurs pairs. Les suspensions politiques (dont le surprenant congédiement d'Ibsen

Pinheiro) se sont avérées plutôt associées à la perte d'un soutien partisan, qu'à l'impact des résultats de la *Commission d'Enquête*.

« Le rapport de F. Collor aux partis est essentiel. Cela apparaît nettement dans le déroulement, presque concomitant, des travaux de deux autres CPI consacrées à des affaires de corruption et mettant en cause deux présidentiables. Grâce au nombre et au soutien de leurs inféodés, grâce aux transactions collusives que cela permet de conduire, et malgré l'importance des soupçons pesant sur eux, ils réussirent à stopper à temps des investigations qui étaient sur le point d'hypothéquer gravement la poursuite de leur carrière politique. » (Monclaire, 1994: 44)

Pour ce qui est de Fernando Collor toutefois, ses alliances politiques précaires ne lui ont pas permis de se protéger des accusations de la CPI. Cette fragilité politique a même permis à une certaine partie de l'establishment politique de se servir du travail de la CPI afin de se purger d'un élément qu'elle trouvait incongru.

5.1 Un retour à la politique traditionnelle

Pour certains observateurs de la scène politique brésilienne, les conclusions de l'*impeachment* du Président Collor ne marquaient pas tant l'ère nouvelle d'une démocratisation accrue, que le retour au pouvoir d'une classe politique marquée par des pratiques électoralistes et clientélistes, peu encline à se préoccuper des intérêts et autres tensions sociales. Soit, le retour à un Congrès en tant qu'arène des luttes partisans, mais également individuelles. Des luttes qui amènent le détenteur d'un poste de haut prestige, en l'occurrence le président de la République, sur la corde raide dû à la fluctuation rapide de ses alliances.

« The grand coalition of politicians who are involved in shady dealings has maintained its tacit pact of impunity and blocked a renovation of Brazil's political class. » (Weyland, 1993: 27)

L'histoire de la politique brésilienne nous démontre assez clairement l'emprise de certains groupes économiques ou politiques sur l'État et, les luttes de pouvoir qui s'en suivent afin de contrôler le détenteur du poste de président. Ainsi, il semble que pour peu que celui-ci ne satisfasse plus aux intérêts qui l'ont porté au pouvoir, s'ensuit une possible éviction. Aussi, la force constitutionnelle donnée à la présidence brésilienne encourage les groupuscules à rechercher le contrôle de cet appui présidentiel et, à y mettre en place un acteur les favorisant.

Pour plusieurs observateurs politiques, en remettant de nouveau le pouvoir aux mains de l'establishment dit « traditionnel », le Brésil semble « être retourné en arrière politiquement ». ⁶⁷ Comment pouvait-on penser qu'un nouveau gouvernement intérimaire sous Itamar Franco, dont José Sarney et Orestes Quercia furent les conseillers en coulisses lors du processus d'*impeachment* pouvait, ou désirait, en finir avec la corruption ? Le système politique traditionnel, via l'establishment, un système politique où la collusion avec les secteurs économiques semble omniprésente, est toujours bien en selle car la saga du Président Collor lui aura appris à s'autodiscipliner dans le but de préserver son pouvoir, sa stabilité et sa crédibilité. Principalement parce que les coûts importants de cette indiscipline de la classe politique furent démontrés par le biais du processus d'*impeachment* .

Le peuple brésilien, contrairement aux attentes créées par les manifestations lors de l'*impeachment*, n'en sait pas beaucoup plus qu'avant sur les comportements des élus. Par contre les membres de la

⁶⁷ Certains des personnages politiques (tel que Marco Maciel, aujourd'hui vice-président) qui sont parvenus à maintenir une trajectoire longiligne à l'époque des soubresauts de l'*impeachment* , nous apparaissent aujourd'hui encore plus puissants politiquement.

classe politique savent maintenant quoi faire pour éviter le pire. La corruption fonctionnerait donc plus ou moins comme avant, c'est-à-dire de manière décentralisée donc, beaucoup moins visible.

Qui sont les acteurs ayant le plus bénéficié du processus d'*impeachment* ? Les acteurs du secteur économique bien sûr, qui voyaient d'un fort mauvais oeil l'implantation d'un programme politique contrôlé par un État de plus en plus puissant. Une partie de la classe politique, celle qui assurait auparavant le contrôle du pouvoir et de la redistribution des ressources financières. Tous ceux qui auparavant négociaient plus avantageusement avec un gouvernement aux comportements plus orthodoxes. Et tout ceux qui, d'une manière ou d'une autre, entraient en contact avec le gouvernement de Collor.

5.2 Le bouc émissaire d'une situation qui perdure

« ...voter pour la cassation du processus, pour l'arrêt des punitions signifierait frustrer l'aspiration de justice du peuple brésilien. » (Tiré du discours prononcé par le sénateur Antonio Mariz avant la session finale du processus d'impeachment, le 29 décembre 1992, Mariz, 1994: 206) (Traduction libre)

À écouter les acteurs demandant l'*impeachment* du Président Collor, l'enjeu de ce processus apparaissait comme étant la moralisation de l'appareil politique brésilien, l'occasion de procéder à un assainissement de celui-ci afin de satisfaire les aspirations démocratiques du peuple brésilien. Ces enjeux étaient-ils les seuls ?

Pour une partie de la classe politique, l'ex-Président Collor était considéré comme un «*outsider* » aux comportements politiques hétérodoxes, n'ayant jamais voulu jouer selon les règles politiques habituelles. Sa présence au poste de Président fut tout simplement

considérée comme « non satisfaisante » par les élites économiques et l'establishment. Bref, l'*impeachment* n'aura été que l'occasion pour l'establishment de se servir de la convergence extraordinaire de faits marquant négativement la présidence de Collor (aux plans économique, politique et personnel), afin d'exclure un puissant acteur politique venu déranger les intérêts d'une classe économique et politique plus traditionnelle .

Il est aujourd'hui très clair que les données et faits recueillis par les médias lors des procédures d'*impeachment* auraient pu créer passablement plus de dommages qu'il en a été subi. Et ce, autant du côté de la classe politique qui participait à cette institutionnalisation de la corruption, que du côté des intérêts financiers et industriels la finançant. Cependant, il est aussi très clair que l'establishment jugea plus favorable d'accélérer la procédure d'*impeachment* dès qu'un coupable fut trouvé en la personne du médiatique Fernando Collor. Éthiquement, comme le soulignait le journaliste Gilberto Velho du quotidien *Folha de São Paulo* au coeur de la crise: « *Collor n'est pas, sans aucun doute, un cas isolé. Mais il est le mandataire suprême de la nation -le Chef de l'État avec tout ce que cela doit représenter.* » Bref, pour l'establishment, Collor avait représenté le bouc émissaire idéal.

« The most blatant, and most amateurish, " scoundrels " in high places have been trown out; Brazil's numerous other " scoundrels " have been more cautious and clever -and most will be able to maintain their positions. In fact, many patronage politicians have skillfully used Collor as a scapegoat. »
(Weyland, 1993: 27)

L'accélération du déroulement des procédures empêcha de faire rouler d'autres têtes et, empêcha par le fait même de créer une CPI des « corrupteurs » afin d'enquêter sur le financement de cette corruption institutionnalisée. Ce qui selon nous, aurait normalement dû s'inscrire

comme la suite logique de tout le processus d'*impeachment* du Président Collor. Ce serait une erreur de croire que l'*impeachment* ait pu sonner le glas de la corruption au Brésil. D'ailleurs, la création d'une *Commission Parlementaire d'Enquête* sur le financement des banques d'État par la Banque Centrale, la «*CPI dos Bancos* », qu'une partie de la classe politique tente tant bien que mal de mettre sur pied pour cause de pressions sociales effectuées sur les membres du Congrès, fut récemment soumise au vote d'acceptation du Sénat sous l'initiative de l'ex-Président José Sarney. Mais elle fut rejetée par les sénateurs (par un vote de 48 contre 24) suite, semble-t-il, aux demandes des élites économiques qui avaient financé à grand frais les campagnes électorales.

5.3 La neutralisation d'un adversaire politique

Croire aux thèses soutenant les pratiques corrompues de Collor comme les seules responsables de son *impeachment* serait une erreur. Selon le sénateur Espiridão Amin, Collor avait déjà perdu toute crédibilité politique bien avant la mise en marche réelle du processus d'*impeachment*. Ce serait donc la perte de cette crédibilité politique qui viendrait expliquer la mise sur pied d'une procédure d'*impeachment* et non les accusations de corruption, celles-ci ne représentant ici que l'occasion utilisée par l'establishment afin d'en assurer la réussite.

Collor de Mello fut sans aucun doute un président corrompu. Mais sa destitution fut plutôt causée par son style politique hétérodoxe que par ses pratiques de corruption, que celles-ci fussent réelles ou passives. Ce président au comportement individualiste avait tenté de gouverner sans l'appui de l'establishment au Congrès et, à l'encontre de toutes les traditions politiques brésiliennes. Et ce, même si le Brésil possède pourtant peu de traditions politiques. Sa structure politique fonctionnant plutôt

selon un aspect qui reflète encore une des facettes culturelles du pays soit, l' « autoritarisme hiérarchisé » abordée lors du premier chapitre.

Pour les membres du Congrès, la convergence des intérêts qui avait marqué la procédure d'*impeachment* avait représenté l'occasion inespérée de remettre les pendules à l'heure. Toutefois, nous devons noter que si les pratiques politiques du Président Collor ont pu s'articuler de cette façon c'est qu'il existait bel et bien un canevas de travail et une possibilité d'articulation pour cette forme de corruption et ce style politique.

Fernando Collor ne fut qu'un « produit » politique créé de toute pièce par ceux-là même qui l'ont par la suite dépossédé du pouvoir présidentiel. Les membres de l'establishment ont utilisé l'alibi créé par ses pratiques de corruption afin de l'expulser, tout simplement parce qu'il fonctionnait trop bien au sein de ce système politique, et que sa victoire électorale lui avait conféré un pouvoir politique beaucoup plus grand que prévu ou voulu par les membres de l'oligarchie économique et politique.

5.4 Le système politique brésilien: juge et jury à la fois

« ... le Sénat Fédéral, qui jugea du processus, fonctionna effectivement comme un Tribunal Constitutionnel qui décida ou non sur la présence de crime de responsabilité. Ainsi, les sénateurs ont revêtu les fonctions de juges et jurys et, par leur vote, décidèrent de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé. »
(Castro Souza, 1994: 109) (Traduction libre)

Du Congrès (par le biais de la Chambre des Députés et son acte de dénonciations des activités pour pratiques de corruption du Président) au Sénat (qui au moment du jugement du processus d'*impeachment* fonctionna effectivement comme un Tribunal Constitutionnel) la classe politique brésilienne démontra qu'elle politisa les décisions juridiques

rendues par l'appareil judiciaire. Les sénateurs, qui se retrouvèrent dans la double fonction de juge et jury, plus que quiconque,.

Le Président Collor fut donc reconnu coupable de crimes politiques (« crimes de responsabilité ») par les membres du Congrès mais dérogé, deux ans plus tard, des accusations de « crimes communs » portées contre lui. C'est-à-dire absout des accusations qui devaient supporter l'application de sanctions par le Congrès pour « crimes de responsabilité ». Collor fut donc dérogé de ces accusations criminelles deux ans après avoir été suspendu de ses droits politiques par le Congrès.

Dans toute cette histoire, l'incompatibilité de ces deux décisions démontrent, selon nous, la latitude allouée aux membres de la classe politique dans le processus d'*impeachment*, mais elle démontre par dessus tout, la portée, la rapidité et la force de frappe des accusations « politiques » pour corruption face à la lenteur du processus judiciaire.

À-propos de l'apparent pouvoir illimité qui fut conféré aux membres du Congrès (en tant qu'institution politique) face à de possibles abus des prérogatives constitutionnelles, l'ex-Ministre Evandro Lins e Silva, procureur-général de la République lors de l'impeachment du Président Collor, confia qu'il avait maintenant la certitude que la Chambre des Députés avait agi de manière politique et, que même si le Sénat avait agi constitutionnellement, ces agissements avaient donné au tout un procès constitutionnel éminemment politique dans l'orientation de ses décisions.⁶⁸ Il me confia de surcroît que la démission du président, peu avant l'ultime session du Sénat, aurait dû annuler la poursuite de la procédure d'*impeachment*. Cela pouvait être démontré juridiquement. Mais comme cette décision revenait aux membres du Sénat et, que le Sénat est constitué de politiciens, la décision devint alors politique. Collor avait joué sa dernière carte en renonçant à son poste peu avant l'annonce

⁶⁸ Entrevue réalisée le 18 août 1995 à Rio de Janeiro.

du verdict par les membres du Sénat, mais face aux attentes sociales, le Sénat décida tout de même d'aller de l'avant avec le jugement.

« Et ce serait aujourd'hui que le Sénat pourrait dire que le Président de la République est à la fois assuré d'impunité et responsable? Accepterons-nous la manoeuvre cynique d'obstruction à la justice que représente sa renonciation, à l'instant même où le plus haut tribunal de ce pays se réunit pour le jugement? Certainement que non, monsieur le Président. La nation brésilienne réclame un jugement, elle réclame justice! »
 (Tiré du discours présenté par le sénateur Antonio Mariz, session de jugement du 29 décembre 1992, Mariz, 1994: 206)
 (Traduction libre)

En 1993, la décision juridique du *Supremo Tribunal Federal* devant l'appel porté par l'ex-Président Collor face au retrait de ses droits politiques pour une période de huit ans, donna une décision égale dans un partage de 4 juges pour et 4 juges contre. Trois juges s'étant eux-mêmes exclus d'une participation à cette décision soit, l'ancien Ministre des Affaires Étrangères sous Collor qui avait été nommé au STF, le cousin de Collor qui avait été nommé par celui-ci, et le président du STF qui avait également présidé la procédure d'impeachment au Sénat, Sidney Sanches. Au lieu de renverser la décision du Sénat face à cet imbroglio juridique, le STF a plutôt opté, dans un autre geste délibérément politique et anticonstitutionnel, pour la nomination de trois juges substitués issus de la STJ (*Superior Tribunal da Justiça*), renversant ainsi la décision en défaveur de Collor.

5.5 Un jugement exclusivement politique.

L'idée d'utiliser la procédure d'*impeachment* contre le Président Collor afin de le remplacer par le plus « conciliant » Itamar Franco reflète

avant tout les luttes de groupes se disputant le pouvoir au sein du Congrès mais, elle reflète aussi l'incapacité du président à résoudre seul (et aussi pompeusement que Collor a tenté de le faire) les difficultés économiques et qu'ainsi, le président de la République se devait de fonctionner avec la bénédiction des élites économiques et politiques afin de se maintenir en poste.

Si le processus d'*impeachment* a été rendu possible politiquement il découla bien sûr de l'accumulation de faits préjudiciables à la crédibilité du Président Collor, mais avant tout d'une convergence extraordinaire d'intérêts politiques fort divergents. Il refléta aussi l'incapacité du Président Collor à contrôler le déroulement des événements, mais également à le faire dans une conjoncture politique aussi fluide que celle rencontrée au sein de la classe politique brésilienne.

Théoriquement, le processus d'*impeachment* tient effectivement un caractère pénal mais dans le cas qui nous concerne, son jugement fut plutôt de nature politique. La nature de l'*impeachment* , dans sa phase de formation de preuves, se réfère à des lois qui tiennent du rite pénal, mais le jugement de ce processus, dans le cas de l'*impeachment* du Président Collor du moins, se révéla être exclusivement du domaine politique. Comme me le confia le sénateur Eduardo Supplicy, un des principaux initiateurs de la procédure d'*impeachment* :« *Clearly in the impeachment, laws were used for a political purpose.*»

Deux ans après que les membres du Congrès décidèrent (politiquement) d'opter en faveur de la destitution du président de la République, lui appliquant un retrait de ses droits politiques pour une période de huit ans, la Cour Suprême opta pour l'ajournement (pour manques de preuves) des procédures juridiques émises contre lui soit, les accusations de crimes de corruption passive desquelles il était accusé. Cette contradiction semblerait renforcée la thèse selon laquelle le processus

d'*impeachment* ayant mené à la destitution du Président Collor ne fut qu'un processus de nature politique.

« Sans oublier les arguments de nature politique et juridique qui permettent de différencier le jugement d'*impeachment*, de celui pour crime commun, la peine applicable dans le premier cas nous apparaît maintenant définitivement éclairci: dans une condamnation pour *impeachment*, la peine ne peut aller plus loin que la perte du mandat et la restriction d'exercer quelque fonctions publiques que ce soit pour une période déterminée, et ce, indépendamment de quelques autres types de procès civil ou criminel pouvant s'ensuivre. Par ce fait, nous traitons bien d'un jugement exclusivement politique. » (Castro Souza, 1994: 110)
(Traduction libre)

Nous croyons que dans l'*impeachment* du Président Collor, les faits de corruption servirent plus de prétexte que de cause réelle. Ainsi, pour plusieurs observateurs, ce qui est arrivé au Brésil en 1992 n'était que la répétition d'une histoire de toujours, soit le retour du traditionnel « coup » politique de la part des élites économiques et politiques brésiliennes.

Juridiquement, nous pourrions dire que le processus d'*impeachment* fut presque parfait. Politiquement ce fut une toute autre histoire. Le jugement ne fut pas arbitraire, il fut un jugement éthique et moralisateur de la part d'une partie de la classe politique qui cherchait à rétablir sa propre crédibilité. Ainsi, les membres de la Chambre des Députés, tout comme ceux du Sénat, ont fait leur propre interprétation politique des lois constitutionnelles.

Selon les acteurs du front pro-*impeachment*, les institutions politiques brésiliennes allaient sortir renforcées de cette épreuve. Bien sûr l'affaire Collor de Mello a démontré pour la première fois, la résolution d'une crise politique brésilienne sans violence, ni effusion de sang. Bien sûr la société civile, le Congrès, l'appareil judiciaire, les partis politiques et

même l'armée ont joué des rôles positifs dans cette affaire, mais est-ce pour autant un signe de maturité et de stabilité démocratique ? Est-ce que la résolution rapide de ce scandale de corruption ne visait pas simplement à empêcher la diffusion générale d'autres scandales encore camouflés ?

Sous un aspect plus politique que juridique, se pourrait-il que l'*impeachment* ait créé un dangereux précédent pour la démocratie au Brésil, l'opposition pouvant désormais recourir à cette « arme politique » pour destituer un président qui ne la satisfait pas ? C'est-à-dire le recours à l'*impeachment* en tant qu'instrument beaucoup plus près des traditions de « coup politique » propre au Brésil (et à l'Amérique latine), que des notions de développement démocratique auxquels on voudrait bien la voir accéder.

Bibliographie

Alatas, Hussein Syed, (1990), *Corruption: its Nature, Causes and Functions*, Avebury, Aldershot, England, Gower Publishers.

Alvares, Elcio, (1993), *A Comissão que Processou o Impeachment*, Brasilia, Senado Federal, Centro Gráfico.

Baer, W., Paiva, C., (1994), " Brazil's Drifting Economy: Stagnation and Inflation during 1987-93 ", Paper prepared for the Montreal Conference on " Latin America and the International Economic System in the 1990's : Macro-Level Adjustment Policies and their Alternatives. ", april 1994.

Becker, Jonathan, (1993), " Escândalo in Brazil ", Vanity Fair, February 1993, p132-163.

Berger, Raoul, (1973), *Impeachment: The Constitutional Problems*, Cambridge, Massachussets, Harvard University Press.

Benson, George C., (1978), *Political Corruption in America*, Lexington, Lexington books, Lexington.

Bezerra, Marcos Otavio, (1995), " Bases Sociais da Pratica da Corrupção no Brasil. Reflexões a Partir da Analise de Dois " Casos de Corrupção " ", Rio de Janeiro, Anuário Antropológico/93, Tempo Brasileiro, p241-289.

Brant, Irving, (1972), *Impeachment*, New York, Trials and Erros.

Bresser Pereira, Luiz Carlos, (1991), *Os Tempos Heroicos de Collor e Zélia, Aventuras da Modernidade e Desaventuras da Ortodoxia*, São Paulo, Livraria Nobel.

Broué, Pierre, (1993), *Quand le peuple révoque le Président, Le Brésil de l'affaire Collor*, Paris, Conjonctures politiques, L'Harmattan.

Buckler, Steve, (1993), *Dirty Hands: The Problems of Political Morality*, Brookfield, USA, Avebury series in philosophy, Aldershot.

Castro Souza, Maria Carmen, (1994), "O Julgamento Político do Presidente da República do Brasil", Brasília, separata da revista Arquivos do Ministério da Justiça, n.47/184, jul/dez 1994, p109-124.

Clarke, M., (1983), *Corruption: Causes, Consequences and Control*, London, Francis Pinter.

Collor de Mello, Pedro, (1993), *Passando a Limpo: A Trajetória de um Farsante*, Rio de Janeiro, Editora Record.

Congresso Nacional, (1994), Relatório final da comissão parlamentar de inquérito, Criada através do Requerimento nº2, de 1993-CN, "destinada a investigar fatos decorrentes da execução do Programa Nacional de Desestatização", Brasília, Centro Gráfico do Senado Federal, maio 1994.

Congresso Nacional, (1992), Relatório final da comissão parlamentar mista de inquérito, Criada através do Requerimento nº52/92-CN, "destinada a apurar fatos contidos nas denúncias do SR. Pedro Collor de Mello referentes às atividades do Sr. Paulo César Cavalcante Farias, capazes de configurar ilicitude penal", Brasília, Centro Gráfico do Senado Federal, agosto de 1992.

Congresso Nacional, (1992), Diário do Congresso Nacional, Seção II, Senado Federal como órgão judiciário, Diversos nº12, de 1992, Processo de " impeachment " contra o Presidente da República, Brasília, Ano XLVII - nº1, quinta-feira, 1º de outubro de 1992.

Crabtree, J., (1991), " The Collor Plan: Shooting the Tiger ? " , Bulletin of Latin American Studies, Vol.10, No.2, p119-132.

Diniz, Eli, (1990), " Economia, Política e Democracia sob a Gestão Collor: Uma Difficil Articulação ", IUPERJ, Rio de Janeiro, Cadernos de conjuntura , No 34-35, novembro-dezembro 1990, p16-27.

Fleischer, David, (1995), " Brazilian Politics: Structures, Process, Elections, Parties & Political Groups (1985-1995) ", Brasília, Cadernos de Ciência Política, nº16, Universidade de Brasília, fevereiro 1995.

Fleischer, David, (1994), " Political Corruption and Campaign Financing in Brazil: The Distraction Finesse of Impeachment, Congressional Inquests, Ceremonious sackings and Innocuous Legislation ", Berlin, Germany, Paper prepared for presentation to Research Committee 20 on " Political Finance & Political Corruption ", XVI World Congress of the International Political Science Association (IPSA), August 21-25 1994.

Flynn, Peter, (1993), " Collor, Corruption and Crisis: Time for Reflection ", Cambridge, Journal of Latin American studies, vol.25, Cambridge University, p351-371.

Hagopian, Frances, (1990), " Democracy by Undemocratic Means ?, Elites, Political Pacts, and Regime Transition in Brazil ", Comparative political studies, vol.23, no.2, july 1990, p147-170.

Hedenheimer, A., Johnston, M., Le Vine V.T., (1993), *Political Corruption: a Handbook*, New Brunswick Transactions publishers.

Itani, A. et Vasconcellos, J.G.M., (1991), " Les élections présidentielles de 1989 au Brésil ", Problèmes d'Amérique latine, no. 99, janvier-mars 1991, p41-57.

Krieger, G., Novaes L.A., Farias, T., (1992), *Todos os Socios do Presidente*, São Paulo: Editora Atica.

Lamounier, Bolivar, (1994), " Latin America's Critical Elections, Brazil at an Impasse ", Journal of Democracy, vol.5, no.3, july 1994, p72-87.

Lamounier, Bolivar, (1991), *Depois da Transição, Democracia e Eleições n o Governo Collor*, São Paulo, Edições Loyola.

Lautier, B., de Miras, C., Morice, A., (1991), *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan.

Lessa, Renato, (1993), " Reflexões sobre uma Patologia Política: o Experimento Collor ", Ciência Hoje, vol.15, nº88, março 1993, p22-27.

Lessa, Renato, (1992), " O Fim do Governo Collor, Notas sobre a Dissolução Possível de uma Patologia Política ", IUPERJ, Rio de Janeiro RJ, Cadernos de Conjuntura, nº48.

Lucena, Humberto, (1993), *Suspensão dos Direitos Políticos do Sr. Fernando Alfonso Collor de Mello*, Brasilia, junho 1993.

Mainwaring, Scott, (1993), " Politicians, Parties, and Electoral Systems: Brazil in Comparative Perspective ", Comparative Politics, vol.24, no.1, october 1991, p21-43.

Mariz, Antonio, (1994), *O Impeachment do Presidente do Brasil*, Brasilia, Poder Legislativo, Senado Federal, Centro Gráfico.

Markovits, A.S., Silverstein, M., (1988), *The Politics of Scandal: Power and Processes in Liberal Democracies*, New York, Holmes & Meir.

Mendes, Candido, (1993), *Collor: Anos-luz, Ano-zero*, Rio de Janeiro RJ, Editora Nova Fronteira S.A..

Mendes, Candido, (1992), *A Democracia Desperdiçada: Poder e Imaginario Social*, Rio de Janeiro RJ, Editora Nova Fronteira S.A..

Mendes, João Baptista Petersen. (ed.), (1992), *A CPI do PC e os Crimes do Poder*, Rio de Janeiro: Foglio Editora Ltda.

Monclaire, Stéphane, (1994), " Le quasi-impeachment du président Collor, questions sur la « consolidation de la démocratie » brésilienne ", Revue Française de Science Politique, vol.44, no.1, février 1994, p23-47.

Nascimento, Elimar Pinheiro do, (1992), " Renúncia e Impeachment no Presidencialismo Brasileiro: " l'affaire " Collor de Mello ", Paris, Cahiers du Centre d'Etudes Politiques Brésiliennes, No. 15-16, Juillet-Octobre 1992.

Nascimento, Elimar Pinheiro do, (1994), " Au revoir, Monsieur le Président: Análise do Processo Político da Renúncia de Collor de Mello ", Brasilia, Série Sociológica, No. 110, Universidade de Brasilia, 1994.

Nêumanne, José, (1992), *A Republica na Lama, Uma Tragédia Brasileira*, São Paulo, Geração editorial.

Nye, Joseph S., (1967), *Pan Africanism and East African Integration*, Cambridge, Mass. Harvard University Press.

O'Donnell, Guillermo, (1994), " Delegative Democracy ? ", Journal of Democracy, vol.5, no.1, january 1994, p55-69.

Pontaut, J.-M., Szpiner, F., (1991), *L'État hors-la-loi*, Paris, Librairie générale française, L'Harmattan.

Power, Timothy J., (1991), " Politicized Democracy: Competitions, Institutions, and " Civic Fatigue " in Brazil ", Journal of Interamerican Studies and World Affairs, vol.35, no.3, p75-112.

Reis, E.P., Cheibub, Z.B., (1995), " Valores Políticos das Elites e Consolidação Democrática ", Rio de Janeiro, DADOS-Revista de Ciências Sociais, Vol.38, n°1, p31-56.

Roett, Riordan, (1992), *Brazil: Politics in a Patrimonial Society*, New York: Praeger.

Rosenn, Keith S. (ed.), (1995), *Whither Brazil: The Consolidation of Democracy in Brazil after the Impeachment of President Collor*, Coral Gables: University of Miami Press.

Sadek, Maria Tereza, (1989), " Eleições 1988: Retórica ou Rumo Pluripartidário " , São Paulo, Lua Nova, Junho 1989, No. 17, p111-132.

Sader, E. , Silverstein, K., (1991), *Without Fear of Being Happy: Lula, the Worker's Party and the 1989 Elections in Brazil*, New York: Verso.

Sallum, B., Graeff, E. P., Gomes de Lima, E., (1990), " Eleições Presidenciais e Crise do Sistema Partidario ", São Paulo, Lua Nova, no. 20, maio 1990, p69-87.

Santos, Theotônio dos, (1993), " Brazil's Controlled Purge, The Impeachment of Fernando Collor " , NACLA Report of the Americas, Vol. XXVII, No.3, november-december 1993, p17-21.

Santos, Wanderley Guilherme dos, (1993), *Razões da Desordem*, Rio de Janeiro: Rocco.

Schmidt, B.V., Nascimento, E.P., Pécaut, D., (1993), " L'indécision brésilienne " , Problèmes d'Amérique latine, No.9, avril-juin 1993, p3-24.

Schneider, Ben Ross, (1991), " Brazil Under Collor: Anatomy of a Crisis " , World Policy Journal, Vol.8, Spring 1991, p321-350.

Scott, James C., (1972), *Comparative Political Corruption*, Englewood Cliffs, N.J, Prentice-Hall Inc..

Sives, Amanda, (1993), " Elites Behavior and Corruption in the Consolidation of Democracy in Brazil " , Parliamentary Affairs, vol.46, No.4, Oxford University, p550-562.

Suassuna, L., Costa Pinto, L., (1992), *Os Fantasmas da Casa da Dinda*, São Paulo: Contexto Editorial.

Theobald, Robin, (1990), *Corruption development and underdevelopment*, London, MacMillan.

Weyland, Kurt, (1993), " The Rise and Fall of President Collor and its Impact on Brazilian Democracy ", Journal of Interamerican Studies and World Affairs, Vol.35, No.1, p1-37.

Zirker, Daniel, (1993), " The Political Dynamics of Presidential Impeachment in Brazil ", Ottawa, Canada, Paper prepared for presentation at the 65th Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, June 6-8.